ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 30.491/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 25 juillet 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 23 et 25 avril 2001, a donné le 25 avril 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 30.491/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 25 juli 2000 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 23 en 25 april 2001, heeft op 25 april 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

L'avis de la section de législation du Conseil d'Etat sur l'arrêté en projet a été demandé le 25 juillet 2000 dans un délai d'un mois, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Dans un avis 29.206/4 donné le 12 juillet 1999 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", la section de législation du Conseil d'Etat avait cependant attiré l'attention du Gouvernement sur la nécessité de vérifier si l'arrêté en projet s'insérait correctement dans l'ordonnancement juridique de la Région de Bruxelles-Capitale, plus particulièrement par rapport aux différents textes qui ont créé les organismes d'intérêt public relevant de la Région.

Après cet examen, il est apparu que certains textes législatifs devaient être modifiés.

La section de législation du Conseil d'Etat a en conséquence été saisie d'un avant-projet d'ordonnance (1), qui se limitait à régler le problème de l'octroi de mandats aux fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public, certains textes prévoyant des nominations.

---

(1) "Relative à certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale", et qui a fait l'objet de l'avis 30.199/4, donné le 3 juillet 2000 (publié in Doc. C.R.B, ses. 1999-2000, 5 octobre 2000, n° A-134/1).

Or, l'arrêté en projet généralise les mandats pour l'exercice des fonctions dirigeantes dans les organismes d'intérêt public.

Lorsque l'arrêté en projet a été une nouvelle fois soumis à l'avis de la section de législation au mois de juillet 2000, l'avant-projet d'ordonnance n'était pas encore déposé au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de sorte que plusieurs dispositions de l'arrêté en projet n'étaient pas conciliables avec les textes législatifs organisant certains organismes d'intérêt public.

Il a dès lors été décidé, en accord avec les représentants du ministre, de suspendre l'examen de l'arrêté en projet jusqu'à ce qu'intervienne l'adoption de l'ordonnance précitée, celle-ci a eu lieu le 16 mars 2001. La promulgation est intervenue le 29 mars 2001.

C'est pour cette raison que le délai d'un mois sollicité dans la demande d'avis a été suspendu jusqu'à la date de l'adoption de l'ordonnance précitée (2).

(2) Le préambule de l'arrêté en projet devra tenir compte des modifications apportées par l'ordonnance adoptée.

LIVRE Ier. DU STATUT ADMINISTRATIF

OBSERVATIONS GENERALES

I. Observations relatives à la cohérence de l'ordonnancement juridique dans la Région de Bruxelles-Capitale

Comme il vient d'être souligné, dans l'avis 29.206/4 précité, la section de législation du Conseil d'Etat avait déjà attiré l'attention du Gouvernement sur certaines difficultés qui pouvaient exister entre les textes législatifs créant les différents organismes d'intérêt public et les dispositions de l'arrêté en projet.

Si l'avant-projet d'ordonnance a réglé l'une de ces difficultés, à savoir l'octroi des mandats aux fonctionnaires dirigeants, elle est cependant restée silencieuse quant aux autres problèmes mis en évidence dans l'avis 29.206/4, précité.

Saisie aujourd'hui de l'arrêté en projet, il appartient à la section de législation du Conseil d'Etat de s'interroger une nouvelle fois sur ces problèmes.

1. C'est par une ordonnance du 8 avril 1993 que le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales a été créé.

L'article 3, § 1er, de cette ordonnance dispose que le Fonds est un organisme d'intérêt public de la catégorie A soumis, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé

par l'ordonnance, aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le paragraphe 3 du même article prévoit que pour l'exercice de certaines de ses missions, le Fonds dispose d'inspecteurs régionaux dont l'Exécutif fixe le statut administratif et pécuniaire ainsi que le cadre organique.

L'ordonnance ne contient pas d'autres dispositions relatives au régime statutaire applicable à ce personnel.

En l'état actuel de l'ordonnance du 8 avril 1993, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est habilité à fixer uniquement le statut des inspecteurs régionaux. L'ordonnance ne prend en effet en considération que cette seule catégorie de personnel et ne fait aucune référence à un personnel administratif.

La question qui se pose dès lors est de savoir s'il ne conviendrait pas d'aménager l'ordonnance précitée, afin de mieux cerner les deux catégories de personnel, et s'il entre dans les intentions du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de soumettre les inspecteurs régionaux aux règles statutaires en projet.

Il ressort par ailleurs des explications des représentants du ministre qu'actuellement le Fonds ne dispose pas d'un personnel administratif mais uniquement d'inspecteurs régionaux. La volonté est cependant de conférer un statut spécifique à ces inspecteurs et de ne pas les soumettre au statut en projet.

Dès lors, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'arrêté en projet est rendu applicable au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales.

L'auteur du projet devrait en conséquence être plus clair sur ce point, d'autant qu'il laisse subsister certains arrêtés royaux relatifs aux inspecteurs régionaux.

Ainsi en va-t-il de l'arrêté royal du 11 octobre 1985 fixant le traitement et le montant de l'indemnité octroyée aux inspecteurs régionaux de la Région bruxelloise, de l'arrêté royal du 22 juillet 1987 relatif aux Inspecteurs régionaux auprès de l'Exécutif de la Région bruxelloise et de l'arrêté royal du 22 octobre 1987 appliquant l'arrêté royal du 22 juillet 1987 relatif aux Inspecteurs régionaux auprès de l'Exécutif de la Région bruxelloise.

2. La Société du logement de la Région bruxelloise a été créée sur la base de l'article 9 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991.

En vertu de cette disposition, il s'agit d'un organisme d'intérêt public de la catégorie B qui, pour le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, remplit les missions de l'ancienne Société nationale du logement et de l'ancien Institut national du logement.

C'est un arrêté royal du 9 août 1985 qui a constitué la Société sous la forme d'une société civile ayant la forme d'une société anonyme et qui a approuvé ses premiers statuts.

Un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 février 1994 a approuvé de nouveaux statuts pour la Société.

Ces statuts ont notamment pour objet la mise en place des différents organes de la Société et contiennent certaines dispositions ayant trait au personnel de celle-ci.

a) L'attention de l'auteur du projet est d'abord attirée sur les articles 19, 4), et 20 des statuts de la Société du logement de la Région bruxelloise.

En vertu de la première disposition, il appartient au Gouvernement de fixer le cadre et le statut des membres du personnel, leurs traitements, salaires et gratifications étant établis conformément au statut pécuniaire des agents de la Région. Quant à la deuxième disposition, elle prévoit que le Gouvernement nomme, suspend et révoque le directeur général et le directeur général adjoint et fixe leurs traitements.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces dispositions des statuts de la Société du logement de la Région bruxelloise ne sont pas admissibles dans la mesure où il n'appartient pas aux statuts de la Société du logement d'habiliter le Gouvernement à fixer le statut des membres du personnel

de cette Société, cette habilitation figurant à l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 (3).

b) Le Conseil d'Etat attire l'attention sur l'article 13, § 1er, des statuts, aux termes duquel

> "La Société du logement de la Région bruxelloise désigne et rémunère un délégué social auprès de chacune des sociétés immobilières de service public.
>
> ...
>
> Ce délégué doit être choisi sur une liste publique de candidats délégués sociaux désignés et rétribués par la Société du logement de la Région bruxelloise. Pourront seuls figurer sur cette liste les candidats qui répondent à des critères de compétence que fixe la Société du logement de la Région bruxelloise.
>
> ...".

Enfin, le paragraphe 4 de cette même disposition permet à la Société du logement d'infliger au délégué social qui méconnaît ses missions, des peines disciplinaires. Il prévoit de même qu'il revient à la Société d'établir un règlement disciplinaire qui prévoit une possibilité de recours auprès du Gouvernement.

---

(3) A cet égard, il est renvoyé à l'article 17 de la même loi, en vertu duquel "Les dispositions des statuts des organismes énumérés à l'article 1er, contraires ou non conformes aux dispositions de la présente loi, cessent d'avoir effet.
Le Roi peut apporter aux statuts de ces organismes les modifications nécessaires pour les mettre en concordance avec la présente loi".

Le Conseil d'Etat relève encore l'existence d'un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 fixant le statut des chargés de missions à la Société du logement de la Région bruxelloise.

Dès lors que différentes catégories de personnel entrent en ligne de compte pour l'ensemble des missions qui incombent à la Société du logement de la Région bruxelloise, il est permis de se demander si elles seront également soumises aux règles statutaires en projet.

Des explications fournies par les représentants du ministre, il apparaît qu'il n'existe plus de chargés de missions auprès de la Société du logement de la Région bruxelloise. Quant aux délégués sociaux, ils devraient faire l'objet d'un texte spécifique organisant leur recrutement sur une base contractuelle. Selon les représentants du ministre, ce texte est encore à l'étude.

Compte tenu de ces informations, il conviendrait que le Gouvernement se prononce sur l'application ou non du statut en projet aux délégués sociaux.

c) Par ailleurs, l'article 9, §§ 2 et 7, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, précise que tous les organes de la Société sont composés de deux groupes linguistiques, deux tiers des membres de ces organes devant appartenir au groupe linguistique le plus nombreux et un tiers au groupe linguistique le moins nombreux, et que les recrutements, les nominations, les désignations et les promotions se font sur

proposition de chaque groupe linguistique pour le cadre linguistique correspondant.

La première question qui se pose est de savoir si les services créés en vertu de l'arrêté en projet doivent répondre à cette composition linguistique. Ainsi, qu'en sera-t-il du conseil de direction ou encore du service chargé de la formation ou de la gestion des ressources humaines ?

La seconde question concerne directement les procédures de recrutement, de nomination, de désignation et de promotion. En effet, comme l'ont confirmé les représentants du ministre, ces procédures ont été conçues dans l'arrêté en projet sans tenir compte de cette spécificité de sorte qu'il est concevable que des situations de blocage apparaissent. Il se pourrait que les propositions faites par ces groupes linguistiques ne soient pas en adéquation avec les avis motivés du conseil de direction; or, l'arrêté en projet prévoit dans certains cas que l'autorité qui dispose du pouvoir de nomination est tenue de suivre la proposition de classement faite par le conseil de direction si elle est émise à l'unanimité (4). Qu'adviendra-t-il si la proposition d'un groupe linguistique se distingue de la proposition de classement du conseil de direction ?

Il appartient à l'auteur du projet de donner une réponse précise à ces questions.

---

(4) Voir notamment les articles 70 et 76 du projet.

3. La loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise a prévu la création du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise.

Aux termes de l'article 27, § 3, de cette loi, le Centre est un organisme d'intérêt public rangé dans la catégorie A de la loi du 16 mars 1954, précitée.

L'article 27, § 5, de la même loi habilite le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à recruter par contrat à durée indéterminée ou déterminée les informaticiens du Centre.

Il ressort des explications des représentants du ministre que le Centre comprend effectivement en grande majorité du personnel contractuel.

Une telle situation doit être compatible avec l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, lequel consacre en priorité le principe du recrutement statutaire, l'engagement par voie contractuelle étant strictement limité à des hypothèses précises reprises à l'article 2 de cet arrêté royal.

S'agissant d'un centre dont la mission principale est d'assister les pouvoirs locaux et l'administration régionale bruxelloise dans la gestion de l'informatique de leurs services, il ne peut être question d'invoquer "des tâches spécifiques" pour justifier l'engagement par voie contractuelle.

Quant à l'engagement contractuel pour l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, il peut se justifier dans le domaine de l'informatique mais ne peut être généralisé à l'ensemble du personnel.

En conséquence, le recrutement statutaire privilégié par l'arrêté en projet, ne peut être contrarié par l'article 27, § 5, précité.

4. Comme pour la Société du logement de la Région bruxelloise, l'Office régional bruxellois de l'emploi, qui a été créé par l'article 16 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, est également composé de groupes linguistiques formulant des propositions pour les recrutements, les nominations, les désignations et les promotions.

Il est en conséquence fait référence aux commentaires formulés sous le point 2, c), ci-avant.

5. L'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement a été créé sur la base de l'article 28 de la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, par un arrêté royal du 8 mars 1989, confirmé par la loi du 16 juin 1989.

En vertu de l'article 8bis de cet arrêté royal, le personnel de l'Institut comprend des membres revêtus d'un grade scientifique.

Or, l'arrêté en projet ne consacre pas explicitement ces grades.

Il conviendrait dès lors d'adapter l'arrêté en projet afin d'aménager la carrière scientifique de ce personnel.

6. En vertu de l'article 2 du projet, le nouveau statut est rendu applicable au Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale. Toutefois, pour ce qui concerne le personnel opérationnel de ce Service, seules certaines dispositions du statut en projet sont à prendre en considération.

Ceci se justifie notamment par le fait que la Région de Bruxelles-Capitale est tenue de respecter la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile et plus particulièrement l'article 9, § 1er, alinéa 2, qui confère au Roi la compétence d'arrêter les dispositions générales dans les limites desquelles sont fixés le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités et les allocations ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie. De même, l'article 13, § 3, habilite le Roi seul à établir les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie.

L'autonomie de la Région de Bruxelles-Capitale pour la fixation du statut de ces agents est donc limitée et doit s'exercer en tenant compte des dispositions fédérales (5).

Il convient dès lors de vérifier si les dispositions du statut en projet qui sont rendues applicables au personnel opérationnel sont compatibles avec le cadre juridique fédéral arrêté par le Roi.

Il convient également de vérifier que les dispositions du statut en projet sont compatibles avec celles prises par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont il n'envisage pas l'abrogation.

Il ressort d'un examen non exhaustif de ces différents textes que l'auteur du projet ne s'est pas toujours préoccupé de cette problématique.

Ainsi, l'article 2, § 2, du projet rend notamment applicable au personnel opérationnel l'article 9 du projet, lequel concerne les emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau.

Or, les articles 6 et 7 du projet ne sont pas rendus applicables au personnel opérationnel. Ce qui signifie que le classement hiérarchique des grades de ce

---

(5) Voir en ce sens l'avis 27.260/4 donné le 16 mars 1998 sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 fixant le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (Moniteur belge du 14 avril 1999, 2e éd.).

personnel reste régi par les normes fédérales et les normes régionales prises en vertu de celles-ci.

Cependant, l'article 417, 20°, du projet abroge l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 février 1995 fixant le classement hiérarchique des grades du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dès lors, le Conseil d'Etat s'interroge sur la cohérence de ces dispositions.

L'article 14 du projet est également rendu applicable au personnel opérationnel. Or, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 fixant le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit déjà en son article 65 la composition du conseil de direction du Service, alors que cette disposition n'est par ailleurs pas abrogée par l'article 417, 24°, du projet.

Ici aussi, il conviendrait de rétablir une cohérence entre le projet et les dispositions existantes.

Les articles 17 à 23 du projet concernent la commission de recours commune à l'ensemble des organismes d'intérêt public.

Celle-ci est notamment compétente pour connaître des recours en matière de stage.

Or, les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998, précité, prévoient déjà une procédure de recours en cette matière.

Il est dès lors permis de se demander comment vont se concilier ces dispositions.

En conclusion, eu égard à la difficulté de concilier les règlements fédéraux avec les règles régionales particulières, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait préférable que les membres du personnel opérationnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente restent régis par un régime statutaire spécifique.

7. Ainsi que cela a été confirmé par les représentants du ministre, l'arrêté en projet ne concerne pas l'Agence régionale pour la propreté.

Comme il a déjà été souligné dans un avis 30.992/4 donné le 29 janvier 2001 (6), il appartient au Gouverne-

(6) sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du 23 mars 1995 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence Régionale pour la Propreté, modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le règlement du personnel de l'Agence Régionale pour la Propreté et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 relatif à la modification de l'arrêté du 13 février 1992 fixant les échelles de traitement des grades particuliers de l'Agence Régionale pour la Propreté".

ment d'indiquer pour quelles raisons objectives l'Agence régionale pour la propreté n'est pas prise en considération par l'arrêté en projet, eu égard notamment à l'article 55 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises en vertu duquel le Gouvernement est compétent pour fixer le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise dans les limites prévues à l'article 87 de la loi spéciale et par analogie avec le statut du personnel des services du Gouvernement.

Il découle de cette disposition que le statut des membres du personnel de l'Agence doit être conçu de telle manière qu'il rejoigne les éléments essentiels du statut du personnel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, ce que fait en l'occurrence l'arrêté en projet.

II. Observations relatives à la cohérence du projet par rapport aux principes généraux de la fonction publique

L'arrêté en projet a été élaboré en tenant compte des principes généraux tels qu'ils étaient consacrés dans l'arrêté royal du 26 septembre 1994.

Or, cet arrêté royal a été abrogé par l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui

en dépendent. Il en découle que l'arrêté en projet doit être revu à la lumière des nouveaux principes généraux.

D'une manière générale, ces nouveaux principes généraux ont été conçus afin de laisser aux entités fédérées une plus large autonomie dans l'élaboration des statuts de leur personnel.

1. Ainsi, pour ce qui concerne le personnel des organismes d'intérêt public ou d'autres catégories de personnel relevant d'une entité fédérée, le recrutement ne doit plus nécessairement se faire par l'intermédiaire de "SELOR-Bureau de sélection de l'Administration fédérale" (7); or, les articles 28, alinéa 3, 29, alinéas 1er et 2, et 30, alinéas 1er et 2, du projet font encore référence au recrutement opéré par le Secrétaire permanent au recrutement. Il en va de même pour d'autres épreuves d'accession visées aux articles 64, alinéa 1er, 97, 101, 104, alinéa 1er, 2°, 107, alinéa 3, 270, 1°.

2. De même, le contrôle des aptitudes médicales au moment du recrutement ne doit plus nécessairement être confié à l'Office médico-social de l'Etat, les communautés et les régions pouvant mettre en oeuvre leur propre contrôle (8); or, l'article 33, § 2, alinéa 1er, du projet fait toujours référence à l'arrêté royal du 13 mai 1999

(7) Voir en ce sens le rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal du 22 décembre 2000, Moniteur belge du 9 janvier 2001, p. 426.

(8) Ibidem, p. 421.

organisant le contrôle médical des agents de certains services publics.

3. En matière d'évaluation, les principes généraux n'exigent plus que celle-ci soit réalisée par au moins deux supérieurs hiérarchiques de rang différent; or, l'article 119 du projet le prévoit toujours.

L'évaluation des fonctionnaires dirigeants n'est pas considérée comme un principe général étant donné que cette évaluation n'est pas encore organisée dans la fonction publique fédérale.

Cependant, en vertu de l'article 31 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, cette évaluation deviendra un principe général le jour où la fonction publique fédérale adoptera un dispositif en ce sens.

4. Enfin, en matière disciplinaire, les nouveaux principes généraux ont élargi la liste des peines fixée à l'article 14, § 2, du même arrêté, en consacrant notamment la régression barémique.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier dans quelle mesure des adaptations de l'arrêté en projet sont souhaitables ou nécessaires au regard des nouveaux principes généraux.

III. De la similitude entre l'arrêté en projet et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Ainsi que l'ont expliqué les représentants du ministre, l'arrêté en projet s'inspire très largement des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 susvisé, ainsi que des modifications qui lui ont été apportées par l'arrêté du 26 octobre 2000.

Le présent avis se référera dès lors, dans une certaine mesure, aux observations que la section de législation du Conseil d'Etat a formulées d'une part dans l'avis 28.129/4 du 8 mars 1999 et d'autre part dans l'avis 30.329/4 du 26 juillet 2000, donnés sur les projets devenus les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 6 mai 1999 et 26 octobre 2000 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

1. De la nécessité d'un rapport au Gouvernement

Lorsqu'un Gouvernement entreprend une réforme aussi considérable que l'établissement d'un nouveau régime statutaire pour les agents relevant de ses organismes d'intérêt public, il est nécessaire d'accompagner l'arrêté en projet d'un rapport au Gouvernement explicitant les nouvelles orientations.

Dans le cas d'espèce, plusieurs innovations doivent être soulignées :

Il y a, d'une part, la création d'emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau et, d'autre part, la mise en oeuvre de ce que le projet appelle la "carrière fonctionnelle".

Il y a également l'attribution de mandats pour les hautes fonctions et un nouveau système d'évaluation.

Un rapport au Gouvernement aurait le mérite de commenter toutes ces nouvelles dispositions.

Certes, les négociations syndicales ont permis aux représentants des agents des organismes d'intérêt public de s'exprimer sur les différents aspects du statut.

Cependant, une information générale et complète de tous les citoyens ne peut qu'améliorer la compréhension des textes et participer à la transparence de la fonction publique.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat ne peut qu'inviter le Gouvernement à entreprendre une telle démarche.

2. Des emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau. De la carrière hiérarchique et de la "carrière fonctionnelle"

Plusieurs dispositions du projet établissent une distinction pour les emplois de rang A2. Il est en effet prévu à l'article 9 du projet que ces emplois sont répartis en trois catégories : ceux d'encadrement, ceux d'expert et ceux d'expert de haut niveau. Ces catégories d'emploi sont régies tant par des dispositions du statut administratif des agents que par des dispositions du statut pécuniaire.

La distinction entre les emplois d'encadrement, ceux d'expert et ceux d'expert de haut niveau a des implications sur l'élaboration du cadre et la carrière des agents.

1° En ce qui concerne la fixation du cadre du personnel, l'article 9 du projet charge le Gouvernement de répartir, sur la proposition du conseil de direction, les emplois de rang A2 dans chaque organisme d'intérêt public en emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau.

L'alinéa 3 du même article donne une définition fonctionnelle de ces emplois qui est beaucoup trop générale. Ainsi, cette disposition reste en défaut de préciser sur la base de quels critères les emplois de rang A2 seront répartis entre les emplois d'encadrement, ceux d'expert et ceux d'expert de haut niveau. Le texte devrait être plus explicite et le rapport au Gouvernement devrait l'illustrer.

2° Le titre IV "De la carrière" identifie, sous deux chapitres distincts, "la carrière hiérarchique" (articles 57 à 76) et "la carrière fonctionnelle" (articles 77 à 80), laquelle se subdivise en "carrière fonctionnelle normale" et "carrière fonctionnelle accélérée".

Aux termes de l'article 57 du projet,

> "La carrière hiérarchique est la carrière que l'agent peut poursuivre par avancement en grade ou par promotion à un emploi d'expert de haut niveau correspondant au même grade que celui dont il est revêtu.".

Interrogés sur la portée de la "promotion à un emploi d'expert de haut niveau correspondant au même grade que celui dont l'agent est revêtu", les représentants du ministre ont expliqué qu'une nouvelle échelle de traitement est liée à ce type d'emploi.

Il s'agit en réalité, tantôt d'une promotion par avancement barémique lorsqu'un agent est déjà titulaire d'un emploi d'encadrement ou d'expert de rang A2, et tantôt d'une promotion par avancement de grade lorsque l'agent est de rang A1.

Le Conseil d'Etat se demande cependant si, compte tenu de la distinction établie par l'article 9 du projet, il est cohérent de ranger sous la "carrière hiérarchique" d'un agent la promotion de celui-ci à un emploi d'expert de haut niveau (9).

---

(9) On notera que tout agent pourrait, selon cette procédure, passer directement d'un emploi d'encadrement (grade de recrutement) à un emploi d'expert de haut niveau

Selon l'article 77 du projet,

"La carrière fonctionnelle est réservée aux agents titulaires d'un grade de recrutement.

Elle consiste pour l'agent, à bénéficier sans changer de grade, d'une ou de deux échelles de traitement supérieures à l'échelle de traitement liée à son grade, aussi longtemps qu'il satisfait aux exigences prévues par le statut en matière d'ancienneté, d'évaluation et de formation.".

Le régime de "carrière fonctionnelle" est géré par le directeur général et le directeur général adjoint ou l'agent qu'ils désignent, qui accordent à l'agent une échelle de traitement supérieure dès que celui-ci remplit les conditions en matière d'ancienneté, d'évaluation et de formation.

Or, la définition que le projet entend donner à la "carrière fonctionnelle" correspond à celle de la promotion par avancement barémique telle qu'elle est consacrée à l'article 70 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Dans un souci de cohérence terminologique, mieux vaut dès lors s'en tenir à ce dernier concept.

3° L'incertitude qui pèse sur la définition des catégories établies à l'article 9 du projet entre certains emplois, marque de la même manière le contenu de l'article 330 du projet.

---

sans avoir occupé un emploi d'expert.

Il est fondamental que l'arrêté en projet détermine avec objectivité les qualifications nécessaires pour pouvoir accéder aux emplois d'encadrement, d'expert et d'expert de haut niveau.

Comme l'indique la disposition précitée, des échelles de traitement différentes sont liées à ces emplois; il est dès lors important que les caractéristiques de chaque emploi soient clairement définies ainsi que les qualités requises pour pouvoir les exercer.

Cette observation doit également être lue à la lumière de l'article 10, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, en vertu duquel le statut peut, en matière d'organisation de la carrière, prévoir des formes de gestion de compétences selon lesquelles l'agent acquiert l'accès, d'une façon temporaire ou non, à un emploi d'un autre niveau.

Même s'il s'agit ici d'accéder à un emploi d'un autre niveau, les principes généraux mettent avant tout l'accent sur la nécessité d'identifier les compétences qui justifient cet accès.

Il en résulte que le Gouvernement, s'il entend prévoir dans le cadre des organismes d'intérêt public, des grades fonctionnels, doit, dans le statut administratif, identifier clairement ces grades, déterminer objectivement les conditions d'aptitudes particulières qu'il impose aux agents pour occuper certains emplois et prévoir, s'il échet, une "carrière fonctionnelle" au sens propre pour ces agents.

Enfin, la correspondance sera établie entre le statut organique et le statut pécuniaire.

3. Du mandat

L'article 12 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux dispose :

> "Le statut peut prévoir un régime de mandat pour les fonctions de management. Pour un agent désigné à un mandat, la durée du mandat est prise en compte dans l'ancienneté administrative et pécuniaire. Par ailleurs, il bénéficie des droits pécuniaires liés à l'exercice de ce mandat.".

Il résulte de cette disposition qu'il appartient à chaque Gouvernement de Communauté et de Région de préciser le régime du mandat.

a) L'arrêté en projet détermine en son article 81 quels sont les emplois qui seront conférés par voie de mandat : il s'agit des emplois correspondant aux grades des rangs A4, A4+ et A5. En son article 83, il prévoit que lors de l'attribution du mandat, l'autorité compétente fixe les objectifs à atteindre par le mandataire durant son mandat.

Ces objectifs revêtent une importance considérable. En effet, dans la procédure qui conduit à l'octroi du mandat, le Conseil supérieur de la fonction publique régionale émet un avis sur la manière dont le candidat envisage d'exercer le mandat (article 91 du projet) et l'évaluation a pour but de vérifier dans quelle mesure les objectifs convenus lors de l'attribution du mandat sont

atteints ou en voie de l'être (article 132 du projet). C'est dire combien il importe d'être précis à leur sujet. Cette précision fait en l'espèce défaut. D'abord, le concept lui-même n'est pas défini. De quels objectifs s'agit-il ? Quel est leur objet précis ? Sont-ils fixés ne varietur pour la durée du mandat ou susceptibles d'être modifiés en cours de celui-ci et, en ce dernier cas, en fonction de quels éléments ? Comment sera-t-il tenu compte de ces modifications dans l'évaluation du mandataire ?

Ces objectifs une fois définis, constituent-ils pour le mandataire un résultat à atteindre, faute de quoi son mandat ne sera pas renouvelé à l'échéance ? Ne faut-il pas plutôt voir dans l'obligation mise à sa charge une obligation de moyens ? Si l'article 132 du projet donne à penser que la première branche de l'alternative trouve à s'appliquer, l'article 133 du projet permet cependant d'en douter.

b) Plus fondamentalement encore, les dispositions du projet sont ambiguës quant au statut juridique de la personne à qui l'on confie le mandat. En vertu de l'article 31 du projet, le Gouvernement peut ouvrir les mandats des fonctionnaires dirigeants "à toute personne qui remplit les conditions de diplôme requises pour être recrutée dans un grade de niveau A", ce qui laisse entendre que cette personne peut être un agent statutaire mais aussi une personne ne se trouvant pas dans ce lien statutaire. Par contre, l'article 86, alinéa 3, du projet indique que "l'agent dont le mandat n'est pas prolongé, reprend le grade qu'il occupait avant l'attribution de son mandat", ce qui,

cette fois, laisse entendre que le mandataire est un agent statutaire.

A cet égard, il est fait référence à l'avis 31.372/1, donné le 22 mars 2001, (10) par la section de législation du Conseil d'Etat qui s'exprimait en ces termes :

> "L'article 2, § 1er, de l'ARPG prévoit qu'en principe, sauf dans les cas définis à l'alinéa 2 de cette disposition, il est exclusivement satisfait aux besoins en personnel par des agents statutaires soumis à l'ARPG (11).
>
> Il découle de l'ensemble des dispositions prérappelées que l'ARPG pose en principe général que l'engagement statutaire implique une occupation à titre définitif et exclut qu'un agent statutaire ne soit recruté que de manière temporaire (12). Les recrutements temporaires impliquent, du moins selon les principes consacrés par l'ARPG, un engagement contractuel (13).
>
> Force est de conclure, dès lors, que l'"engagement statutaire temporaire" dans une fonction de management

---

(10) sur un projet d'arrêté royal "relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux".

(11) L'article 2, § 2, comporte en outre une exception à ce principe qui est dénuée de pertinence en l'espèce.

(12) L'ARPG ne prévoit pas la possibilité de mettre fin à l'occupation statutaire lorsqu'une fonction liée à un mandat prend fin.

(13) Les cas dans lesquels l'engagement contractuel est possible, sont définis à l'article 2, § 1er, alinéa 2, de l'ARPG (voir également, en ce qui concerne le statut des agents fédéraux, l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993).

de personnes étrangères à l'administration ou d'agents contractuels des pouvoirs publics ne se concilie guère avec les articles 1er, §§ 1er et 2, 2, § 1er, et 21 de l'ARPG.".

c) En outre, aucune disposition ne précise si l'emploi occupé par l'agent avant sa désignation comme mandataire devient vacant du fait de sa désignation - ou est susceptible d'être déclaré tel à certaines conditions - et s'il peut être pourvu. Rien n'est dit de l'affectation éventuelle que reçoit l'agent à l'expiration de son mandat. Il est seulement prévu qu'il reprend le grade qu'il occupait avant l'attribution de son mandat (article 86, alinéa 3, du projet).

d) Enfin, s'il est prévu que le mandat prend fin à l'échéance du terme ou après une seconde évaluation négative - ce qui exclut qu'il puisse y être mis fin ad nutum par le mandant -, rien n'est dit par contre de la possibilité d'y mettre fin pour d'autres causes, par exemple pour faute disciplinaire; rien n'est dit également quant à la renonciation à son mandat par l'agent statutaire.

En conclusion, indépendamment des observations particulières qui seront formulées à l'occasion de l'examen de telle ou telle disposition, le système des mandats que les auteurs du projet ont conçu est, sur plusieurs points, lacunaire et critiquable. Il devra y être repensé.

4. De l'évaluation

a) Quant à l'évaluation générale

1. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la mise en oeuvre du système d'évaluation tel qu'il est consacré par l'article 127 du projet, qualifié ci-après d'évaluation générale.

A la différence du système d'évaluation appliqué aux fonctionnaires fédéraux en vertu de l'arrêté royal du 7 août 1939, qui repose sur des critères classés en deux catégories, les critères-clés et les critères pertinents, assortis d'une pondération précise, le système en projet repose sur des critères non assortis d'une pondération chiffrée mais donnant lieu à l'une des mentions "satisfaisant", "avec réserve" et "insuffisant", ces mentions n'étant elles-mêmes pas définies.

Le système ainsi mis en place ne précise pas comment l'on obtiendra l'évaluation globale de l'agent.

Comme le souligne la doctrine, "on a constaté que, dans la pratique, l'attribution du signalement "Très bon" était la règle et que, par conséquent, son utilité pratique était toute relative" (14). Le rapport au Roi précédant l'ancien arrêté royal "principes généraux" du 26 septembre 1994, relève à ce propos :

(14) S. Gehlen, "La carrière", in "Précis de fonction publique", Bruylant, Bruxelles, 1994, p. 268.

> "A l'épreuve du temps, le système n'a pas apporté à l'autorité toutes les conséquences positives que l'on en attendait en 1937. Il ne permet plus aujourd'hui, en raison du caractère trop mécanique de ses critères de différenciation, d'assurer une réelle sélection des agents dans les divers métiers qu'ils sont appelés à exercer au sein des administrations, ni de valoriser vraiment les agents les plus compétents.".

Il ressort des explications fournies que la volonté de l'auteur du présent projet en matière d'évaluation est avant tout de privilégier le dialogue entre l'agent et son supérieur. Ceci expliquerait pourquoi, dans un premier temps, il a opté pour un système simple, considérant que ce n'est qu'avec le temps que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pourrait mieux définir les exigences d'une évaluation plus nuancée.

Les dispositions du projet doivent cependant être dès à présent complétées afin de déterminer clairement comment l'évaluation globale est établie et quelle est l'importance accordée à chaque critère. Faute de quoi, il y a lieu de craindre que le système ainsi mis en place ne conduise pas à une évaluation suffisamment objective et nuancée de chaque agent, tenant compte des responsabilités qu'il a dû effectivement assumer.

2. L'article 129 du projet énonce les critères qui seront pris en considération pour l'évaluation.

Cependant le texte en projet semble indiquer que d'autres critères pourront intervenir en utilisant à l'alinéa 1er, l'expression "notamment".

Ceci n'est pas compatible avec les principes d'égalité et de non-discrimination qui impliquent que les agents se trouvant dans la même situation juridique soient évalués sur la base des mêmes critères.

Comme en ont convenu les représentants du ministre, le terme "notamment" sera en conséquence omis.

b) Quant à l'évaluation dite "complémentaire"

Outre l'évaluation générale visée à l'article 129 du projet qui a pour objet "d'apprécier la compétence et le travail effectué par l'agent dans la fonction qu'il exerce à ce moment-là", l'article 130 du projet prévoit que "de manière complémentaire" l'évaluation porte sur "les aptitudes de l'agent qui a obtenu la mention "satisfaisant" à progresser vers des responsabilités accrues", en se fondant "en particulier" sur trois critères :

- l'aptitude à planifier et à organiser;
- l'aptitude à communiquer, et
- la capacité à motiver les autres.

Cette évaluation "complémentaire" présente, au même titre que l'évaluation générale, une importance particulière dans le déroulement de la carrière des agents. L'article 68 du projet prévoit en effet, en son alinéa 2, que lorsque plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents ou les mêmes expériences lors d'une promotion, "la préférence est déterminée par l'appréciation visée aux articles 129 et 130".

Interrogés sur la portée de l'article 130 du projet, les représentants du ministre ont confirmé que l'évaluation complémentaire visée par cette disposition est bien distincte de l'évaluation générale visée à l'article 129 du projet. Ils ont, par ailleurs, précisé que cette évaluation complémentaire n'aurait pas lieu systématiquement pour tous les agents mais bien pour ceux qui ont obtenu la mention "satisfaisant"; la volonté est de n'encourager que les agents les plus motivés.

Tel qu'il est aménagé, ce système de double évaluation est cependant critiquable car, une nouvelle fois, le choix des critères ne semble pas limitatif.

Or, comme il vient d'être souligné pour l'évaluation générale, les principes d'égalité et de non-discrimination exigent que les critères retenus pour cette seconde évaluation soient objectifs et identiques pour les agents se trouvant dans une même situation juridique.

En conséquence et de l'accord des représentants du ministre, les termes "en particulier" doivent être omis de l'article 130, alinéa 2, du projet.

Il conviendrait que l'évaluation complémentaire se termine par une appréciation finale, dont les degrés devront être fixés dans le texte en projet afin d'assurer une appréciation comparative des agents qui doit être objective et respectueuse du principe d'égalité.

Le texte sera revu à la lumière de cette observation.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

1. L'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait qu'en ce qui concerne les arrêtés royaux restés d'application aux membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, il n'y a pas lieu de prendre en considération les modifications apportées à ces arrêtés par le Roi à partir du 7 mars 1992 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 2000), sauf dans l'hypothèse où de telles modifications ont été intégrées, par référence, dans les dispositions réglementaires adoptées entièrement par la Région de Bruxelles-Capitale. En effet, en vertu de l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, de l'article 9 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et de l'article 64 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 précité, à cette date, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est devenu seul compétent pour modifier les dispositions statutaires applicables à ses agents.

2. Il convient de citer toutes les dispositions qui attribuent la compétence de fixer le statut en projet au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en particulier celles qui se trouvent dans des textes de lois ou d'ordonnances fondateurs des organismes concernés.

Dès lors, il y a lieu d'insérer, à la suite de l'alinéa visant la loi du 16 mars 1954, les alinéas suivants :

"Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 27, § 3;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, confirmé par la loi du 16 juin 1989, notamment l'article 1er, § 2;

Vu l'article 8, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'aide médicale urgente, notamment l'article 8, alinéa 2; (15)

Vu l'arrêté royal du 13 mars 1991 portant coordination des lois du 28 décembre 1984 et du 26 juin 2000 relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, notamment les articles 9 et 16;

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 17, alinéa 4;

---

(15) Cet alinéa ne sera pas reproduit si les auteurs du texte en projet décident de ne pas faire entrer dans le champ d'application du projet le personnel de ce service.

Vu l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, notamment l'article 3, §1er;".

3. Corrections matérielles du préambule.

a) A l'alinéa visant l'arrêté du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, il convient d'ajouter, après le mot "arrêté", le mot "royal".

b) L'arrêté royal du 7 décembre 1988 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de la Société du logement de la Région bruxelloise a été abrogé et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de la Société du logement de la Région bruxelloise.

Il convient donc de supprimer le visa relatif au premier arrêté cité et d'insérer un nouvel alinéa visant l'arrêté du 21 octobre 1993 précité, en respectant l'ordre chronologique des textes cités.

c) Il y a lieu d'ajouter après les mots "Vu l'arrêté royal du 11 mai 1989 fixant les grades du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint du Centre d'informatique de la Région bruxelloise" les mots "modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 1992;".

d) Il y a lieu d'ajouter après les mots "Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 1992 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régional bruxellois de l'Emploi" les mots "modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997;".

e) L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 octobre 1992 portant des dispositions pécuniaires particulières pour le Ministère et certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale a été abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il convient donc de supprimer l'alinéa qui vise le premier de ces arrêtés, le second étant visé par ailleurs.

f) A l'alinéa visant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 avril 1993 fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Port de Bruxelles, il convient d'ajouter les mots "modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 2000;".

g) A l'alinéa visant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 fixant le statut des chargés de missions à la Société du logement de

la Région bruxelloise, il convient d'insérer après les mots "la Société" les mots "du logement".

h) Il y a lieu d'ajouter après les mots "Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale" les mots "modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 1998;".

i) Vu qu'il convient, comme il a été indiqué dans l'observation générale I, 6, relative au statut administratif, de ne pas inclure dans le champ d'application de l'arrêté en projet le personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, il n'y a pas lieu de citer les textes spécifiques à cet organisme dans le préambule.

Il y a donc lieu d'omettre les alinéas faisant référence à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 février 1995 fixant le classement hiérarchique des grades du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale modifié par les arrêtés des 22 octobre 1998 et 26 novembre 1998, à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 1998 complétant pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale l'arrêté du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'arrêté du Gouvernement de la Région

de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 fixant le statut administratif du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 mars 1999 complétant pour le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale l'arrêté du 21 octobre 1993 relatif à la carrière et à l'évaluation des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

j) Il y a lieu d'insérer dans le préambule, en tenant compte de la présentation des textes dans l'ordre chronologique, deux alinéas rédigés comme suit:

"Vu l'arrêté royal du 8 août 1991 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat;".

"Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mai 2000 modifiant la composition du Conseil de Direction de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;".

4. La fin du préambule, à partir de l'alinéa visant l'avis de "l'Inspection des Finances", sera rédigé comme suit :

"Vu le protocole n° 104/3 du Comité commun à l'ensemble des services publics du 8 décembre 1998;

Vu les protocoles n° 98/22 et n° 2000/15 du Comité de secteur XV des 6 novembre 1998 et (date du protocole n° 2000/15);

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 2 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 février 1999;

Vu l'accord du Ministre des Pensions, donné le 10 juillet 2000;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'emploi;

Vu l'avis du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise du 17 décembre 1998, confirmé par l'avis du 26 mai 2000;

Vu l'avis de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement du 27 avril 2000;

Vu l'avis du conseil de direction du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente du 16 mai 2000; (16)

Vu l'avis du conseil d'administration de la Société du logement de la Région bruxelloise du 23 mai 2000;

---

(16) Cet alinéa ne sera pas reproduit si les auteurs du texte en projet décident de ne pas faire entrer dans le champ d'application du projet le personnel de ce service.

Vu l'avis du conseil d'administration de la Société régionale du port de Bruxelles du 26 mai 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.491/4 du Conseil d'Etat donné le 25 avril 2001 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre Chargé de la Fonction publique;

Après délibération;".

Dispositif

Article 1er

1. La formulation du 1° pourrait être simplifiée comme suit :

"1° Les organismes : les organismes d'intérêt public de catégorie A et de catégorie B de la Région de Bruxelles-Capitale visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;".

2. La définition prévue au 2° est inutile et peut être omise.

3. Au 4°, il y a lieu de remplacer les mots "en fonction des compétences qu'il exerce" par les mots "en fonction des matières qui lui sont attribuées".

Article 2

Cette disposition définit le champ d'application de l'arrêté en projet. Pour ce qui concerne le Service d'Incendie et d'aide médicale urgente, le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales et Bruxelles-Propreté - Agence régionale pour la propreté, il est renvoyé à l'observation générale I, 1, 6 et 7 sous le livre Ier.

Article 3

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de l'alinéa 2 compte tenu de l'article 2, § 1er, du projet.

Article 7

Cette disposition du projet détermine les différents grades qui seront désormais portés par les agents des organismes d'intérêt public visés par le statut en projet. Il est renvoyé aux observations qui seront formulées à propos des dispositions du projet organisant les conversions.

Article 9

Il est renvoyé à l'observation générale III, 2, sous le livre Ier.

Article 10

Cet article prévoit que le service chargé de la gestion des ressources humaines établit les descriptions de fonction et les soumet à l'approbation du conseil de direction.

Pour chaque description de fonction sont jointes les qualifications requises, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances et des aptitudes nécessaires à l'exercice de la fonction.

Dans l'avis 30.329/2/V donné le 26 juillet 2000 à propos d'une modification similaire apportée à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, la section de législation s'est exprimée comme suit :

> "La modification apportée à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté du 6 mai 1999 implique que les qualifications requises soient déterminées non plus sur la base des grades mais bien par rapport aux fonctions à exercer.
>
> Le Conseil d'Etat s'interroge, dès lors, sur l'adéquation de ces qualifications par rapport aux grades des agents.
>
> Du point de vue de l'évolution de la carrière des agents, ce système pourrait avoir pour effet d'empêcher un agent d'avoir accès à une fonction alors qu'il possède

le grade requis pour l'exercer. A l'inverse, il devient possible pour un agent d'exercer une fonction parce qu'il dispose des qualifications requises alors même qu'il n'est pas titulaire du grade qui donne accès à cette fonction.

La disposition appelle de la part de ceux qui auront à la mettre en oeuvre une vigilance particulière pour respecter le principe d'égalité.".

La disposition en projet appelle la même observation.

Article 12

Mieux vaudrait rédiger cette disposition comme suit :

"Art. 12. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont respectivement revêtus des grades de directeur général et de directeur général adjoint.".

L'attention est attirée sur la circonstance que l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales a directement confié la gestion de ce Fonds au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sans avoir mis en place des fonctionnaires dirigeants.

En conséquence, en rendant applicable l'ensemble des dispositions du présent statut au Fonds précité, le Gouvernement modifie implicitement l'ordonnance du 8 avril 1993, précitée, et excède ses compétences.

Il est renvoyé à l'observation générale I, 1, sous le livre Ier.

Article 13

Cette disposition n'ayant pas de caractère réglementaire pour la section de législation du Conseil d'Etat, elle ne sera pas examinée.

Article 15

Cette disposition fait référence à l'article 27 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux. Comme il a déjà été souligné dans l'observation générale II, sous le livre Ier, cette disposition doit être revue car l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les nouveaux principes généraux ne comprend pas une disposition équivalente.

Article 16

1. A défaut de portée normative, l'alinéa 1er doit être omis.

2. L'alinéa 2 prévoit que :

"Le conseil de direction peut être saisi pour avis de toute question touchant à l'organisation de l'organisme par un de ses membres.".

Une telle disposition n'a pas sa place dans l'arrêté en projet en ce qu'elle a trait à l'organisation des organismes d'intérêt public, laquelle relève de la compétence du législateur en vertu de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles. Au demeurant, la plupart des textes légaux qui ont créé lesdits organismes ont généralement confié les questions de gestion ou d'organisation de ceux-ci aux organes mis en place.

Il résulte de ces deux observations que l'article doit être omis.

Articles 17 et 19

L'article 17 institue une commission de recours commune à l'ensemble des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale compétente "pour les recours en matière de stage, d'évaluation, d'absences, de congés, de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive" (article 18 du projet).

L'article 19 en fixe la composition.

Cette composition n'est cependant pas très claire pour ce qui concerne la présence des membres suppléants.

Il y aurait lieu en effet de mieux faire apparaître dans quelles circonstances les membres suppléants sont appelés à siéger.

Article 24

Cette disposition s'en réfère à l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, qui a créé le Conseil supérieur de la Fonction publique régionale.

Cette institution sera également compétente pour les agents des organismes d'intérêt public.

L'alinéa 2 dispose que ce Conseil supérieur est compétent pour toutes les missions que lui assigne le statut en projet mais aussi pour les compétences supplémentaires qui lui seraient attribuées par le Gouvernement.

L'ensemble de cette mission doit être déterminé dans le dispositif même de l'arrêté en projet.

La seconde phrase de cet alinéa étant dépourvue de portée normative, il y a lieu de l'omettre.

Article 28

Aux termes de cette disposition, la réserve qui a été constituée à la suite d'un concours de recrutement a une durée de validité de trois ans.

Toutefois cette durée peut être modifiée, mais les candidats doivent en être informés. Le texte ne précise cependant pas comment ils le seront.

Il est également renvoyé à l'observation générale II, 1, sous le livre Ier, en ce qui concerne l'intervention du Secrétaire permanent au recrutement.

Article 29

Au regard de l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, il serait souhaitable de viser dans le 1°, alinéa 2, "des conditions spécifiques" plutôt que des "conditions particulières".

Il est renvoyé à l'observation générale II, 1, sous le livre Ier.

Article 31

Il est fait référence à l'observation générale III, 3, sous le livre Ier.

Article 32

1. A l'alinéa 3, il convient désormais de faire référence à l'article 9, § 4, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

En vertu de cette disposition, les stagiaires doivent notamment bénéficier des mêmes positions administratives que les agents nommés à titre définitif. Le stagiaire a ainsi droit à un congé annuel de vacances, à un congé lors

des jours fériés, à un congé de maternité s'il est de sexe féminin, à un congé de maladie, à une mise en disponibilité pour maladie.

Par contre ne sont pas visés par l'article 9, § 4, alinéa 3, précité, les jours de congé de circonstances, les congés pour prendre soin d'une personne gravement malade ou accidentée habitant sous son toit, le congé pour un détachement auprès d'un cabinet ministériel ou encore le congé pour exercer un mandat politique.

L'alinéa 2 doit en conséquence être reformulé.

2. Par ailleurs, comme l'a relevé la section de législation dans l'avis 30.329/2/V, il est permis de s'interroger sur la possibilité de concilier un congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel ou pour l'exercice d'un mandat politique avec le principe même du stage.

3. Enfin, cette disposition fait encore référence au congé pour invalidité ou à une mise en disponibilité pour infirmité.

Or, ces concepts ne sont plus consacrés comme tels dans l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, les articles 41 à 46, §§ 1er et 2, utilisant la notion de congé de maladie et les articles 65 à 67 la notion de disponibilité pour maladie, rendus

applicables par l'article 17, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 précité.

La même observation vaut pour les titres de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre Ier du titre III, du chapitre VI du même titre, de la section 3 du même chapitre du même titre, et pour les articles 221, alinéa 1er, 6°, 227, alinéa 1er, 230, alinéa 2, 231 et 234 du projet.

Article 33

1. Si, sous l'empire des anciens principes généraux, notamment l'article 1er, § 3, 5°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, il revenait à l'Office médico-social de l'Etat de vérifier les aptitudes physiques des futurs agents, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Ce qui signifie que les entités fédérées sont libres d'organiser leur propre système de contrôle médical ou de continuer à recourir aux services de l'Office médico-social de l'Etat.

A ce propos, il est renvoyé à l'observation générale II, sous le livre Ier.

2. Le paragraphe 2 prévoit que "n'est pas admissible à la nomination" le lauréat d'un concours de recrutement qui ne remplit pas les conditions d'aptitude physique exigées pour la fonction et le grade qui le concernent.

Le texte en projet envisage alors une démission d'office et la conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée avec l'intéressé.

Dans son avis 30.329/2/V, le Conseil d'Etat a fait remarquer qu'il n'apercevait pas la raison d'être de la démission d'office si le lauréat du concours n'était pas encore nommé.

Cette démission d'office ne doit, dès lors, concerner que des personnes qui sont déjà des agents nommés.

S'agissant de stagiaires, il y a lieu d'utiliser la notion de "licenciement" plutôt que celle de "démission d'office".

Article 36

Cette disposition reproduit pratiquement l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité.

Cependant, cette dernière disposition prévoit que le stagiaire est affecté à "un emploi vacant correspondant à sa qualification".

Cette précision n'est pas consacrée dans l'article 36 du projet.

Selon les représentants du ministre, il s'agit d'un oubli; la disposition devra être complétée en ce sens.

Article 38

1. Il conviendrait de définir le sens de l'expression "supérieur hiérarchique habilité".

2. En vertu de l'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, lorsqu'un stage est prévu, le statut en fixe les modalités, la durée, le programme à suivre ainsi que les critères d'évaluation.

L'article 38 prévoit que le stagiaire doit suivre une formation mais n'en précise pas le contenu.

Il ressort des explications des représentants du ministre que cette formation est prévue dans le plan de formation annuel visé à l'article 261, 2°, du projet.

Cependant cette dernière disposition n'apporte pas plus de précisions sur le contenu de ce plan de formation.

En conséquence, il convient de compléter la disposition afin de mieux cerner les programmes qui devront être suivis pendant cette formation.

3. De même, à l'article 39 du projet, il conviendrait de mieux définir la notion de "formations complémentaires".

Article 41

En vertu de cette disposition, les stagiaires des niveaux A et B sont tenus de rédiger un mémoire de stage sur un sujet qui est déterminé en concertation avec le "supérieur hiérarchique habilité" et le service de formation.

La disposition ne précise pas qui va évaluer ce mémoire; s'agira-t-il du "supérieur hiérarchique habilité" ou de l'agent qui a la direction du stage, étant entendu que le "supérieur hiérarchique habilité" n'intervient pas directement dans la rédaction des rapports de stage ?

Cette disposition doit être précisée sur ce point.

Article 50

L'alinéa 2 est redondant par rapport à l'alinéa 1er dans la mesure où il concerne l'agent chargé de la direction du stage.

Par ailleurs, la disposition semble exclure de cette audition par la commission de recours, le "supérieur hiérarchique habilité" du service où le stagiaire a été affecté. Est-ce la volonté de l'auteur du projet ?

Dans la négative, il conviendrait de modifier cette disposition afin de permettre à la commission de recours d'entendre d'autres personnes que celles qui y sont énumérées.

.../...

Article 53

Cette disposition s'inspire dans une certaine mesure de l'article 9, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité. Toutefois, le délai de préavis de trois mois n'est pas d'application lorsque le stagiaire est licencié pour une faute grave.

La disposition sera revue en conséquence.

Article 59

1. L'article 59 organise la manière dont les vacances d'emplois sont portées à la connaissance des agents.

Il est prévu au paragraphe 1er que des notes de service diffuseront l'information et que les agents devront en accuser réception.

Afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du texte de l'article 59, plutôt que de prévoir un accusé de réception, il est préférable d'utiliser, au paragraphe 1er, la même formule que celle utilisée au paragraphe 2, aux termes duquel le délai de dépôt des candidatures prend cours le jour où l'agent a "visé" la note de service.

2. Par ailleurs, au paragraphe 3, il y a lieu de préciser le sens des termes "un exposé des éléments qui soutiennent la candidature".

S'il s'agit de mettre en évidence les connaissances et les aptitudes des candidats par rapport aux qualifications exigées, mieux vaut le dire explicitement.

Article 63

Le Conseil d'Etat constate qu'en vertu de l'article 63, les emplois de directeur, d'ingénieur directeur et de directeur scientifique de rang A3 sont accessibles aux agents de rang A2 et de rang A1 qui comptent une ancienneté de niveau de neuf ans au moins.

En d'autres termes, un agent de rang A1 a autant de chance qu'un agent de rang A2 d'être promu au rang A3.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la cohérence de cette disposition eu égard à l'organisation hiérarchique des carrières des agents.

Article 64

Cette disposition autorise le Gouvernement à recruter des agents relevant d'autres entités fédérées ou de l'Etat fédéral pour les emplois de rang A3.

Cette possibilité résulte de l'article 13 de l'arrêté royal fixant les principes généraux qui dispose :

"Il peut être fait appel à un agent d'une autre autorité aux conditions fixées par le statut qui régit

le personnel relevant de l'autorité qui a le pouvoir de nomination.".

La disposition du projet est cependant trop imprécise. Il y a lieu d'indiquer clairement les conditions dans lesquelles un tel recrutement doit avoir lieu et qui va apprécier l'équivalence des conditions de promotion.

La philosophie qui se dégage de l'arrêté royal fixant les principes généraux est de privilégier le recrutement interne et d'assurer le respect des principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination par une comparaison des titres et mérites des candidats pour l'accès à des emplois publics.

Il conviendrait de tenir compte de l'hypothèse dans laquelle ces agents seront recrutés par le "SELOR-Bureau de sélection de l'Administration fédérale". Il est fait référence à ce sujet à l'observation générale II, 1, sous le livre Ier.

La disposition sera revue en conséquence.

Article 65

Cette disposition est trop imprécise. En effet, l'une des principales innovations du statut en projet repose sur une formation active des agents en les incitant à devenir titulaires de "brevets en management", brevets qui sont pris en considération pour des promotions.

Selon les explications fournies, tout ce qui concerne les conditions d'obtention de ces brevets doit faire l'objet d'un arrêté distinct du Gouvernement.

Dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, il serait cependant souhaitable d'intégrer dans l'arrêté en projet même toutes ces précisions plutôt que d'adopter des textes autonomes.

La même observation vaut pour les articles 72 et 82.

Article 67

Le paragraphe 2 fait référence à des emplois pour lesquels un grade scientifique est exigé.

Il ressort des explications des représentants du ministre que ces grades scientifiques existent au sein de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

Cependant, l'article 7 du projet n'identifie pas spécifiquement ces grades scientifiques. Il conviendrait dès lors de le prévoir expressément, comme il a été dit dans l'observation générale I, 5., sous le livre Ier.

Article 68

L'article 68, alinéa 2, prévoit que lorsque plusieurs candidats peuvent faire valoir des titres et des

expériences identiques ou équivalentes pour une promotion à un emploi vacant, la préférence est déterminée par les évaluations prévues aux articles 129 et 130 du projet.

Le Conseil d'Etat se demande cependant si ces évaluations peuvent être déterminantes lorsque le Gouvernement fait appel à des agents n'appartenant pas à la fonction publique bruxelloise, comme le prévoit l'article 64 du projet, et donc à des agents qui ne sont pas nécessairement évalués selon les mêmes critères que ceux retenus aux articles 129 et 130, précités.

La comparaison des titres et mérites peut en être rendue plus difficile.

Il est renvoyé pour le surplus à l'observation générale III, 4, sous le livre Ier.

La disposition doit être revue sur ce point.

Article 69

La volonté est de remplacer le procédé de la notification des propositions de nomination du conseil de direction par des notes de service.

Dès lors, plutôt que de parler d'un accusé de réception dans l'alinéa 2, mieux vaut utiliser la technique du visa. Quant à l'alinéa 3, il ne peut plus être question d'une notification; cette disposition sera également revue sur ce point.

Ces observations valent aussi pour l'article 75 du projet.

Article 73

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi les titres et l'expérience des candidats ne sont pas pris en considération par le conseil de direction pour les promotions à un grade des rangs B2, C2, D2 et E2.

Articles 77 à 80

Il est fait référence à l'observation générale III, 2, sous le livre Ier.

Article 79

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, au paragraphe 1er, la portée exacte de l'alinéa 3.

Par ailleurs, les paragraphes 2 et 3 consacrent l'octroi d'échelles barémiques préférentielles, en matière d'ancienneté de grade, au profit des agents titulaires du grade de médecin.

Il convient de pouvoir justifier objectivement cette différence de traitement, en matière d'ancienneté de grade, par rapport aux principes d'égalité et de non-discrimination.

Article 80

1. L'alinéa 1er pose comme condition à la carrière fonctionnelle accélérée que l'agent termine avec "succès" un ou plusieurs programmes de formation professionnelle volontaire correspondant à son niveau.

Cette disposition est silencieuse sur les critères qui détermineront si oui ou non la formation a été suivie avec succès.

Cette appréciation portera-t-elle uniquement sur l'assiduité de l'agent à ces formations ou sur les résultats de l'agent si des épreuves sont organisées dans le cadre de ces formations ?

2. Par ailleurs, cette disposition prévoit également, comme à l'article 79, § 2, alinéa 2, et § 3, un avantage barémique pour les agents titulaires du grade de médecin.

Ici aussi, il convient de pouvoir justifier objectivement cette différence de traitement.

Articles 81 à 96

Il est fait référence à l'observation générale III, 3, sous le livre Ier.

Article 82

En vertu de cette disposition, les candidats à un mandat doivent au préalable être titulaires d'un brevet en management correspondant aux exigences de l'exercice de l'emploi déclaré vacant.

Il revient au Gouvernement de fixer les modalités d'octroi de ce brevet.

A cet égard, il est une nouvelle fois fait référence à l'observation qui a été formulée sous l'article 65 du projet.

La section de législation constate ainsi que plusieurs dispositions du projet restent incomplètes et, dès lors, imprécises.

Article 84

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison cette disposition n'envisage pas l'impossibilité de l'exercice du mandat à la suite d'une sanction disciplinaire infligée au titulaire du mandat, comme la suspension, la rétrogradation ou encore la révocation disciplinaire.

Par ailleurs, il n'est pas exact de dire que le mandat est confié temporairement à un autre agent à partir du moment où ce dernier agent intervient dans le cadre de l'exercice de fonctions supérieures.

Cet agent ne peut en effet pas être assimilé au mandataire puisqu'il n'a pas été désigné comme tel. Il serait dès lors plus correct de prévoir qu'il s'agit de la fonction occupée par le mandataire qui est assumée par un autre agent.

Article 85

Afin d'avoir une terminologie uniforme, il y a lieu de remplacer les termes "détenteur du mandat" par le terme "mandataire".

La présente observation vaut également pour le chapitre III, "De l'évaluation des détenteurs de mandat", sous le titre V du livre Ier.

Article 86

Comme en ont convenu les représentants du ministre, il convient d'insérer dans cette disposition l'hypothèse de la maladie de longue durée de plus de six mois.

Article 87

Cette disposition permet au Gouvernement d'ouvrir des mandats aux agents "du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale".

Si ceci est permis au regard des nouveaux principes généraux, encore faut-il que l'on détermine les règles statutaires qui sont applicables à ces agents pendant la durée de leur détachement.

Or, en l'espèce, l'arrêté en projet renvoie à un autre arrêté qui devra fixer ces modalités.

Une nouvelle fois, l'arrêté en projet est incomplet sur un point essentiel.

Article 89

En vertu de l'article 83 du projet, il revient à l'autorité compétente de fixer les objectifs à atteindre dans le cadre du mandat avant l'attribution de celui-ci.

Quant à l'article 89, § 1er, alinéa 2, 3°, il précise que l'appel aux candidats publié au Moniteur belge doit mentionner "les coordonnées du service du personnel auprès duquel la description de fonction de l'emploi et la définition des objectifs visés à l'article 83, alinéa 1er, peuvent être obtenus".

Dans son avis 30.329/2/V, la section de législation a souligné qu'il résulte de cette disposition que la description de la fonction et les objectifs du mandat ne seront connus des candidats que s'ils s'adressent préalablement au service du personnel.

Or, comment les candidats pourront-ils manifester leur intérêt pour une vacance d'emploi s'ils ignorent en quoi consiste la fonction et quels seront les objectifs à atteindre dans le cadre du mandat ?

Le délai de quinze jours ouvrables prévu au paragraphe 2, paraît trop court si, d'une part, le candidat doit obtenir des renseignements auprès du service du personnel et si, d'autre part, à partir de ces renseignements, il doit élaborer un plan de gestion à joindre à sa candidature, comme le précise le paragraphe 3.

Article 90

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a lieu de supprimer les termes "du présent arrêté".

Article 91

Dans son avis 30.329/2/V, le Conseil d'Etat s'est interrogé sur le sens des termes "une appréciation descriptive".

A l'époque, le représentant du ministre a précisé que cette expression avait pour objectif d'obliger le Conseil supérieur de la Fonction publique à rendre des avis circonstanciés et motivés à propos des candidatures. Il ne pourra pas, par exemple, remettre une simple appréciation chiffrée.

Mieux vaut, dès lors, prévoir que l'avis du Conseil supérieur de la Fonction publique sera circonstancié et précis.

Article 93

A l'alinéa 3, première phrase, il y a lieu d'écrire que "Les intéressés visent la note de service pour réception".

Article 94

Pour les raisons qui ont déjà été exprimées sous l'article 69 du projet, il convient de supprimer, à l'alinéa 1er, le terme "notification" compte tenu de l'alinéa 2, qui oblige l'agent à viser la note de service.

Article 98

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité des termes "Sans préjudice de l'application de l'article 348 du présent arrêté".

Comme en ont convenu les représentants du ministre, cette mention peut être omise.

Article 103

Cette disposition est bien trop vague. Elle doit davantage définir la portée de l'entretien.

Article 104

Cette disposition est imprécise quant à l'exacte portée des épreuves visées aux 1° et 2°.

Il revient au Gouvernement de fixer les matières sur lesquelles portent les épreuves ainsi que les conditions d'octroi des brevets.

Les alinéas 3 et 4 ne sont pas clairs. Il ressort des explications des représentants du ministre qu'un brevet provisoire est délivré lorsque l'agent a obtenu entre 50 % et 60 % des points. Ce brevet a une durée de validité de six ans. Pendant cette période, l'agent doit participer à de nouvelles épreuves afin d'améliorer ses résultats. Si le nouveau résultat est de 60 %, alors le brevet est délivré à titre définitif; par contre, si le résultat est inférieur à 60 % et d'au moins 50 %, un nouveau brevet provisoire est délivré pour une période de six ans.

Ces intentions ne sont pas traduites correctement dans le dispositif du projet. Il y a lieu dès lors de revoir la formulation de ces deux alinéas.

Enfin, en ce qui concerne la référence au Secrétariat permanent de recrutement, il est fait référence à l'observation générale II, 1, sous le livre Ier. La même observation vaut pour l'article 107.

Article 107

Cette disposition doit également être plus précise sur le contenu des épreuves générale et spécifique.

Article 109

Cette disposition doit être davantage explicite quant à la portée de l'épreuve.

Article 110

Il est renvoyé à l'observation particulière formulée sous l'article 84 du projet.

Articles 119 à 142

Il est renvoyé à l'observation générale III, 4, sous le livre Ier.

Article 119

Si en vertu de l'article 25, alinéa 1er, 4°, de l'arrêté royal du 24 septembre 1994 fixant les principes généraux, l'évaluation devait être réalisée par au moins deux supérieurs hiérarchiques de rangs différents dont le supérieur immédiat, cette exigence n'est plus consacrée par les nouveaux principes généraux.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de décider s'il convient d'adapter le texte en projet.

Article 120

Il convient de préciser davantage ce qu'on entend par "une formation appropriée".

Articles 121 et 124

A l'article 121, alinéa 3, il est question du "dossier personnel" de l'agent alors qu'à l'article 124, il est fait référence au "dossier d'évaluation".

De l'avis des représentants du ministre, le dossier personnel de l'agent est en réalité son dossier administratif complet, tandis que le dossier d'évaluation comprend les "feuilles individuelles d'évaluation".

Ces dispositions doivent être plus précises sur ce point.

Article 121

Il est également renvoyé à l'observation particulière formulée sous l'article 38.

Article 125

Cette disposition envisage-t-elle également les supérieurs hiérarchiques appartenant à d'autres fonctions publiques ?

Il y a lieu d'être plus explicite à cet égard.

Article 127

Au paragraphe 1er, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi lors de la première période d'évaluation ou lors de chaque prise de fonction d'un agent, l'entretien avec le supérieur hiérarchique habilité ne fixe pas d'objectifs à l'agent, alors que ceci résulte du même article au paragraphe 2, 3°, pour les périodes d'évaluation ultérieures.

Article 129

Comme il a déjà été souligné dans l'observation générale III, 4, sous le livre Ier, il importe que les critères de l'évaluation soient tous énumérés dans la disposition.

Cette disposition sera revue en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 130 du projet.

Article 130

A l'alinéa 1er, il convient de remplacer la notion d'"appréciation" par celle d'"évaluation"; la même observation vaut pour l'article 139, alinéa 1er.

Articles 135 et 136

Ces dispositions organisent la procédure de recours des mandataires en matière d'évaluation.

Le Conseil d'Etat constate que ce recours est soit de la compétence du directeur général et du directeur général adjoint soit de la compétence du Gouvernement.

Or, en vertu de l'article 18 du projet, la commission de recours commune en matière de fonction publique est compétente pour connaître des recours en matière d'évaluation.

Doit-on dès lors considérer que les articles 135 et 136 du projet excluent la compétence de ladite commission ou qu'il s'agit d'une procédure d'appel du premier recours ?

Les dispositions doivent être clarifiées sur ce point.

Articles 138, 139 et 140

Ces dispositions ont été conçues en tenant compte des anciens principes généraux qui opéraient une distinction entre les recours pour vice de forme et les recours sur le fond.

Il appartient à l'auteur du projet de décider s'il y a lieu d'adapter ces dispositions aux nouveaux principes généraux qui ne comprennent plus une telle distinction.

Article 141

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la compatibilité de cette disposition avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination dans la mesure où elle n'envisage des conséquences liées à la mention "avec réserve" que pour les seuls agents bénéficiant de la "carrière fonctionnelle", c'est-à-dire les agents titulaires d'un grade de recrutement.

Article 142

Cette disposition organise la procédure de déclaration d'inaptitude professionnelle de manière sommaire.

Ainsi, la disposition n'apporte guère de précisions sur les droits de la défense dans cette procédure, ainsi que sur les délais à respecter.

La disposition sera complétée à cet égard.

Par ailleurs, en vertu de l'article 24 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, le statut doit également fixer les conditions auxquelles une indemnité peut être accordée à l'agent en cas de licenciement pour inaptitude professionnelle définitivement constatée.

Article 143

L'alinéa 1er n'a pas une réelle portée juridique et sera omis.

Article 149

Doit-on comprendre l'alinéa 2 comme autorisant le service chargé de la gestion des ressources humaines à ne pas donner suite à une demande de mutation de sorte que le directeur général et le directeur général adjoint ne seraient pas du tout informés de celle-ci ?

Pourquoi ne pas prévoir que le service chargé de la gestion des ressources humaines donne son avis sur toute demande de mutation et qu'il transmet celui-ci avec la demande de mutation à l'autorité visée à l'article 145 du projet ?

Selon les représentants du ministre, la volonté est de responsabiliser le service chargé de la gestion des ressources humaines et de lui reconnaître un droit de veto par rapport à certaines demandes de mutation.

Le Conseil d'Etat doute cependant de la cohérence de ce mécanisme car si les directeurs généraux sont compétents pour décider des mutations, ils doivent nécessairement être compétents pour les refuser.

Il y a également lieu de préciser dans quelles conditions une demande de mutation peut être refusée.

Article 154

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens de l'alinéa 2 qui semble admettre une réaffectation en fonction des besoins en personnel sans qu'il n'y ait au préalable une vacance d'emploi.

Selon les représentants du ministre, il s’agit d’une erreur, la conjonction "ou" devant être remplacée par "et".

.../...

TITRE VII. DES POSITIONS ADMINISTRATIVES, DES ABSENCES ET DES CONGES

Ce Titre du projet est notamment consacré aux congés que peuvent prendre les agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

A cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'un arrêté royal du 19 novembre 1998 a abrogé la plupart des textes réglementaires qui régissaient cette matière pour les agents de l'Etat et que certaines dispositions de cet arrêté royal sont considérées comme des droits minimaux au regard de l'article 17 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

Article 159

1. Cette disposition envisage la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Cette mise en disponibilité intervient lorsque l'agent "ne peut exercer une fonction déterminée et s'il ne peut pas être immédiatement réaffecté à un emploi plus adapté".

Or, il existe dans le statut une autre procédure qui peut également être mise en oeuvre lorsque l'agent n'est pas en mesure d'assumer sa fonction. Il s'agit de la déclaration d'inaptitude professionnelle qui suppose une évaluation négative de l'agent.

La disposition ne distingue pas suffisamment les deux procédures.

Quels sont les critères qui doivent être pris en considération pour que dans un cas l'agent soit mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'autre soit déclaré inapte à exercer un emploi ?

Le texte en projet devrait être plus clair sur ce point.

Par ailleurs, l'agent mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service dispose d'un recours contre cette décision en vertu de l'article 18 du projet.

Cependant cette disposition ne précise rien quant à la procédure qui devra être suivie pour l'exercice de ce recours ni quant au pouvoir de la commission de donner un avis ou de prendre une décision. Il conviendrait dès lors d'insérer une disposition qui organiserait d'une manière générale cette procédure.

Sous-section 2. De la disponibilité pour maladie ou invalidité

Cette sous-section concerne la mise en disponibilité pour maladie ou invalidité. L'article 17, 4°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, rend applicable aux agents de la fonction publique des entités fédérées les articles 65 à 67 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998,

précité, c'est-à-dire les dispositions relatives à la disponibilité pour maladie.

Il n'est donc plus question dans ces textes de la disponibilité pour invalidité.

L'intitulé de cette sous-section ainsi que les articles 162, 163 et 164 du projet doivent en conséquence être revus sur ce point.

Article 161

Cette disposition reproduit les articles 65 à 68 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Toutefois, le paragraphe 4 du projet, qui s'inspire de l'article 68 précité, ne vise pas l'hypothèse du congé pour prestations réduites.

Il ressort des informations fournies par les représentants du ministre que ce type de congé n'existe pas dans la fonction publique bruxelloise.

Dès lors le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la cohérence de l'alinéa 2 du paragraphe 4 du projet.

Article 162

Cette disposition fait référence à un contrôle médical sans apporter d'autres précisions à ce sujet.

Or, l'article 58 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, confie ce contrôle à l'Office médico-social de l'Etat.

La disposition devrait être complétée sur ce point.

Article 167

Il y a lieu de remplacer la référence à l'article 44 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 par une référence à l'article 18 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

Quant à l'alinéa 2, il reproduit l'article 23, 3°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, en vertu duquel l'agent perd d'office et sans préavis sa qualité d'agent lorsqu'il s'absente sans motif valable et abandonne son poste pendant plus de dix jours.

En vertu de l'article 18 du projet, la commission de recours est compétente pour connaître des recours en matière de congés et d'absences.

Au regard de cette disposition, l'agent démis d'office sur la base de l'article 167 pourrait introduire un recours auprès de la commission précitée.

Il y aurait lieu de prévoir la procédure à suivre dans ce cas; en outre, la commission disposera-t-elle d'un simple pouvoir d'avis ou pourra-t-elle prendre une décision qui éventuellement contraindrait l'autorité compétente à

réintégrer l'agent dans ses services, celui-ci ayant pu faire la preuve d'une absence justifiée ?

Le texte doit résoudre ces questions de manière précise.

Articles 168 à 172

Ces dispositions sont relatives au congé pour interruption de carrière.

Il ressort des explications des représentants du ministre que le Gouvernement a l'intention de revoir complètement ce régime de l'interruption de la carrière, à la lumière de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Les dispositions du projet ne peuvent être considérées comme définitives.

La section de législation du Conseil d'Etat s'abstiendra en conséquence de rendre un avis au sujet de ces articles.

Articles 173 à 178

En vertu de l'article 14 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, c'est par un arrêté royal délibéré en Conseil des

ministres que les mesures préconisées par cette loi c'est-à-dire le régime de la semaine volontaire de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps peuvent être rendues applicables aux Communautés et aux Régions.

Par un arrêté royal du 22 mai 1996, ces mesures ont été rendues applicables à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il n'appartient pas au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de paraphraser ou de modifier ces dispositions fédérales ou encore d'y déroger.

Toutefois, la loi du 10 avril 1995, précitée, contient certaines habilitations que la Région doit elle-même mettre en oeuvre.

Article 173

En vertu de l'article 7, § 4, de la loi du 10 avril 1995, précitée, il revient au Gouvernement de fixer les modalités relatives à l'exercice du droit de prester quatre jours par semaine, les catégories de personnes qui sont exclues du bénéfice de ce droit ainsi que les fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice de ce même droit.

Or, l'article 173 n'exécute pas cette disposition car il renvoie à un autre arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, qui devra fixer les modalités précitées.

Dès lors, cette disposition peut être omise car elle ne contient aucune règle juridique précise.

Par contre, la section de législation constate que la matière a été réglée par un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application des mesures de redistribution du travail applicables aux membres du personnel des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 176

L'article 176 ne fait que paraphraser l'article 3, § 1er, de la loi du 10 avril 1995, précitée. En conséquence, il sera omis.

Cependant, en vertu de l'article 3, § 3, de la même loi, il revient au Roi de fixer les modalités relatives à l'exercice de ce droit de travailler à mi-temps et les autres autorités compétentes peuvent étendre ces mesures à leurs services publics sous réserve de modalités particulières d'application.

Ainsi, la Région de Bruxelles-Capitale peut prendre des dispositions spécifiques concernant ses agents.

Or, les dispositions sont silencieuses sur ce point.

Article 179

Dans le texte français, il convient de spécifier dans l'alinéa 2, 2°, qu'il s'agit de deux jours ouvrables.

Article 181

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison les quatre jours ouvrables ne peuvent être pris que dans les limites des 35 jours ouvrables alors que l'article 179 du projet ajoute à ces 35 jours ouvrables des jours de congé supplémentaires en fonction de l'ancienneté de service de l'agent.

Ainsi, au regard de l'article 10 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, un agent qui a cinquante ans et plus a droit à 28 jours ouvrables auxquels il peut ajouter 5 jours ouvrables s'il a 64 ans, soit un total de 33 jours ouvrables.

Dans le système de l'article 181, s'il s'agit d'un agent de 64 ans qui n'a pas dix années d'ancienneté, il n'aura plus droit qu'à 32 jours ouvrables alors qu'en vertu de l'article 17, 1°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, il a droit au minimum à 33 jours ouvrables.

Si l'exemple est quelque peu théorique, il démontre cependant que les principes généraux risquent de ne pas être respectés.

Cette disposition sera en conséquence revue.

.../...

Quant à l'article 182 du projet, il ne peut porter remède à cette difficulté car il est précisé que les deux jours ouvrables supplémentaires ne pourront être accordés que pour les mêmes motifs, c'est-à-dire pour prendre soin d'une personne victime d'une grave maladie ou d'un grave accident.

Article 183

L'alinéa 2 est critiquable en ce qu'il soumet les modalités du report des jours de vacances annuelles à la concertation syndicale alors qu'en vertu de l'article 87, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les relations entre les Régions et les Communautés et les organisations représentatives de leurs agents sont restées de la compétence de l'autorité fédérale.

Il n'appartient pas au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'établir une nouvelle cause de concertation avec les organisations syndicales représentatives.

Cette disposition doit être revue.

Article 184

Il y a lieu de préciser dans l'alinéa 1er les notions suivantes : "travail standard", "plages fixes", "plages mobiles" et "permanences de service". A cet égard, l'attention est attirée sur la loi du 14 décembre 2000

fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public qui s'applique à l'ensemble des agents de la fonction publique tant fédérale que des entités fédérées.

Ces définitions doivent s'inscrire dans le respect des différents régimes de temps de travail envisagés par la loi précitée.

A l'alinéa 2, il convient aussi de définir les termes "unités organisationnelles" et "activités spécifiques".

Quant à l'alinéa 3, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens exact de la dernière phrase en vertu de laquelle "les heures prestées en surplus sont régularisées pendant des plages mobiles".

Cette disposition doit être rédigée de manière plus compréhensible.

Article 185

1. Au 1°, le texte en projet n'envisage pas l'hypothèse du départ normal à la retraite en cours d'année. De même, il y a lieu de préciser si la proportion se calcule par jours ou par mois et dans ce cas des mois prestés partiellement.

2. Dans le deuxième tiret du 2°, il conviendrait de viser également les élections des Conseils de Communauté. Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 186

L'expression "en cas de maladie" est trop imprécise. Mieux vaut viser le congé de maladie et la disponibilité pour maladie.

Article 189

Cette disposition énumère les différents congés de circonstance qui sont accordés aux agents. Cette liste est moins longue que celle contenue dans l'article 15 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Ainsi, ne sont notamment pas visés les congés pour la participation à un conseil de famille, pour le témoignage devant une juridiction ou la comparution personnelle ou encore pour l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire d'un bureau de vote ou d'un bureau de dépouillement.

Certaines de ces absences sont indépendantes de la volonté de l'agent. Dès lors, ne conviendrait-il pas de prévoir des dispenses de service plutôt que des jours de congé ?

Enfin, cette disposition utilise tantôt l'expression "vivre en couple" tantôt l'expression "vivre maritalement", qui n'ont pas le même sens. L'expression vivre en couple est plus large car elle peut également viser des agents qui cohabitent.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de choisir une terminologie uniforme.

Article 191

L'article 191, 2°, octroie un congé à l'agent pour "la garde, pendant les périodes de vacances scolaires, de ses enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans.".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition semble limiter ce congé pour la garde des enfants de l'agent et non, par exemple, pour la garde des enfants de son conjoint ou cohabitant.

Qu'en est-il exactement ?

Le pluriel est-il justifié en ce qui concerne "les enfants" ?

Articles 193 et 194

1. Ces dispositions mettent en oeuvre la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-

cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES (17).

En vertu de l'article 2, § 3, de cette directive, lorsque les Etats membres adoptent des dispositions mettant en oeuvre les mesures préconisées, ils sont tenus de faire expressément référence à la directive.

Pour satisfaire à cette exigence, l'auteur du projet insérera un nouvel article ainsi rédigé :

"Art. .... La présente sous-section transpose la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES.".

2. En vertu de la clause 2.1 de l'accord-cadre précité, le congé parental est accordé aux travailleurs, hommes et femmes,

> "en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, pour pouvoir s'occuper de cet enfant pendant au moins trois mois et jusqu'à un âge déterminé pouvant aller jusqu'à huit ans, à définir par les Etats membres et/ou les partenaires sociaux.".

L'article 193 prévoit que le congé parental aura une durée de "trois mois au maximum".

---

(17) J.O.C.E. du 19 juin 1996, n° L 145/4.

Cette disposition n'est dès lors pas tout à fait en adéquation avec la clause précitée. Il y a lieu d'adapter la période du congé parental.

3. Le projet doit être complété par des dispositions tendant à modaliser le congé parental lorsque celui-ci est notamment demandé par deux conjoints ayant la qualité d'agents.

4. Enfin, les dispositions du projet ne règlent pas toutes les questions que soulève la directive sur le congé parental.

Il en est notamment ainsi de la remise au travail de l'agent à l'issue de son congé parental, la clause 2.5 de l'accord-cadre prévoyant que l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire.

De même, conformément à la clause 2.3, e), ne convient-il pas de prévoir que dans certaines circonstances le congé parental peut être reporté lorsque les besoins du service le justifient ?

5. Il ressort des explications des représentants du ministre que ces dispositions doivent être complétées pour également tenir compte du congé parental dans le cadre de l'interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle.

Article 195

Ici aussi le projet doit être complété par des dispositions tendant à modaliser le congé d'accueil lorsque celui-ci est demandé par deux conjoints ayant la qualité d'agents.

Article 197

L'article 197 fait référence à une disposition de l'ancien arrêté royal fixant les principes généraux. Il y a lieu de la remplacer par une référence à l'article 17, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

Par ailleurs, cette disposition est particulièrement succincte par rapport aux différents aspects du congé de maternité.

Il ressort des explications des représentants du ministre que cette section doit être revue pour la compléter davantage, notamment quant au travail supplémentaire qui ne peut être exigé d'une femme enceinte et quant au congé de paternité.

Article 198

Cette disposition transpose l'article 9 de la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travail-

leuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1er, de la directive 89/391/CEE).

Il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur l'obligation qu'ont les Etats membres, en vertu de l'article 14 de cette directive, d'informer la Commission des mesures qu'ils prennent pour garantir les résultats imposés par ladite directive; en outre, ils doivent faire référence à celle-ci dans les textes qu'ils adoptent ou lors de leur publication officielle.

En vue de satisfaire à cette exigence, l'auteur du projet insérera un nouvel article rédigé comme suit :

"Art. ... Le présent article transpose la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1er, de la directive 89/391/CEE)." (18).

(18) Il conviendrait à cette occasion que le Gouvernement vérifie si les mesures préconisées par la directive précitée ont bien été toutes rendues applicables aux agents féminins des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 201

Cette disposition prévoit que lorsqu'un parent habitant sous le même toit est atteint d'une maladie contagieuse, "l'agent a droit à un congé à titre préventif dans les conditions et conformément aux règles spécifiques définies par le Règlement du Service de Santé Administratif.".

Cette disposition renvoie à un règlement dont la publicité n'a pas été assurée. Cette référence est dès lors trop imprécise. Par ailleurs, le Conseil d'Etat s'interroge sur la raison de ne viser que l'hypothèse d'un "parent contagieux", car il pourrait s'agir d'une personne autre qu'un parent mais habitant sous le même toit que l'agent.

Article 202

Cette disposition envisage un congé pour "suivre les cours de l'école du corps de la protection civile".

Il y aurait lieu d'être plus précis sur le cadre juridique dans lequel sont suivis ces cours.

Article 203

Cette disposition prévoit qu'un agent peut obtenir un congé notamment pour "effectuer d'autres missions humanitaires".

Or, cette disposition ne définit pas les critères à prendre en considération pour pouvoir qualifier une mission d'"humanitaire". La seule condition est que l'organisme ou l'association qui organise cette mission, soit reconnu par l'Etat belge ou une entité fédérée.

Afin d'éviter des interprétations divergentes quant à la notion de "mission humanitaire", il conviendrait que le texte en projet explicite davantage les objectifs de ces missions.

Article 207

Il résulte des explications des représentants du ministre que le congé pour convenances personnelles ne fait pas obstacle à ce que l'agent puisse exercer pendant cette période une activité professionnelle pour autant qu'elle soit compatible avec sa qualité d'agent.

C'est également en ce sens qu'est formulé l'article 115 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Il y a lieu dès lors de faire un lien entre cette disposition et le titre XI du projet consacré aux incompatibilités et aux cumuls d'activités professionnelles.

Article 208

Cette disposition n'est pas suffisamment explicite. Doit-on comprendre que les jours de maladie ne sont pas pris

en compte pour le calcul des 24 mois ou des 6 mois visés à l'article 206 du projet ?

Article 213

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective l'agent bénéficiant d'un congé pour mission conserve ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement mais ne peut faire valoir ses titres à l'octroi d'une échelle de traitement plus élevée dans sa carrière fonctionnelle.

Article 214

L'alinéa 2 laisse, selon le cas, au Gouvernement ou à l'autorité investie du pouvoir de nomination, le pouvoir de décider dans quels cas le congé pour mission sera rémunéré en fonction des institutions pour lesquelles les missions sont effectuées.

Cette habilitation est trop générale et peut donner lieu à des décisions contradictoires. Il conviendrait dès lors que l'arrêté en projet précise les critères de sélection de ces institutions.

Article 216

L'alinéa 2 précise que les missions visées à l'article 211, alinéa 2, du projet, sont considérées comme étant d'intérêt général.

Le Conseil d'Etat attire cependant l'attention sur l'article 104, § 6, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, qui qualifie d'intérêt général également

> "(...) les missions exercées auprès du Fonds des rentes pour la gestion de la dette de l'Etat fédéral (...).".

Or, la disposition ne vise pas ce type de mission, celle-ci n'étant pas insérée dans l'article 211, alinéa 2, du projet.

Article 218

Telle qu'elle est libellée, cette disposition autorise le Gouvernement ou l'autorité investie du pouvoir de nomination, selon le cas, à mettre fin à la mission d'un agent lorsque cette mission lui a été confiée par les autorités précitées.

Qu'en est-il des missions que l'agent a obtenues par l'intermédiaire d'autres personnes morales de droit public ? A cet égard, la formulation de l'article 110 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, est plus large.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de vérifier si la formulation de l'article 218 traduit correctement ses intentions.

Article 219

Comme en ont convenu les représentants du ministre, il serait souhaitable que cette disposition fasse référence à la procédure de réaffectation, plutôt que de parler d'une "mise à disposition".

Le projet devrait, pour ce faire, être complété pour aménager le régime de la réaffectation car, tel qu'il est organisé à l'article 153 du projet, ce régime ne prévoit pas l'hypothèse de la réaffectation. A ce propos, l'article 22 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, dispose que :

> "Le statut fixe une procédure de réaffectation des agents dont l'emploi est supprimé. L'agent en réaffectation conserve ses droits au traitement et à ses titres à la carrière; la période de réaffectation est prise en considération pour l'ancienneté administrative et pécuniaire.".

Chapitre VI. Du congé de maladie ou d'invalidité

Comme il a déjà été souligné ci-avant, l'intitulé de ce chapitre doit être revu et ne mentionner que le congé de maladie.

Article 220

1. Aux termes de l'article 17, 3°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux,

> "L'agent bénéficie si, par suite de maladie, il est empêché d'exercer normalement sa fonction, des avantages visés aux articles 41 et 46, §§ 1er et 2 de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998 ou par toute autre disposition qui le modifierait.".

La Région est en conséquence tenue de se conformer à ces nouvelles dispositions qui consacrent des droits minimaux en matière de congé de maladie.

Ainsi l'article 41 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, prévoit que l'agent invalide de guerre bénéficie d'un nombre plus important de jours de congé de maladie.

S'agissant d'un droit minimal, il n'appartient pas à la Région de Bruxelles-Capitale de le supprimer.

L'article 220 sera en conséquence revu sur ce point-là.

2. Outre l'observation générale I, 6, sous le livre Ier, le Conseil d'Etat attire l'attention sur ce que les agents opérationnels et administratifs du Service d'incendie et d'aide médicale urgente sont soumis à l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux et qu'ils doivent donc également bénéficier des articles 41 et

46, §§ 1er et 2, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

3. L'alinéa 4 reproduit en grande partie l'article 45 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité. Toutefois, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison cette disposition ne fait pas référence aux services effectifs que l'agent a accomplis au sein d'un "établissement d'enseignement".

Selon les représentants du ministre, il s'agit d'une erreur de rédaction qui doit être corrigée en ce sens.

Article 221

A l'alinéa 1er, 1°, il y a lieu d'être plus précis et de viser expressément le départ anticipé à mi-temps et la semaine volontaire de quatre jours.

Dans le même alinéa, au 6°, il convient de supprimer les termes "ou d'invalidité" pour les raisons déjà exposées ci-avant.

Article 226

Interrogés sur le concept de "prestations réduites" visé à l'alinéa 1er, les représentants du ministre ont expliqué que les prestations réduites n'étaient plus applicables dans la fonction publique bruxelloise actuelle-

ment et qu'il n'y a donc pas lieu d'y faire référence, comme cela a déjà été souligné sous l'article 161 du projet.

La disposition sera donc revue sur ce point.

Article 227

1. Cette disposition détermine la procédure du contrôle médical lorsque l'agent est absent pour cause de maladie.

Dans son avis 30.329/2/V, la section de législation du Conseil d'Etat avait déjà souligné le caractère sommaire de cette disposition.

Elle met en place un système d'arbitrage en cas de désaccord entre le médecin contrôleur et le médecin traitant, sans prévoir en aucune manière les conséquences de l'absence de coopération du médecin traitant à cette procédure ou du désaccord entre les deux médecins quant au choix du médecin d'arbitrage.

Du reste, étant donné la place de cette disposition dans la section 2 du chapitre VI, il est permis de se demander si la procédure ainsi établie pourra également être appliquée à la contestation des décisions prises par le service de contrôle médical en matière de prestations réduites pour cause de maladie (section 3 du chapitre VI).

Enfin, le Conseil d'Etat se demande comment concilier la disposition avec l'article 229 du projet, lequel prévoit

"En vertu de la procédure en vigueur auprès du Service de Santé Administratif, l'agent a le droit d'intenter un recours contre les décisions dudit service.".

La disposition doit être revue en conséquence.

2. Il y a lieu de se référer à l'observation particulière 3, sous l'article 32.

3. Les mots "médecin-contrôleur", "médecin-traitant" et "médecin-d'arbitrage" s'écrivent sans tiretDans la version néerlandaise de cette disposition, mieux vaut employer le mot "arts" plutôt que le mot "geneesheer"

Articles 228 et 229

1. L'article 228 continue de confier au Service fédéral de Santé administratif les examens médicaux concernant l'aptitude, les accidents de travail, les maladies professionnelles et les déclarations d'inaptitude définitive.

Or, comme il a déjà été dit, les nouveaux principes généraux autorisent, notamment pour ce qui concerne le contrôle médical de l'aptitude physique, les entités fédérées à recourir à d'autres services de médecine que celui instauré par l'Etat fédéral.

Il appartiendra dès lors à l'auteur du projet d'apprécier si le texte en projet ne doit pas être revu à la lumière de ces nouveaux principes généraux.

Il est renvoyé à l'observation générale II, 2, sous le livre Ier.

2. A l'article 228, l'auteur du projet doit davantage expliciter ce qu'il entend par "la réglementation du Service fédéral de Santé administratif".

De même, à l'article 229, il convient d'identifier les dispositions réglementaires qui régissent la procédure et les recours contre les décisions du service de santé administratif.

Ces dispositions seront complétées en ce sens.

3. Par ailleurs, il y a lieu d'être plus explicite sur la nature du recours contre une décision d'inaptitude définitive.

En effet, en vertu de l'article 18 du projet, la commission de recours commune en matière de fonction publique est compétente pour connaître des recours contre une déclaration d'inaptitude professionnelle définitive.

Afin d'éviter toute confusion, il serait préférable à l'article 228 de viser les déclarations d'inaptitude médicale définitive.

Article 230

Il est renvoyé à l'observation particulière 3, sous l'article 32.

Article 231

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 227 du projet à propos du recours contre les décisions prises par le service de contrôle médical en matière de prestations réduites pour cause de maladie.

A ce propos, l'article 53, § 2, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité, organise un tel recours.

Article 235

Cette disposition devrait également viser les élections des Conseils de Communauté. Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Il y a lieu aussi d'être plus précis sur ce que l'on doit entendre par la "durée de la campagne électorale",

plus particulièrement quant au début de cette période, étant donné que ce congé n'est pas rémunéré.

La disposition sera complétée en ce sens.

Article 239

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la nature de l'acte qui y est visé. Cette disposition doit être plus explicite. Il ressort des explications des représentants du ministre que l'"acte" constitue l'autorisation donnée par l'autorité compétente. Mieux vaut dès lors le dire clairement.

N'y aurait-il pas lieu de prévoir, selon les nécessités du service, que lorsque le congé dépasse une certaine durée, une vacance de l'emploi de l'agent concerné pourra intervenir ?

Article 243

Cet article dispose que le congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel est assimilé à une période d'activité de service.

Cependant, qu'en est-il de la rémunération de ce congé ?

Si l'agent est en activité de service, il a droit à son traitement.

Selon les explications des représentants du ministre, lorsque l'agent est détaché auprès d'un cabinet ministériel du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il conserve son traitement et perçoit une prime à charge du cabinet où il exerce ses fonctions.

Par contre, lorsque le détachement concerne un cabinet ministériel d'une autre entité fédérée ou du Gouvernement fédéral, le traitement de cet agent doit être remboursé à la Région de Bruxelles-Capitale.

La disposition gagnerait à être complétée sur ces différents points.

Article 244

Cette disposition accorde à l'agent une dispense de service lorsque celui-ci est en charge d'un mandat politique dans certaines conditions.

L'article 2 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics détermine les conséquences d'une dispense de service sur le statut de l'agent.

Ainsi, une dispense de service n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire du membre du personnel.

Le texte en projet n'apporte pas une telle précision et, comme en ont convenu les représentants du ministre, devrait être complété sur ce point.

Article 245

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective seul le conseiller provincial pourrait reporter sa dispense de service d'un mois à l'autre alors que les autres mandataires bénéficiant de la dispense de service ne peuvent pas opérer ce report.

Article 246

1. Cette disposition octroie un congé politique à certains agents disposant de certains mandats.

Or, si l'on compare cette disposition avec l'article 244 du projet, il apparaît qu'un même agent pourrait avoir à la fois une dispense de service et un congé politique. Ainsi l'agent qui est titulaire d'un mandat de bourgmestre dans une commune comprenant jusqu'à 10.000 habitants, peut avoir une dispense de service d'un demi-jour par mois (article 244, 1°, du projet) ainsi qu'un ou deux jours par mois au titre de congé politique (article 246, 1°, du projet).

Ainsi qu'il ressort des explications des représentants du ministre, l'agent peut cumuler la dispense de service et le congé politique. Ceci devrait être exprimé plus explicitement.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison objective les congés politiques visés aux 2° et 3° de cette disposition, ne peuvent être accordés par demi-jour.

Interrogés sur ce point, les représentants du ministre n'ont pas pu fournir d'explication.

Article 253

Cette disposition distingue le congé politique facultatif et le congé politique d'office. Or, cette première notion de "congé politique facultatif" n'est pas comme telle utilisée à l'article 246 du projet. Mieux vaudrait également la consacrer dans cette disposition.

Par ailleurs, plusieurs dispositions du projet prévoient qu'en cette matière, l'agent peut formuler une demande de congé politique (article 246 du projet) ou une demande de conversion de son congé politique (article 252 du projet). Ces textes ne précisent cependant pas auprès de qui ces demandes doivent être introduites et si l'autorité qui examine ces demandes dispose d'un pouvoir d'appréciation. Pourrait-on concevoir, par exemple, qu'une demande de

conversion d'un congé politique à mi-temps en un congé politique à temps plein puisse être refusée pour des raisons inhérentes à l'intérêt du service ?

Le projet reste silencieux sur ces points et devrait être plus explicite.

Article 254

L'alinéa 2 envisage la réaffectation de l'agent à l'issue de son congé politique lorsqu'il a été remplacé.

A cet égard, l'article 153 du projet doit être complété pour envisager ce type de réaffectation.

Par ailleurs, il convient de supprimer à l'alinéa 2 les termes "du présent arrêté".

Article 255

Il convient de définir plus précisément la notion d'"indemnité de réadaptation".

Il ressort des explications des représentants du ministre que cette indemnité est généralement octroyée par les différentes assemblées législatives ainsi que par les provinces lorsque les mandataires ne sont plus réélus.

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer de l'existence de ces différentes décisions émanant des entités

précitées et d'examiner les conditions dans lesquelles ces indemnités de réadaptation sont octroyées.

Article 256

Interrogés sur les raisons pour lesquelles les litiges relatifs aux congés de maladie ou à la disponibilité pour maladie ne sont pas de la compétence de la commission de recours visée à l'article 18 du projet, les représentants du ministre ont répondu qu'il convient de faire référence à la procédure mise en place à l'article 227 du projet. La disposition sera complétée en ce sens.

Article 258

La disposition n'apporte aucune précision sur la procédure à suivre devant la commission de recours lorsqu'elle est saisie d'un litige relatif à une question de congés, d'absences ou de disponibilité.

L'agent sera-t-il entendu ? Pourra-t-il se faire assister ?

La disposition doit être complétée sur ces différents points.

Par ailleurs, que faut-il comprendre par les termes "la décision de la commission est sans appel" ? Selon les

.../...

représentants du ministre, il convient de remplacer cette phrase en indiquant que "La décision de la commission est définitive".

Articles 259 et 260

1. L'article 259 fait une distinction entre la "formation professionnelle continuée" et la "formation professionnelle volontaire", sans cependant définir le contenu des programmes propres à chaque formation.

Cette disposition reste très vague quant aux modalités de ces formations, notamment quant aux personnes qui seront chargées de dispenser celles-ci.

La disposition doit être largement complétée sur ces points.

Le Conseil d'Etat s'interroge aussi sur le sens des termes "une plus-value sur le plan professionnel".

2. Quant à l'article 260, il devrait, à tout le moins, spécifier les qualifications requises dans le chef des formateurs.

Enfin, à partir du moment où l'article 260 du projet envisage de confier ces programmes de formation à des experts externes par la voie d'un marché de services, il y a lieu de respecter la loi du 24 décembre 1993 relative aux

marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

3. Il y a lieu de remplacer le terme "collaborateur" par le terme "agent".

En raison de l'ensemble de ces imprécisions, ces dispositions seront fondamentalement revues.

Article 261

Au 1°, il est renvoyé à l'observation particulière 1, sous l'article 38.

Au 4°, il est envisagé "de collaborer avec le service de formation du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale". En quoi consiste cette collaboration ? La disposition devrait être plus précise sur ce point.

Article 262

Cette disposition est beaucoup trop vague quant au contenu des formations.

Il appartient au Gouvernement de déterminer les orientations générales de ces formations pour chaque niveau concerné.

La disposition sera complétée en conséquence.

Article 264

Comme il a déjà été souligné sous l'article 183 du projet, il n'appartient pas à la Région de Bruxelles-Capitale de déterminer les missions de concertation des organisations syndicales représentatives des agents des organismes d'intérêt public de la Région.

L'alinéa 2 sera en conséquence omis.

Article 266

Cette disposition prévoit que lorsque la durée de la formation excède un jour de travail normal, "elle est compensée". Outre que la disposition ne précise pas comment cette compensation interviendra, il est permis de s'interroger sur la compatibilité de celle-ci avec les principes généraux.

En effet, en vertu de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 précité, l'agent a droit à la formation utile à son travail et l'autorité doit pourvoir à cette formation tout en garantissant un accès à celle-ci. En outre, les périodes d'absence justifiées par la participation aux activités obligatoires de formation sont à tout point de vue assimilées à des périodes d'activité de service.

A partir du moment où les principes généraux considèrent que la formation obligatoire est assimilée à une période d'activité de service, il n'y a pas lieu de "compenser".

Si la volonté est au contraire de permettre à l'agent de récupérer les heures de formation excédant le temps normal de travail, alors la disposition doit être fondamentalement revue afin de mieux traduire cette intention.

Article 267

Cette disposition reste imprécise sur le contenu de la formation professionnelle volontaire pour chaque niveau. En outre, auprès de qui l'agent doit-il s'adresser pour introduire sa demande de formation ? Enfin, cette autorité peut-elle refuser un accès à une formation et pour quels motifs ?

Article 268

Cette disposition prévoit une dispense de service lorsque la formation est donnée durant les heures de service ainsi qu'un congé d'étude lorsque la formation est répartie sur une année complète et clôturée par un examen sur la matière enseignée.

La question qui se pose est de savoir si l'agent peut cumuler la dispense et le congé. Telle qu'elle est rédigée, la disposition ne semble pas l'interdire, au contraire de l'article 93 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, précité.

Il convient de clarifier ce point.

Article 269

Cette disposition prévoit que si un droit d'inscription a été exigé, celui-ci est remboursé par la Région "aux agents qui ont achevé la formation avec succès".

Cette disposition est contestable dans la mesure où la formation professionnelle volontaire est un préalable obligé pour pouvoir bénéficier de la "carrière fonctionnelle" accélérée.

Au regard de l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, il appartient à l'autorité de pourvoir à cette formation et de garantir à cet effet l'accès à la formation continue, entre autres en vue du développement de la carrière professionnelle.

En conséquence, en obligeant l'agent à supporter lui-même les frais de son inscription, la Région ne répond pas adéquatement à l'article 7, § 2, précité.

La disposition sera dès lors revue.

Article 270

Au 1°, il est fait référence à l'observation générale II, 1, sous le livre Ier.

Article 271

Tout comme les dispositions précédentes en matière de formation, cet article reste en défaut de préciser l'autorité qui prendra en charge la formation préparatoire et quels seront les programmes à suivre.

Article 272

Cette disposition devrait également préciser si la dispense de service peut se cumuler avec le congé d'étude.

TITRE IX. DU REGIME DISCIPLINAIRE

Comme il a déjà été souligné dans l'observation générale II, 4, sous le livre Ier, les principes généraux relatifs au régime disciplinaire ont été sur certains points sensiblement modifiés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet d'adapter l'arrêté en projet dans le respect de ces nouveaux principes généraux.

Article 273

Cette disposition consacre cinq peines disciplinaires, alors que l'article 14 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, en consacre neuf, dont la régression barémique et la démission d'office pour des motifs disciplinaires.

Si la Région n'est nullement tenue de consacrer ces neuf peines disciplinaires, il lui appartient cependant d'apprécier si les nouvelles peines ne présentent pas un intérêt pour sa fonction publique.

Article 281

La disposition examinée détermine quelle est l'autorité compétente pour proposer les peines disciplinaires.

Au 2°, il est prévu que pour les peines visées à l'article 273, 2° à 5°, du projet, elles seront proposées par un agent de rang A3 au moins. Quant au 3°, il prévoit que pour toutes les peines prévues à l'article 273 du projet, c'est le ministre fonctionnellement compétent qui les propose pour les agents du rang A5 ou A4+.

Il résulte de la combinaison de ces deux dispositions que pour les agents de rang A4, c'est un agent de rang A3 au moins qui pourrait proposer les peines prévues à l'article 273, 2° à 5°, du projet, c'est-à-dire un agent de grade inférieur.

Une telle situation n'est pas souhaitable pour les directeurs-chefs de service dont l'autorité risque d'être mise en péril du fait de l'intervention, dans leur régime disciplinaire, d'agents d'un grade inférieur.

Comme en ont convenu les représentants du ministre, cette disposition doit être revue en conséquence.

Article 282

En prévoyant à l'alinéa 5 que le délai prend cours le jour qui suit celui où la proposition de peine est notifiée à l'agent, le texte reste en défaut de préciser comment se fait la notification (par lettre recommandée ?) et à partir de quel moment la notification est effective (le premier jour ouvrable qui suit celui de l'envoi recommandé ?). En outre, il serait utile de préciser que le délai d'un mois prend cours le jour qui suit la notification de la proposition de la peine formulée par les autorités visées à l'article 281 du projet.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison, le rapport de l'audition de l'agent n'est pas transmis à l'autorité qui prononce la peine disciplinaire.

Article 283

Le directeur général et le directeur général adjoint sont les supérieurs hiérarchiques du directeur-chef de service. Ce sont donc eux qui font une proposition de rappel à l'ordre pour cet agent sur la base de l'article 281, 1°, du projet.

Or, en vertu de l'article 283, les directeurs généraux sont également habilités à prononcer cette peine disciplinaire pour l'agent de rang A4.

De ce point de vue, cette disposition n'est pas conforme à l'article 14, § 3, alinéa 2, 6°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, en vertu duquel "l'autorité qui prononce la peine disciplinaire n'est pas la même que celle qui la propose".

La situation disciplinaire des agents de rang A4 doit être revue ici aussi.

Par ailleurs, cette disposition prévoit que la suspension disciplinaire avec ou sans retenue de traitement est prononcée pour les agents de rang A4 au plus par le directeur général ou le directeur général adjoint.

Or, dans certains organismes d'intérêt public de la catégorie B, la suspension doit être décidée par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Ainsi, l'article 17, alinéa 4, de l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développe-

ment du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale prévoit que :

> "A l'exception du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint, et dans les limites du cadre et du statut du personnel fixés par l'Exécutif, le conseil d'administration nomme, suspend et révoque tous les membres du personnel et détermine leurs attributions.".

La disposition n'est donc pas conforme à cette ordonnance.

Article 284

En vertu de cette disposition, il revient au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de prononcer toutes les peines disciplinaires à l'égard du directeur général et du directeur général adjoint.

Or, en vertu de l'article 281, 3°, du projet, il appartient au ministre fonctionnellement compétent de proposer toutes les peines disciplinaires à l'encontre des agents des rangs A5 et A4+.

Ceci signifie que le ministre fonctionnellement compétent qui propose la peine disciplinaire siègera également en tant que membre du Gouvernement lorsque celui-ci prononcera la peine disciplinaire. Ici aussi, la disposition n'est pas conforme à l'article 14, § 3, alinéa 2, 6°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité. Il conviendrait de préciser que le ministre qui a proposé la peine,

s'abstient de participer à la délibération du Gouvernement relative au prononcé de la peine disciplinaire.

Article 285

Il ne semble pas ressortir de cette disposition que l'autorité qui prononce la peine entend préalablement, à ce stade, l'agent concerné.

A cet égard, l'attention est attirée sur l'article 14, § 3, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, qui garantit "à l'agent de pouvoir se faire assister à tout stade de la procédure disciplinaire par un défenseur de son choix".

Le texte doit organiser l'audition de l'agent, si celui-ci la demande.

Article 286

En prévoyant que le délai de deux mois prend cours le jour qui suit la notification de la proposition de peine, le texte reste en défaut de préciser comment se fait la notification (par lettre recommandée ?) et à partir de quel moment la notification est effective (le premier jour ouvrable qui suit celui de l'envoi recommandé ?). En outre, il serait utile de préciser que le délai de deux mois prend cours le jour qui suit la notification de la proposition de la peine formulée par les agents visés à l'article 281 du projet.

Article 290

Cette disposition reproduit en partie l'article 285, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, elle ne présente guère d'utilité et peut être omise.

Article 291

Cette disposition devrait déterminer les règles relatives à la suppléance car, telle qu'elle est rédigée, elle pourrait être interprétée en ce sens que les suppléants siègent également aux côtés des membres effectifs.

Article 293

Cette disposition envisage la transmission du "dossier complet" du requérant sans toutefois définir le contenu du dossier disciplinaire.

La disposition devrait être plus précise sur ce point. Il est en effet permis de se demander si un "dossier complet" est celui qui contient le rapport d'audition de l'agent concerné, la proposition de peine disciplinaire ainsi que la décision déterminant la peine disciplinaire ou

s'il doit contenir d'autres éléments comme semble l'imposer l'article 295, 2°, du projet.

Aux termes de cette dernière disposition, la chambre de recours ne peut pas délibérer si "le dossier ne contient pas tous les éléments susceptibles de permettre à la chambre de recours d'émettre un avis en parfaite connaissance de cause".

Ces dispositions doivent être plus précises sur ce point, sous peine d'engendrer des divergences d'interprétation quant au contenu exact du dossier disciplinaire sur la base duquel la chambre de recours est amenée à rendre son avis.

Article 296

Les chambres de recours sont autorisées en vertu de cette disposition à recourir à "des enquêtes complémentaires".

La disposition précise à qui elles sont confiées mais n'en définit pas la portée, ni les conditions de leur exercice.

Par ailleurs, l'agent poursuivi pourra-t-il avoir accès aux rapports d'enquête si ceux-ci sont établis par les deux assesseurs désignés pour l'enquête. A cet égard, l'attention est attirée sur l'article 14, § 3, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, qui consacre

la possibilité pour l'agent de consulter au préalable son dossier.

Les principes généraux du droit disciplinaire, impliquant notamment le droit de la défense, le contradictoire et l'exigence d'impartialité, ces garanties sont applicables en la matière.

La disposition doit dès lors être plus explicite en ce qui concerne la mise en oeuvre de ces "enquêtes complémentaires".

Article 298

L'alinéa 2 prévoit que le président de la chambre de recours doit notifier le dessaisissement de celle-ci à l'agent sans spécifier dans quel délai il doit le faire. Or, le même alinéa précise que la peine infligée à l'agent avant son recours devient exécutoire "à partir de la date du dessaisissement de la chambre de recours concernée". Il se pourrait dès lors que la peine soit exécutoire avant même que l'agent n'ait reçu la notification constatant le dessaisissement de la chambre.

Cette incohérence doit être levée.

Article 299

Cette disposition permet à l'agent de récuser les assesseurs jusqu'à l'ouverture de la première séance.

Toutefois, la disposition n'indique ni quand ni comment le nom des assesseurs est communiqué à l'agent.

Article 301

On peut se demander si, dans le texte, le "cas de force majeure" doit s'entendre au sens juridique des termes.

Si tel n'est pas le cas, mieux vaut prévoir que la commission doit, par décision motivée, révéler les raisons pour lesquelles elle n'a pu se prononcer dans le délai prescrit.

La même observation vaut pour l'article 303 du projet.

Article 302

Outre l'observation formulée sous l'article 301 du projet, la disposition n'indique pas comment concrètement la parité sera rétablie.

A cet égard, l'article 90bis, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, précité, prévoit que la parité est rétablie par l'élimination d'un ou plusieurs assesseurs, après un tirage au sort.

Article 304

Cette disposition fait une nouvelle fois référence à la notion de "dossier complet" qu'il conviendrait de préciser davantage.

L'alinéa 2 devrait indiquer à partir de quel moment commence à courir le délai des dix jours ouvrables.

Article 306

1. Le paragraphe 1er, 3°, dispose que pour les organismes d'intérêt public de la catégorie A, la peine disciplinaire prononcée à la suite du recours devant la chambre de recours compétente, le sera par le ministre fonctionnellement compétent pour les agents des niveaux C, D et E pour ce qui concerne la révocation.

Or, en vertu de l'article 283, alinéa 2, du projet, c'est également le ministre fonctionnellement compétent qui prononce la révocation en première instance pour les agents de rang A4 au plus dans les organismes d'intérêt public de la catégorie A, c'est-à-dire y compris pour les agents des niveaux B, C, D et E.

Ce qui signifie que pour les agents des niveaux C, D et E, c'est le même ministre qui est compétent pour prononcer la peine en premier et en dernier ressort alors que pour les agents des niveaux A et B, la disposition du projet a généralement confié la décision à une autorité

différente de celle qui s'est prononcée en premier ressort. Il convient de pouvoir justifier objectivement pour quelles raisons le projet consacre une telle différence de traitement dans le régime disciplinaire des agents.

2. La même situation apparaît au paragraphe 2. Ainsi pour les agents de rang A4 au plus des organismes d'intérêt public de la catégorie B, la révocation est prononcée en premier ressort par l'autorité investie du pouvoir de nomination (article 283, alinéa 2, du projet) et en dernier ressort également par cette autorité (article 306, § 2, 2° du projet). De même, c'est également le Gouvernement qui en premier (article 284 du projet) et en second ressort se prononce sur l'ensemble des peines disciplinaires des fonctionnaires dirigeants (article 306, § 3, du projet).

3. Le paragraphe 4 prévoit que si l'avis rendu par la chambre de recours est conforme à la décision prise en premier ressort, il appartient à l'autorité compétente de confirmer la peine disciplinaire. Cependant, la disposition du projet est silencieuse sur l'hypothèse d'un avis divergent par rapport à la peine prononcée en premier ressort.

En vertu de l'article 14, § 3, 9°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, l'autorité compétente pour prononcer la peine disciplinaire ne peut pas imposer une peine plus lourde que celle proposée en dernier instance et pour laquelle il n'est tenu compte que des faits qui ont justifiés la procédure disciplinaire.

Ce qui implique, en tout état de cause, que la peine qui sera prononcée à la suite du recours ne peut jamais être supérieure à celle qui avait été proposée au départ.

Cette disposition devrait être mise en conformité avec ce principe général.

Article 307

Cette disposition devrait indiquer le moment où la peine disciplinaire devient exécutoire.

Article 311

A l'alinéa 2, mieux vaut parler d'une "retenue de traitement" plutôt que d'une "réduction de rémunération".

Article 313

Mieux vaudrait faire référence à un accusé de réception plutôt que de parler d'une "présentation par la poste de la lettre recommandée".

Article 314

Cette disposition concerne les recours contre les décisions de suspension dans l'intérêt du service ainsi que les mesures accompagnant cette suspension.

Il revient aux chambres de recours en matière disciplinaire de connaître de ces recours, selon la même procédure que celle mise en oeuvre en matière disciplinaire.

Toutefois, l'alinéa 3 prévoit que si l'avis de la chambre de recours

> "(...) diffère de la décision rendue par l'autorité compétente en première instance, cette dernière se prononce sur la mesure à prendre.".

En cas de recours, c'est donc la même autorité qui devra décider si la mesure de suspension dans l'intérêt du service se justifie ou non. Cette procédure méconnaît totalement l'effectivité du recours.

Cette disposition doit, en conséquence, être repensée.

Article 317

Cette disposition définit les incompatibilités applicables aux agents des organismes d'intérêt public. Le 1° établit une incompatibilité entre la qualité d'agent et une activité qui empêche l'agent de remplir "ses devoirs d'agent ou engendre des conflits d'intérêt".

Le statut en projet ne contient cependant pas de dispositions spécifiques relatives aux devoirs des agents. Certes, le chapitre II de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, contient une énumération de certains devoirs, mais l'article 3 de l'arrêté royal précité invite les entités fédérées à mentionner notamment dans le statut de leurs agents les devoirs qui leur incombent. Ainsi qu' il ressort du rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal précité, les devoirs qu'il consacre doivent être considérés comme les principes généraux communs à l'ensemble de la fonction publique belge mais il importe aux régions et aux communautés d'approfondir ces principes, de les préciser.

A cet égard, l'article 6 de l'arrêté royal 22 décembre 2000 précité, consacre la liberté d'expression des agents mais leur interdit de révéler notamment des faits qui ont trait aux intérêts financiers de l'autorité ainsi que des faits qui pourraient porter préjudice à la position de concurrence de l'organisme dans lequel l'agent est occupé, y compris lorsque les agents ont cessé leur fonction.

Le statut en projet concerne l'ensemble des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale dont certains ont des activités économiques essentielles. Il est dès lors important que le Gouvernement s'intéresse plus particulièrement à ce devoir de ne pas porter préjudice aux intérêts financiers et économiques des organismes d'intérêt public, en précisant davantage le régime des incompatibilités.

Article 321

A l'alinéa 1er, 2°, l'auteur du projet doit clairement spécifier ce qu'il entend par "une activité professionnelle (...) est d'intérêt général pour la Région".

Selon les explications données par les représentants du ministre, il s'agit principalement d'agents qui ont des charges professorales dans des universités ou des écoles supérieures.

La disposition doit énoncer clairement cette hypothèse plutôt que d'avoir recours à des notions vagues.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de l'alinéa 2 qui dispose que :

> "Par heures de service, il faut entendre les plages fixes qui déterminent le régime de l'horaire variable.".

La disposition reste silencieuse également sur le sort de l'agent en cas d'accident survenu à l'occasion de l'exercice de cette activité professionnelle pendant les heures de service.

Une telle disposition doit à tout le moins préciser des quotas d'heures à ne pas dépasser pour l'exercice de cette activité professionnelle sous peine de conduire à certains abus.

Les dispositions doivent être fondamentalement repensées.

Article 323

Cette disposition prévoit qu'il revient aux fonctionnaires dirigeants d'accorder ou de refuser l'autorisation du cumul d'activités.

Mais qu'en est-il des cumuls d'activités dans le chef de ces fonctionnaires dirigeants ?

A cet égard, l'article 11 de l'ordonnance du 3 décembre 1992, précitée, dispose notamment que les fonctions des fonctionnaires dirigeants sont incompatibles "avec la qualité de membre du Gouvernement, d'un Exécutif communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional, de député permanent, ainsi que d'administrateur et/ou dirigeant de toute entreprise dont l'activité est liée directement ou indirectement à l'activité portuaire".

Le régime des incompatibilités étant réglé, pour les fonctionnaires dirigeants de la Société régionale du port de Bruxelles, par l'ordonnance précitée, il y a lieu de la compléter si d'autres incompatibilités doivent être consacrées.

Quant aux fonctionnaires dirigeants des autres organismes d'intérêt public, la disposition devrait être complétée sur ce point.

Article 325

En vertu de cette disposition, l'autorisation de cumul peut toujours être retirée par les fonctionnaires dirigeants.

La disposition reste cependant silencieuse sur les motifs qui peuvent justifier un tel retrait de sorte qu'un pouvoir discrétionnaire entier est laissé aux fonctionnaires dirigeants.

Un tel pouvoir peut cependant conduire à des décisions arbitraires. La disposition devrait dès lors être complétée afin de préciser dans quelles circonstances objectives un tel retrait peut intervenir.

LIVRE II. DU STATUT PECUNIAIRE

OBSERVATIONS GENERALES

Observations quant au statut pécuniaire, à l'ancienneté pécuniaire et à l'ancienneté administrative

1. La Région de Bruxelles-Capitale a hérité depuis sa création de fonctionnaires venant d'autres fonctions publiques.

A l'occasion de ces transferts, des garanties pécuniaires ont été accordées dans bien des cas à ces personnes.

Ainsi, les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises

prévoient que les membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise qui ont été transférés dans les services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que dans les organismes d'intérêt public de cette Région, le sont dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

De même, "ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert".

Dans la mesure où le personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale comprend des agents transférés de l'ancienne province de Brabant, il convient d'avoir égard à l'article 79bis, alinéa 2, de la même loi spéciale, qui renvoie, quant à lui, à un accord de coopération pour le transfert des membres du personnel relevant de l'ancienne province de Brabant.

Aux termes de cet accord de coopération intervenu le 30 mai 1994, et plus particulièrement de l'article 8 :

> "Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient à la province de Brabant conformément à la réglementation qui leur était applicable.
>
> Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi

subsistent dans l'institution dans laquelle ils ont été transférés.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2, les agents transférés qui bénéficiaient au moment du transfert d'une prime linguistique, se voient garantir à titre personnel la somme du montant du traitement individuel et du montant de la prime linguistique dont ils bénéficiaient au 31 décembre 1994, tous deux fixés selon l'indice de base 138,01.".

Enfin, certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ont été créés sur la base de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991. Il en est ainsi de la Société du logement de la Région bruxelloise et de l'Office régional bruxellois de l'emploi. A cette occasion, des transferts de personnel de l'autorité fédérale vers les entités fédérées ont été opérés dans le respect des droits acquis par ces personnes.

De même, la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise a consacré notamment la création de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement. A cette occasion, du personnel venant de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie a été transféré à la Région de Bruxelles-Capitale. Il ressort d'une ordonnance du 27 avril 1995 portant modification de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement que :

"Les membres du personnel scientifique transférés, outre leur qualité et leur grade, conservent leur ancienneté de service, scientifique et pécuniaire et les membres non scientifiques transférés, leur ancienneté administrative et pécuniaire. Ils conservent également leurs allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans leur affectation précédente conformément à la réglementation qui leur était applicable.".

Eu égard à ces différents textes, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale se doit de respecter ces droits acquis.

C'est sous la réserve d'un tel respect que la section de législation du Conseil d'Etat émet des observations particulières concernant le statut pécuniaire et les anciennetés administrative et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Dans la mesure où certaines dispositions fixent les échelles de traitement des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, il convient de s'interroger sur le caractère réglementaire de ces dispositions.

Tant la section d'administration du Conseil d'Etat (19) que la section de législation (20) considèrent

(19) C.E. Renard, n° 23.257, du 16 mai 1983, cité par J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", éd. Bruylant, Bruxelles, 1994, p. 93.

généralement que de telles dispositions sont dépourvues de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

En conséquence, la section de législation s'abstiendra de tout commentaire à propos des articles 327, 330 et de l'annexe I du projet.

3. Selon l'article 27 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, il revient au Roi, après tantôt avis et tantôt accord des autorités concernées, de fixer un traitement minimum et un traitement maximum pour chaque niveau.

Sous l'empire des anciens principes généraux, c'est par un arrêté royal du 22 mai 1992 que le Roi a mis en oeuvre une disposition du même ordre (article 53, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994, précité).

Il incombe dès lors au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de tenir compte de cette disposition lorsqu'il fixe les traitements des agents des organismes d'intérêt public.

---

(20) Voir en ce sens les avis 20.646/2 donné le 18 mars 1991 sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française "fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la naissance et de l'enfance" et 23.129/9 donné le 21 février 1994 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les échelles de traitement des grades particuliers du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

4. L'attention de l'auteur du projet est aussi attirée sur ce que les montants sont uniquement exprimés en francs belges. Il est préférable que le montant soit exprimé en toutes lettres en euros dans l'arrêté en projet et qu'une disposition transitoire, valable jusqu'au 1er janvier 2002, exprime le même montant, en toutes lettres également, en francs.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 328

A l'alinéa 2, il convient désormais de faire référence à l'article 28 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

Article 331

1. A l'alinéa 1er, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte des termes "ou supérieur".

Selon les représentants du ministre, ces termes peuvent effectivement être omis.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'il s'agit du "grade de rang A3".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est fait référence à l'article 142 dans l'ali-

néa 2. La même interrogation vaut pour l'article 334 du projet.

Interrogés, les représentants du ministre sont d'avis que la référence à l'article 142 du projet n'est pas pertinente ici et qu'elle peut donc être omise.

Chapitre II. Des échelles de traitement liées à certains grades

Ce chapitre définit certaines échelles de traitement pour certains grades. Il appartient au Gouvernement de pouvoir justifier objectivement, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, les raisons pour lesquelles de telles échelles préférentielles sont accordées aux titulaires du grade de médecin (article 332 du projet) et aux titulaires du grade de premier attaché auprès du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise.

Article 335

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens des termes : "Sans préjudice des dispositions réglementaires contraires".

Interrogés, les représentants du ministre ont expliqué qu'il s'agit d'une disposition qui doit préserver les droits acquis des agents sur le plan pécuniaire. Il est en effet possible qu'un agent puisse bénéficier d'une

échelle de traitement qui ne soit pas une échelle de son grade.

Si telle est l'intention de l'auteur du projet, cette expression est une disposition transitoire qui doit figurer sous le chapitre II du titre III du livre IV, qui y est consacré, et cette expression doit être omise de la disposition examinée.

Article 337

L'attention est attirée sur ce que le montant de "40.000 F." dont il est question à l'alinéa 2 a été porté à 40.080 francs belges par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, arrêté abrogé par l'article 417, 19°, du projet.

Il est également renvoyé à l'observation générale 4, sous le livre II.

Article 341

A l'alinéa 1er, il y a lieu de tracer la barre de fraction.

Article 342

Il y a lieu désormais de faire référence à l'article 29 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité. Toutefois, l'attention est attirée sur la circonstance que cette disposition n'envisage plus l'allocation de foyer ou de résidence comme un droit minimal. Il en résulte que la Région retrouve son autonomie quant au régime de cette allocation.

La Région peut notamment faire référence à l'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères ou prendre de nouvelles dispositions en cette matière.

La même observation vaut pour les articles 347, alinéa 2, 349, alinéa 2 et 356, alinéa 4, du projet.

Article 352

Eu égard aux principes d'égalité et de non-discrimination, il importe de pouvoir justifier objectivement les raisons pour lesquelles les agents des niveaux A et B ne bénéficient pas de l'allocation pour heures supplémentaires.

Article 353

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelles sont les circonstances qui justifient d'une part l'application de l'article 350 du projet et d'autre part l'application de l'article 353 du projet.

Quelle différence y a-t-il entre des "prestations (...) imposées exceptionnellement" et le rappel extraordinaire de l'agent "en dehors de ses obligations de service, pour participer à un travail imprévu et urgent" ?

Ces dispositions devraient mieux circonscrire leur champ d'application.

Article 359

Il convient de pouvoir justifier objectivement les raisons pour lesquelles les agents des niveaux A et B ne bénéficient pas automatiquement des allocations pour prestations de nuit, du samedi et du dimanche.

Article 361

1. A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "du présent titre" par les mots "du titre III".

2. L'alinéa 3 manque de clarté. Mieux vaudrait préciser qu'il s'agit d'une période de garde de sept jours consécutifs.

3. Quant à l'alinéa 4, la délégation qu'il contient est beaucoup trop imprécise. Il y aurait lieu de pouvoir identifier les différents types de régime de travail qui

peuvent donner lieu à un régime de jours de congé compensatoire plus favorable.

Article 362

Il est renvoyé à l'observation générale II, 1, sous le livre Ier, et à l'observation particulière formulée sous l'article 64.

Chapitre IV. De l'allocation de bilinguisme

1. En tant que ce chapitre est consacré à l'allocation de bilinguisme, il est renvoyé à l'observation générale 1, sous le livre II, formulée à propos du statut pécuniaire en projet, et plus particulièrement à l'accord de coopération du 30 mai 1994 intervenu à l'occasion du transfert du personnel de l'ancienne province de Brabant dans la mesure où cet accord tend expressément à garantir aux membres de ce personnel le maintien de leur prime linguistique liée à l'indice de base 138,01.

Par ailleurs, il y a lieu également d'être attentif au personnel de l'Agglomération bruxelloise qui bénéficie de certains droits acquis par rapport à cette prime de bilinguisme.

2. La section de législation a examiné le 13 février 1998 (21) un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juillet 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel en fonction auprès de certains organismes d'intérêt public".

Ce projet est devenu l'arrêté du Gouvernement du 19 mars 1998 (22) que les dispositions du présent projet reproduisent dans une très large mesure.

La section de législation n'examinera dès lors que les dispositions pour lesquelles elle n'a pas encore épuisé sa compétence d'avis.

Article 362

1. A l'alinéa 3 , il y a lieu d'indiquer l'intitulé exact de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, à savoir :

"(...) arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.".

(21) Avis 27.396/2.

(22) Publié au Moniteur belge du 20 mai 1998.

2. L'alinéa 3, a), doit indiquer clairement que l'examen linguistique oral visé à l'article 9, § 1er, de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, précité, et l'examen linguistique écrit visé à l'article 8, du même arrêté, ne portent que sur une connaissance élémentaire de la deuxième langue.

Il convient également de pouvoir justifier objectivement les raisons pour lesquelles les agents du niveau A ne sont pas tous soumis au même régime, sous peine de violer les articles 10 et 11 de la Constitution consacrant les principes d'égalité et de non-discrimination.

La prime linguistique leur sera en effet accordée à des conditions différentes selon qu'ils ont un grade de recrutement ou un grade de promotion.

3. Quant à l'alinéa 3, b), sa rédaction ne traduit pas clairement quelles sont les exigences linguistiques exactement requises pour les agents titulaires des grades à partir du rang A3.

Ainsi le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est fait référence à l'article 7 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, précité, qui met notamment en oeuvre l'article 21, § 1er, alinéa 3, des lois coordonnées sur l'emploi des langues, précitées, lequel détermine les exigences linguistiques pour pouvoir passer l'examen d'admission lorsque le candidat a fait ses études dans une autre langue que le français ou le néerlandais et qu'il peut se prévaloir d'une équivalence de diplôme.

Tant l'examen écrit que l'examen oral, doivent vérifier dans cette hypothèse, si ce candidat connaît la langue en cause dans la même mesure que celle exigées des candidats à la même fonction ou au même emploi et qui ont reçu leur enseignement dans la langue de cette fonction ou de cet emploi.

Quant à l'article 11 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966, il met en oeuvre notamment l'article 21, § 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues qui exige une connaissance suffisante de la deuxième langue par un examen écrit ou informatisé pour toute nomination ou promotion à une fonction qui rend son titulaire responsable, vis-à-vis de l'autorité dont il relève, du maintien de l'unité de jurisprudence ou de gestion dans le service dont la haute direction lui est confiée.

Quant à l'article 12 du même arrêté du 30 novembre 1966, également visé in fine, il met en oeuvre exclusivement l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées sur l'emploi des langues, lequel concerne cette fois les agents des services centraux et non plus les agents des services locaux situés à Bruxelles-Capitale au régime desquels il est fait référence à l'alinéa 1er, 2°, du projet.

En outre, cet article 43 concerne l'admission des agents dans le cadre bilingue.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle est la logique de la disposition.

Elle devra en conséquence être fondamentalement repensée.

Articles 365 et 366

Ces dispositions paraphrasent les articles 4, § 1er, alinéa 1er, et 8, § 1er, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Comme il a déjà été souligné ci-avant, sous les articles 173 à 178 du projet, ces dispositions ont été rendues applicables aux agents du ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'arrêté royal du 22 mai 1996, précité. Il n'appartient dès lors pas à l'auteur du projet de se les approprier.

Elles seront en conséquence omises.

Article 367

La délégation au Ministre de la Fonction publique est beaucoup trop imprécise, le montant de cette allocation devant au minimum être circonscrit dans le statut pécuniaire en projet.

Article 376

Cette disposition fait référence à des notions telles que "résidence effective" et "résidence administrative".

De telles notions ne sont pas définies par l'arrêté en projet mais elles le sont par l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, dont l'article 7bis dispose qu'il faut entendre par "résidence administrative" le lieu où l'agent exerce principalement son activité administrative.

A partir du moment où l'article 416, 12°, du projet abroge cet arrêté royal, il convient de lui substituer une réglementation complète.

Article 378

Cette disposition s'inspire dans une certaine mesure de l'article 12 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Cette dernière disposition précise cependant que les autorisations d'utiliser un véhicule personnel n'interviennent que dans le cadre des besoins du service.

Or, la disposition n'apporte pas une telle précision et pourrait donc donner lieu à des divergences d'interprétation.

Si l'intention de l'auteur du projet est similaire à celle qui se dégage de la disposition fédérale précitée, il convient d'apporter cette précision à la disposition comme cela est d'ailleurs prévu à l'article 382 du projet.

Articles 380 et 381

L'article 380 détermine la puissance imposable de la voiture qui peut être admise pour la liquidation de l'indemnité. Quant à l'article 381, alinéa 1er, il prévoit notamment que

> "L'indemnité kilométrique est fixée en exécution de l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 fixant la réglementation générale en matière des frais de parcours et de tous les arrêtés qui le modifient.".

L'attention est cependant attirée sur une récente modification de l'article 13, précité. Un arrêté royal du 20 juillet 2000 a remplacé cette disposition et a consacré une nouvelle formule pour le calcul de l'indemnité kilométrique en ne faisant plus référence à la puissance fiscale du véhicule.

En conséquence, ces deux dispositions doivent être repensées. A cet égard, plutôt que de faire référence à un texte fédéral, il serait souhaitable que la Région adopte son propre régime afin d'éviter des situations comme celle qui vient d'être décrite.

Article 383

Cette disposition fait une nouvelle fois référence aux notions de "résidence habituelle" et non plus "effective" comme à l'article 376 du projet, et de "résidence administrative".

Afin de circonscrire correctement ces notions, il convient de les définir dans l'arrêté en projet.

La même observation vaut pour les articles 392, alinéa 1er, et 395 du projet, en ce qui concerne les dispositions où il est fait référence au "domicile".

Article 386

Cette disposition prévoit que :

> "L'indemnité pour frais de séjour à l'intérieur du pays est fixée conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères et de tous les arrêtés qui le modifieraient.".

Comme il a déjà été souligné sous les articles 380 et 381 du projet, il convient, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, de régler ces dispositions dans un texte unique.

En effet, le procédé de règlement par référence est à déconseiller. Le projet doit être complété en ce sens.

En outre, il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur la circonstance qu'en ayant recours

à la technique de la réglementation par référence, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est tributaire des décisions prises par l'autorité fédérale en cette matière. Or, au regard des principes généraux de la fonction publique, le Gouvernement ne peut abandonner à un autre pouvoir le soin de régler un aspect partiel d'une matière que le reste du projet entend régler.

Article 387

A l'alinéa 2, il y a lieu, si possible, de spécifier ce que l'on entend par "les cas exceptionnels".

Article 392

Cette disposition accorde à l'agent qui se déplace à vélo de son domicile vers son lieu de travail, un remboursement de ses frais.

Si l'on compare les articles 392 à 394 du projet avec la réglementation fédérale, c'est-à-dire l'arrêté royal du 20 avril 1999 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de certains services publics fédéraux, il apparaît que certains aspects de ce régime d'indemnité ne sont pas abordés par les dispositions du projet.

Ainsi en va-t-il notamment de l'hypothèse où l'agent, pour se rendre à son lieu de travail, utilise à la fois une bicyclette et un autre moyen de transport; qu'en est-il encore du cumul de cette indemnité avec d'autres

indemnités pour frais de déplacement. Par ailleurs, l'article 393, alinéa 2, du projet précise que l'indemnité est calculée en fonction du chemin le plus court alors que l'article 3 de l'arrêté royal du 20 avril 1999, précité, met avant tout l'accent sur le chemin qui offre le plus de sécurité pour le cycliste.

Les textes en projet pourraient être complétés à la lumière de la réglementation fédérale.

Article 395

L'alinéa 2 précise :

> "Ce remboursement est effectué conformément à l'arrêté royal du 2 juin 1998 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel.".

L'attention est cependant attirée sur la circonstance que l'arrêté royal du 2 juin 1998, précité, a été abrogé par un arrêté royal du 3 septembre 2000 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel fédéral et portant modification de l'arrêté royal du 20 avril 1999 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de certains services publics fédéraux.

Pour les raisons qui ont déjà été évoquées ci-avant, il serait souhaitable que la Région prenne une réglementation autonome en la matière.

Cette disposition sera en conséquence repensée.

Article 404

Cette disposition rend applicable aux agents des organismes d'intérêt public l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères. Mieux vaudrait une nouvelle fois que la Région fixe ses propres règles en la matière. Ainsi, la personne avec laquelle vit en couple l'agent, n'est pas directement visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 21 mai 1965, précité, alors que d'autres dispositions du statut en projet assimilent cette personne au conjoint de l'agent.

Cette personne qui vit en couple avec l'agent et qui aura supporté les frais funéraires, ne pourra, en vertu de l'article 3 du même arrêté royal, bénéficier de l'indemnité pour frais funéraire que si l'agent décédé n'a pas d'héritiers en ligne directe.

Il conviendrait dès lors de revoir la disposition et de consacrer à cette question un régime autonome.

Article 408

A l'alinéa 1er, 2°, la notion de "reconnaissance d'admissibilité" n'est pas très claire.

Mieux vaudrait prévoir que le ministre décide si les prestations dont il s'agit sont équivalentes à celles exercées dans les autres services publics énumérés.

La même observation vaut pour l'article 412, § 1er, dernier tiret, du projet.

Article 412

1. Cette disposition reproduit pour l'essentiel l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, que l'arrêté en projet abroge partiellement.

Toutefois, la disposition du projet ne prend pas en considération, pour une durée maximale de trois ou six ans, les services accomplis dans le secteur public comme chômeur mis au travail dans une fonction comportant des prestations complètes.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur cette omission.

Selon les représentants du ministre, il convient de se reporter au paragraphe 1er, alinéa 1er, qui prévoit

que l'on prend en considération pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire les "services effectifs que l'agent a prestés à quelque titre que ce soit, comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ou partielles".

Il semble donc que les prestations complètes d'un chômeur mis au travail soient visées par cette disposition.

Afin d'éviter des divergences d'interprétation, il importe que la disposition soit complétée en visant expressément les prestations du chômeur mis au travail.

L'article 15, 5°, de l'arrêté royal du 29 juin 1973, précité, fait également référence aux "services effectifs des aumôniers et des conseillers moraux relevant de la communauté non confessionnelle de Belgique".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi la disposition ne fait pas référence à ce type de services.

2. Au paragraphe 1er, 6e tiret, il est question des services prestés auprès des "universités de droit public et libres". Le concept d'"université de droit public" n'est pas suffisamment précis. Mieux vaudrait faire référence aux universités visées à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Article 416

a) Aux 9° et 22°, il y a lieu de faire référence à l'observation particulière 1, au sujet de la rédaction du préambule.

b) Au 28°, il convient d'ajouter, après le mot "arrêté", le mot "royal".

c) L'arrêté royal du 7 décembre 1988 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de la Société du logement de la Région bruxelloise a été abrogé et remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de la Société du logement de la Région bruxelloise.

Il convient donc d'omettre le 30°, et d'insérer à la suite de l'article 417, 14°, l'arrêté du 21 octobre 1993 précité, afin de respecter l'ordre chronologique des textes cités.

d) A la suite du 36°, il y a lieu d'insérer ce qui suit :

"...° l'arrêté royal du 8 août 1991 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat;".

Article 417

a) Au 6°, l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 octobre 1992 portant des dispositions pécuniaires particulières pour le Ministère et certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale a été abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il convient donc d'omettre le 6°.

b) Au 9°, il convient d'ajouter les mots ", modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mars 2000;".

c) Au 12°, il convient d'insérer après les mots "la Société" les mots "du logement".

d) Au 19°, il y a lieu d'ajouter après les mots "l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitement des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale" les mots ", modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 1998;".

e) Il est renvoyé à l'observation générale I, 6, sous le livre Ier; si l'intention de l'auteur du projet est de régler le statut du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, dans un texte distinct, il n'y a pas

lieu d'abroger ici les textes spécifiques à ce personnel; par conséquent les 20°, 23°, 24° et 25° seront omis.

f) A la suite du 25°, il y a lieu d'insérer ce qui suit :

"...° l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mai 2000 modifiant la composition du Conseil de Direction de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;".

Article ... (nouveau)

A l'instar de l'article 408 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, il convient, dans la mesure où l'un ou l'autre arrêté n'aurait pas été repris dans l'abrogatoire, d'introduire un article rédigé comme suit :

"Art. ... Toute disposition réglementaire qui n'est pas expressément abrogée par les articles ... (416 du projet) et ... (417 du projet) ne s'applique pas aux agents soumis au présent statut si elle est en contradiction avec des dispositions de celui-ci.".

Article 418

Cette disposition remplace l'article 17 de l'arrêté royal du 16 novembre 1988 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi.

Il convient cependant de ne pas perdre de vue que la disposition doit être lue à la lumière de l'article 16, § 2, de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991 et plus particulièrement de l'article 9, § 7, de la même loi

Il en résulte que les "recrutements, les nominations et les promotions se font sur la proposition de chaque groupe linguistique pour le cadre linguistique correspondant."

Ce sont donc les deux groupes linguistiques qui forment le comité de gestion qui, chacun pour ce qui le concerne, peuvent formuler de telles propositions de nomination, de promotion, de recrutement et de révocation.

La même observation vaut pour la modification en projet concernant l'article 22 de l'arrêté royal du 16 novembre 1988, précité. S'il revient au Gouvernement de désigner et révoquer le directeur général et le directeur général adjoint, il ne peut cependant le faire que sur la base des propositions formulées par les deux groupes linguistiques.

La disposition sera revue pour tenir compte de cette observation.

Article 419

Telle qu'elle est formulée, cette disposition pourrait avoir pour conséquence que le grade de directeur général et de directeur général adjoint soient attribués à des agents occupant ces emplois mais dans le cadre de l'exercice de fonctions supérieures. Comme en ont convenu les représentants du ministre, la rédaction de cette disposition doit être revue. Seuls les agents ayant les grades correspondant aux fonctions dirigeantes pourront être titulaires des grades de directeur général au rang A5 et de directeur général adjoint au rang A4+.

Article 420 et annexe II

Cette disposition réalise la conversion des anciens grades dans les nouveaux.

Par rapport à cette conversion, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sort de certains anciens grades.

A cet égard, le Conseil d'Etat invite l'auteur du projet à comparer soigneusement l'annexe II du projet avec l'ensemble des différents arrêtés qui ont établi le classement hiérarchique des grades du personnel de chaque organisme d'intérêt public.

Ainsi, le Conseil d'Etat constate que certains anciens grades ne sont pas convertis dans un nouveau grade :

a) Pour la Société du logement de la Région bruxelloise

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel de la Société du logement de la Région bruxelloise consacre le grade de "Chef-huissier principal" au niveau 4, rang 43. Qu'advient-il de ce grade à la suite de sa conversion ?

Il en va de même du grade de "secrétaire de direction". En effet le tableau de conversion de l'annexe II du projet ne semble prendre en considération ce grade du niveau 2 (devenant le niveau C) que pour ce qui concerne le Port de Bruxelles. Qu'en est-il exactement ? Le même constat peut être posé pour le grade de "traducteur" qui ne semble être pris en considération que pour le Port de Bruxelles.

Il ressort des explications des représentants du ministre que ces grades du niveau 2 actuellement sont convertis dans des grades du niveau 2+. Le Conseil d'Etat s'interroge cependant sur la raison pour laquelle ces mêmes grades ne sont pas repris dans le niveau 2+ pour les agents concernés du Port de Bruxelles. S'agit-il d'une question de diplôme ?

Qu'advient-il également du grade d'"architecte-chef de service" ?

Par ailleurs, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 octobre 1993, précité, consacre les grades de "directeur général" et de directeur général adjoint". Or le tableau de l'annexe II du projet fait référence aux "fonctionnaire dirigeant" et au "fonctionnaire

dirigeant adjoint". Ces mentions ne représentent pas des grades mais bien des fonctions. Il convient dès lors de remplacer ces mentions par les grades que portent actuellement les fonctionnaires dirigeants, même si la conversion de ces grades donne lieu aux mêmes grades.

b) Pour l'Office régional bruxellois de l'emploi

L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1997 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 1992 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office régional bruxellois de l'emploi, consacre les grades de "directeur général" et de "directeur général adjoint". Le tableau de l'annexe II du projet doit y faire référence, comme il a déjà été souligné ci-avant.

c) Pour l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement

Selon l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 octobre 1993 relatif au classement par niveau et par rangs des grades que peuvent porter les agents de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, le grade de "contremaître de 2e classe" est converti dans le grade de "contremaître". Or, le tableau de l'annexe II du projet fait encore référence au grade de "contremaître de 2e classe" et ne fait pas référence au grade de "Contremaître". Il y a lieu de corriger sur ce point le tableau en projet.

Qu'advient-il aussi du grade d'"informaticien en chef-directeur" ?

L'arrêté précité consacre également le grade de "directeur général" qu'il convient de mentionner dans le tableau de conversion de l'annexe II du projet.

d) Pour la Société régionale du port de Bruxelles

L'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 avril 1993 fixant le classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel du Port de Bruxelles consacre le grade d'"ingénieur industriel principal-chef de service". Qu'advient-il de ce grade lors de la conversion ? Cet arrêté fait également référence au grade de "Directeur général" qu'il convient de mentionner dans le tableau de conversion de l'annexe II du projet.

Article 424

La section de législation du Conseil d'Etat a été récemment saisie d'un projet d'arrêté modifiant l'article 414 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (23).La disposition présente des similitudes avec cet article 414, précité.

(23) Voir l'avis 31.000/4 du 17 janvier 2001.

Or, le Gouvernement bruxellois a estimé que cet article 414 était source d'une discrimination en tant qu'il ne prend en considération que les agents qui ont obtenu leur ancienneté de grade au-delà du 1er juillet 1999, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 6 mai 1999, précité.

Le même problème risque de se présenter en l'espèce puisqu'il est également question de la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Mieux vaut dès lors supprimer cette référence tant dans le paragraphe 1er que dans le paragraphe 2.

Article 433

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de la notion "ensemble contingenté" et s'interroge dès lors sur le sens de cette disposition.

Il ressort des explications données par les représentants du ministre qu'il s'agit d'un ensemble d'emplois de grades et de rangs différents d'un même niveau, au sein duquel les avancements d'un grade à l'autre peuvent être conférés sans qu'une déclaration de vacance d'emploi ne soit requise, en respectant les exigences d'ancienneté et d'évaluation fixées par le statut et en ne dépassant pas le quota d'emplois réservé à chaque grade et rang successifs.

Ainsi, les grades correspondants aux rangs 10, 11 et 12 constituent chaque fois un ensemble.

Il conviendrait d'expliciter davantage cette notion.

Article 442

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée exacte de la condition suivant laquelle les titulaires d'un grade de rang 21 ou 20, pour pouvoir être nommés de plein droit au grade d'assistant au rang B1, doivent exercer "une fonction en rapport" avec leur diplôme ou leur certificat d'études donnant accès à un emploi de niveau B, obtenu au plus tard au cours de l'année scolaire 2000-2001.

Pareille condition n'est en outre pas exigée pour les titulaires d'un grade de rang 23 ou 22 ou encore de rang 24.

Article 447

Il convient de compléter cette disposition en précisant qu'il s'agit des "titulaires d'une carrière plane dans les rangs 12-13".

Article 448

En vertu de cette disposition, les agents visés aux articles 445 et 447 du projet peuvent se porter candidats à une promotion à un grade de rang A3 s'ils sont notamment

porteurs d'un brevet en management prévu à l'article 65 du projet.

Toutefois, l'article 424, § 1er, du projet contient une dérogation à titre transitoire à cette exigence de brevet.

La question qui se pose est de savoir si cette dérogation vaut également pour les agents visés par l'article 448.

Interrogés à ce propos, les représentants du ministre ont répondu par l'affirmative. L'article 448 se présentant comme une disposition transitoire également, il conviendrait de faire le lien avec l'article 424, § 1er, du projet.

Articles 449, 450 et 451

La plupart de ces dispositions prévoient que les titulaires d'une carrière plane "sont insérés dans la "carrière fonctionnelle" de leur niveau".

Le Conseil d'Etat se demande si cette disposition a pour effet de mettre fin à la carrière plane et de lui substituer la "carrière fonctionnelle".

Comme en ont convenu les représentants du ministre, telle est bien l'intention de l'auteur du projet.

La disposition doit être plus clairement rédigée; au surplus, il est renvoyé à l'observation générale III, 2, sous le livre Ier.

Article 452

La notion de "dispositions d'insertion" doit être remplacée par celle de "dispositions transitoires".

Article 453

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact de cette disposition et s'interroge sur la pertinence de cette disposition pour les agents des organismes d'intérêt public.

Article 454

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison les agents en provenance de l'Agglomération bruxelloise ne sont pas soumis à l'article 338 du projet.

Il ressort des explications des représentants du ministre qu'il s'agit de droits acquis.

Par ailleurs, il n'est pas correct de faire référence à l'"ex Agglomération de Bruxelles" car, d'une part, juridiquement, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relatives aux Institutions bruxelloises n'a pas supprimé

cette institution et, d'autre part, sa dénomination est "Agglomération bruxelloise".

Article 456

Il conviendrait de préciser non seulement que la chambre de recours commune qui est en fonction au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet continue à connaître des recours disciplinaires, tant que la nouvelle chambre de recours n'est pas mise en place, mais aussi qu'elle applique le régime disciplinaire tel qu'il existait avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet pour les poursuites disciplinaires en cours.

Article 457

Dans l'alinéa 1er, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité des termes "Sans préjudice des dispositions du chapitre relatif à l'évaluation".

Article 464

Il est souhaitable, dans un souci de sécurité juridique et notamment pour préserver la continuité des régimes statutaires applicables aux agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, que

l'ensemble des dispositions puissent entrer en vigueur en même temps.

Telle qu'elle est rédigée, la seconde phrase laisse entendre que l'entrée en vigueur de l'ensemble du statut pourrait être différée pour chaque organisme d'intérêt public.

La mise en oeuvre de cette intention ne peut s'opérer que dans des circonstances objectives et intégralement pour chacun des organismes d'intérêt public concernés.

Signature

Comme le précise l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, les secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement. Il s'ensuit que les secrétaires d'Etat régionaux ne sont habilités ni à proposer ni à signer des arrêtés au nom du Gouvernement, comme le Conseil d'Etat l'a déjà fait observer à plusieurs reprises.

Il convient donc d'omettre la signature du Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité, de la Fonction publique, de la lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente.

OBSERVATIONS FINALES

1. Le numérotage des livres, titres, chapitres, sections se fait en chiffres cardinaux sauf pour les "Livre premier", "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première". Il convient d'apporter les corrections nécessaires dans le texte en projet.

2. Lorsque, dans le texte en projet, l'on fait référence à d'autres dispositions, il y a lieu de séparer chaque élément permettant l'identification de celles-ci, par une virgule. Ainsi, par exemple, à l'article 331 du projet, il y a lieu d'écrire "(...) l'article 79, § 2, alinéa 1er, (...)". Il convient de relire l'ensemble du texte afin d'y apporter les corrections nécessaires.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Op 25 juli 2000 is de afdeling wetgeving van de Raad van State met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State verzocht om haar advies over het ontworpen besluit uit te brengen binnen een termijn van een maand.

In advies 29.206/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 12 juli 1999 heeft gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft zij de Regering er nochtans opmerkzaam op gemaakt dat moest worden onderzocht of het ontworpen besluit op correcte wijze aansloot bij de rechtsordening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid ten aanzien van de onderscheiden regelingen waarbij de instellingen van openbaar nut zijn opgericht die onder het Gewest ressorteren.

Uit dat onderzoek is gebleken dat bepaalde regelingen van wetgevende aard moesten worden gewijzigd.

Bij de afdeling wetgeving van de Raad van State is bijgevolg een voorontwerp van ordonnantie aanhangig gemaakt (1), waarin alleen het probleem van de toekenning van mandaten aan de leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut werd geregeld, terwijl bepaalde teksten voorzagen in benoemingen.

In het ontworpen besluit wordt het mandaatstelsel echter veralgemeend voor de uitoefening van de leidende ambten bij de instellingen van openbaar nut.

Toen het ontworpen besluit in de maand juli 2000 nogmaals ter fine van advies aan de afdeling wetgeving werd voorgelegd, was het voorontwerp van ordonnantie nog niet ingediend bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, zodat verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit niet verenigbaar waren met de regelingen van wetgevende aard waarbij bepaalde instellingen van openbaar nut georganiseerd zijn.

Met instemming van de gemachtigden van de minister is dan ook besloten om het onderzoek van het ontworpen besluit te schorsen totdat de voormelde ordonnantie zou zijn aangenomen, wat op 16 maart 2001 is gebeurd. De ordonnantie is op 29 maart 2001 afgekondigd.

---

(1) Voorontwerp van ordonnantie betreffende sommige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarover op 3 juli 2000 advies 30.199/4 is gegeven (bekendgemaakt in Gedr. St. B.H.R., zitting 1999-2000, 5 oktober 2000, nr. A-134/1).

Om die reden is de termijn van een maand die in de adviesaanvraag vooropgesteld was, geschorst totdat de voormelde ordonnantie zou zijn aangenomen (2).

BOEK I. ADMINISTRATIEF STATUUT

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Opmerkingen betreffende de interne samenhang van de rechtsordening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Zoals zopas benadrukt is, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State de Regering reeds in het voormelde advies 29.206/4 gewezen op bepaalde onverenigbaarheden die zouden kunnen bestaan tussen de regelingen van wetgevende aard waarbij de onderscheiden instellingen van openbaar nut zijn opgericht en de bepalingen van het ontworpen besluit.

Het voorontwerp van ordonnantie heeft weliswaar één van die moeilijkheden, namelijk de toekenning van mandaten aan de leidende ambtenaren, weggewerkt, maar het heeft niets gezegd over de andere problemen waarop in het voormelde advies 29.206/4 is gewezen.

---

(2) In de aanhef van het ontworpen besluit zal rekening moeten worden gehouden met de wijzigingen die door de aangenomen ordonnantie tot stand zijn gebracht.

Aangezien het ontworpen besluit thans bij de afdeling wetgeving van de Raad van State aanhangig is, dient de afdeling wetgeving nogmaals stil te staan bij die problemen.

1. Het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën is opgericht bij een ordonnantie van 8 april 1993.

Artikel 3, § 1, van die ordonnantie bepaalt dat het Fonds een instelling van openbaar nut van categorie A is waarop de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut van toepassing zijn, voor zover daarvan niet wordt afgeweken bij die ordonnantie.

Paragraaf 3 van datzelfde artikel bepaalt dat het Fonds voor het uitvoeren van sommige van zijn taken beschikt over gewestelijke inspecteurs, wier administratieve en geldelijke rechtspositie en wier formatie door de Executieve wordt vastgesteld.

De ordonnantie bevat geen andere bepalingen betreffende de rechtspositieregeling die op dat personeel van toepassing is.

Bij de huidige stand van de ordonnantie van 8 april 1993 is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alleen bevoegd de rechtspositie van de gewestelijke inspecteurs vast te stellen. In de ordonnantie is immers alleen van die

categorie personeelsleden sprake, terwijl daarin niet wordt verwezen naar het administratief personeel.

De vraag rijst dan ook of de voormelde ordonnantie niet moet worden aangepast opdat die beide categorieën personeelsleden daarin beter worden omschreven en of het de bedoeling van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is de ontworpen rechtspositionele regels ook voor de gewestelijke inspecteurs te laten gelden.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt voorts dat het Fonds thans niet over administratief personeel beschikt, maar uitsluitend uit gewestelijke inspecteurs bestaat. Het is nochtans de bedoeling om aan die inspecteurs een specifiek statuut toe te kennen en het ontworpen statuut niet voor hen te laten gelden.

De Raad van State ziet dan ook niet in waarom het ontworpen besluit op het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën toepasselijk wordt verklaard.

De steller van het ontwerp moet dan ook duidelijker zijn op dit punt, temeer daar hij bepaalde koninklijke besluiten met betrekking tot die gewestelijke inspecteurs laat voortbestaan.

Dat geldt onder meer voor het koninklijk besluit van 11 oktober 1985 tot vaststelling van de wedde en het bedrag van de vergoeding toegekend aan de gewestelijke inspecteurs van het Brusselse Gewest, voor het koninklijk

besluit van 22 juli 1987 betreffende de gewestelijke inspecteurs bij de Executieve van het Brusselse Gewest en voor het koninklijk besluit van 22 oktober 1987 houdende toepassing van het koninklijk besluit van 22 juli 1987 betreffende de gewestelijke inspecteurs bij de Executieve van het Brusselse Gewest.

2. De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij is opgericht op grond van artikel 9 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991.

Krachtens die bepaling gaat het om een instelling van openbaar nut van categorie B, die, voor het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dezelfde opdrachten vervult als die welke aan de voormalige Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en aan het voormalige Nationaal Instituut voor de Huisvesting waren toegewezen.

Bij een koninklijk besluit van 9 augustus 1985 is deBrusselseGewestelijkeHuisvestingsmaatschappijopgericht als een burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een naamloze vennootschap heeft aangenomen en zijn de eerste statuten ervan goedgekeurd.

Bij een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 24 februari 1994 zijn de nieuwe statuten van die Maatschappij goedgekeurd.

Die statuten strekken inzonderheid tot de oprichting van de onderscheiden organen van de Maatschappij en bevatten enige bepalingen met betrekking tot het personeel ervan.

a) De aandacht van de steller van het ontwerp wordt in de eerste plaats gevestigd op de artikelen 19, 4), en 20 van de statuten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Krachtens de eerstgenoemde bepaling staat het aan de Regering de formatie en de rechtspositie van de personeelsleden vast te stellen, terwijl hun wedden, lonen en vergoedingen worden vastgesteld overeenkomstig de bezoldigingsregeling van het personeel van het Gewest. Krachtens de laatstgenoemde bepaling worden de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal benoemd, geschorst en afgezet door de Regering, die eveneens hun bezoldiging vaststelt.

De Raad van State is van oordeel dat die bepalingen van de statuten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij niet kunnen worden aanvaard, aangezien het de statuten van de Huisvestingsmaatschappij niet gegeven is de Regering te machtigen om de rechtspositie van de personeelsleden van die Maatschappij vast te stellen, welke

machtiging voorkomt in artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 (3).

b) De Raad van State vestigt de aandacht op artikel 13, § 1, van de statuten, welke bepaling als volgt luidt :

> "De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij stelt bij elke openbare vastgoedmaatschappij een sociaal afgevaardigde aan en bezoldigt hem.
>
> ...
>
> Deze afgevaardigde wordt gekozen op een openbare lijst met kandidaten sociaal afgevaardigden aangeduid en bezoldigd door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij. Op deze lijst mogen slechts kandidaten voorkomen die aan de bevoegdheidscriteria voldoen, vastgesteld door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.
>
> ...".

Ten slotte kan de Huisvestingsmaatschappij krachtens paragraaf 4 van datzelfde artikel 13 aan de sociaal afgevaardigde die zijn taken niet naar behoren vervult tuchtstraffen opleggen. Diezelfde paragraaf bepaalt bovendien dat de Maatschappij een tuchtregeling dient op te

---

(3) In dit verband wordt verwezen naar artikel 17 van diezelfde wet, krachtens welk artikel "de bepalingen van de statuten der in artikel 1 vermelde organismen die met de bepalingen van deze wet in strijd zijn of daarmee niet overeenstemmen, (ophouden) uitwerking te hebben.
De Koning kan in de statuten van deze organismen de nodige wijzigingen aanbrengen om ze in overeenstemming te brengen met deze wet.".

stellen die voorziet in de mogelijkheid van beroep bij de Regering.

De Raad van State wijst voorts op het bestaan van een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 7 oktober 1993 tot vaststelling van het statuut van de opdrachthouders bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Aangezien verschillende categorieën personeelsleden betrokken zijn bij het geheel van taken die aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij worden opgedragen, rijst de vraag of de ontworpen rechtspositionele regels ook op hen van toepassing zullen zijn.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat er bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij geenopdrachthouders meer zijn. Voor de sociaal afgevaardigden zou er een specifieke regeling moeten komen waarin bepaald wordt dat zij op basis van een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen. Volgens de gemachtigden van de minister is die regeling nog in studie.

Gelet op die inlichtingen zou de Regering zich moeten uitspreken over de vraag of de ontworpen rechtspositieregeling al dan niet op de sociaal afgevaardigden van toepassing is.

c) Artikel 9, §§ 2 en 7, van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op

13 maart 1991, bepaalt dat alle organen van de Maatschappij uit twee taalgroepen bestaan, waarbij twee derde van de leden tot de meest talrijke taalgroep en één derde van de leden tot de minst talrijke taalgroep moeten behoren en dat de aanwervingen, de benoemingen en de bevorderingen geschieden op voordracht van elke taalgroep voor het overeenkomstige taalkader.

De eerste vraag die in dit verband rijst is of de diensten die krachtens het ontworpen besluit worden opgericht dezelfde taalkundige samenstelling moeten hebben. Hoe zit dat bijvoorbeeld voor de directieraad, of voor de dienst die belast is met de opleiding of met het human resources management ?

De tweede vraag heeft rechtstreeks betrekking op de procedures voor werving, benoeming, aanwijzing en bevordering. De gemachtigden van de minister hebben immers bevestigd dat die procedures in het ontworpen besluit zijn geconcipieerd zonder dat met die eigenheid rekening is gehouden, zodat de mogelijkheid bestaat dat zich blokkeringen voordoen. Het zou kunnen dat de voorstellen van de taalgroepen afwijken van de gemotiveerde adviezen van de directieraad. In het ontworpen besluit wordt nochtans bepaald dat de benoemingsgerechtigde overheid in bepaalde gevallen het voorstel van rangschikking moet volgen als de directieraad dat eenparig heeft uitgebracht (4). Wat zal er gebeuren wanneer het voorstel van een taalgroep afwijkt van

(4) Zie inzonderheid de artikelen 70 en 76 van het ontwerp.

het voorstel van rangschikking dat de directieraad heeft uitgebracht ?

De steller van het ontwerp moet op deze vragen precieze antwoorden geven.

3. Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest is opgericht bij de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest.

Naar luid van artikel 27, § 3, van die wet, is het Centrum een instelling van openbaar nut van categorie A zoals bedoeld in de voormelde wet van 16 maart 1954.

In artikel 27, § 5, van dezelfde wet wordt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gemachtigd informatici van het Centrum met een contract voor onbepaalde of voor bepaalde tijd aan te werven.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de grote meerderheid van het personeel van het Centrum inderdaad uit arbeidscontractanten bestaat.

Zulk een situatie moet kunnen samengaan met het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, dat de indienstneming als ambtenaar vastlegt als leidend principe, waarbij de indienstneming als

arbeidscontractant strikt beperkt is tot precieze gevallen die in artikel 2 van dat koninklijk besluit genoemd zijn.

Er kan geen sprake van zijn "specifieke taken" in te roepen om een indienstneming als arbeidscontractant te wettigen, omdat het gaat om een centrum waarvan de hoofdtaak erin bestaat de lokale besturen en de administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij te staan in het beheer van de computerinfrastructuur van hun diensten.

Wat de indienstneming als arbeidscontractant betreft voor de uitoefening van taken die een specifieke kennis of een ruime ervaring van hoog niveau vereisen, kan daartoe aanleiding bestaan voor informatici, maar mag zulks niet worden veralgemeend voor alle personeelsleden.

Bijgevolg mag de voorkeur voor de indienstneming als ambtenaar die in het ontworpen besluit vervat is, niet worden tegengegaan door het voormelde artikel 27, § 5.

4. De Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, die opgericht is bij artikel 16 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, bestaat, net zoals de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij, uit taalgroepen die voordrachten formuleren voor de aanwervingen, de benoemingen, de aanwijzingen en de bevorderingen.

Bijgevolg wordt verwezen naar de opmerkingen die hiervoren onder punt 2, c) zijn gemaakt.

5. Het Brussels Instituut voor Milieubeheer is, op grond van artikel 28 van de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, opgericht bij een koninklijk besluit van 8 maart 1989, dat bekrachtigd is bij de wet van 16 juni 1989.

Krachtens artikel 8bis van dat koninklijk besluit omvat het personeel van het Instituut personeelsleden die met een wetenschappelijke graad zijn bekleed.

In het ontworpen besluit worden die graden evenwel niet uitdrukkelijk vermeld.

Het ontworpen besluit zou dan ook moeten worden aangepast opdat in de wetenschappelijke loopbaan van dat personeel wordt voorzien.

6. Bij artikel 2 van het ontwerp wordt de nieuwe rechtspositie toepasselijk verklaard op de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp. Voor het operationeel personeel van die Dienst moet evenwel alleen rekening worden gehouden met sommige bepalingen van de ontworpen rechtspositie.

De reden daarvoor is inzonderheid het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich moet houden aan de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en meer bepaald aan artikel 9, § 1, tweede lid, van die wet, waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt opgedragen om de algemene bepalingen vast te stellen binnen de perken waarvan de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen en de vergoedingen worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten. Krachtens artikel 13, § 3, van diezelfde wet is alleen de Koning bevoegd de geschiktheids- en bekwaamheidsmaatstaven en de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor de officieren van de openbare brandweerdiensten te bepalen.

De autonomie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het vaststellen van de rechtspositie van die personeelsleden is dan ook beperkt en moet met inachtneming van de federale bepalingen worden uitgeoefend (5).

Bijgevolg dient te worden nagegaan of de ontworpen rechtspositionele regels die op het operationeel personeel

---

(5) Zie in dit verband advies 27.260/4, dat op 16 maart 1998 is gegeven over een ontwerpbesluit dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 26 november 1998 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp (Belgisch Staatsblad van 14 april 1999, 2e uitgave).

van toepassing worden verklaard, kunnen samengaan met het federaal juridisch kader dat door de Koning is vastgesteld.

Bovendien moet worden nagegaan of de ontworpen rechtspositionele regels kunnen samengaan met die welke de Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft uitgevaardigd en die de Regering niet voornemens is op te heffen.

Uit een niet-exhaustief onderzoek van die onderscheiden regelingen blijkt dat de steller van het ontwerp niet altijd oog heeft gehad voor die problematiek.

Zo wordt bij artikel 2, § 2, van het ontwerp onder andere artikel 9 van het ontwerp, dat bepalingen betreffende de kaderbetrekkingen, de expertbetrekkingen en de expertbetrekkingen van hoog niveau bevat, toepasselijk verklaard op het operationeel personeel.

De artikelen 6 en 7 van het ontwerp worden evenwel niet toepasselijk verklaard op het operationeel personeel. Zulks betekent dat de hiërarchische rangschikking van de graden van dat personeel geregeld blijft door de federale normen en de gewestelijke normen die krachtens de eerstgenoemde normen zijn uitgevaardigd.

Artikel 417, onderdeel 20°, van het ontwerp behelst evenwel de opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 februari 1995 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweeer en Dringende Medische Hulp.

De Raad van State vraagt zich dan ook af welk logisch verband tussen die bepalingen bestaat.

Ook artikel 14 van het ontwerp wordt op het operationeel personeel toepasselijk verklaard. Artikel 65 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 26 november 1998 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, bepaalt evenwel reeds hoe de directieraad van de Dienst wordt samengesteld, terwijl die bepaling voorts niet wordt opgeheven bij artikel 417, onderdeel 24°, van het ontwerp.

Ook wat dit punt betreft, zou moeten worden gezorgd voor samenhang tussen het ontwerp en de bestaande bepalingen terzake.

De artikelen 17 tot 23 van het ontwerp hebben betrekking op de commissie van beroep voor alle instellingen van openbaar nut.

Die commissie is onder meer bevoegd kennis te nemen van beroepen betreffende de proeftijd.

De bepalingen van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 voorzien evenwel reeds in een beroepsprocedure terzake.

De vraag rijst dan ook hoe die bepalingen naast elkaar kunnen blijven bestaan.

Kortom, rekening houdend met de moeilijkheid om de federale regelingen en de specifieke gewestelijke regelingen met elkaar in overeenstemming te brengen, is de Raad van State van oordeel dat het beter zou zijn om voor de leden van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp een specifieke rechtspositieregeling te laten blijven gelden.

7. Zoals de gemachtigden van de minister bevestigd hebben, heeft het ontworpen besluit geen betrekking op het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

Zoals reeds benadrukt is in advies 30.992/4, dat op 29 januari 2001 is gegeven (6), dient de Regering aan te geven om welke objectieve redenen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid niet ter sprake komt in het ontworpen besluit, gelet op inzonderheid artikel 55 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, krachtens hetwelk de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd is om het administratief en geldelijk statuut van de

---

(6) over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van (het) administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, tot wijziging van het besluit van 23 maart 1995 tot vaststelling van het personeelsreglement van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 oktober 1993 met betrekking tot de wijziging van het besluit van 13 februari 1992 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid".

personeelsleden van de Brusselse agglomeratie vast te stellen binnen de perken van artikel 87 van de bijzondere wet en naar analogie met het statuut van het personeel van de diensten van de Regering.

Uit deze bepaling volgt dat de rechtspositionele regeling van de personeelsleden van het Agentschap in die zin dient te worden opgevat dat ze in wezen overeenstemt met die van het personeel van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welke overeenstemming in casu in het ontworpen besluit tot stand wordt gebracht.

II. Opmerkingen betreffende de logische samenhang tussen het ontwerp en de algemene beginselen van ambtenarenzaken

Het ontworpen besluit is opgesteld in het licht van de algemene principes zoals zij vastgelegd waren in het koninklijk besluit van 26 september 1994.

Dat koninklijk besluit is evenwel opgeheven bij het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen. Daaruit volgt dat het ontworpen besluit opnieuw moet worden bekeken in het licht van de nieuwe algemene principes.

Algemeen beschouwd zijn die nieuwe principes uitgewerkt teneinde de deelgebieden een ruimere autonomie te laten in het opstellen van de statuten van hun personeel.

1. Zo bijvoorbeeld moet de werving van personeelsleden van de instellingen van openbaar nut of van andere categorieën personeelsleden die onder een deelgebied ressorteren niet langer geschieden door bemiddeling van "SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid" (7); in de artikelen 28, derde lid, 29, eerste en tweede lid, en 30, eerste en tweede lid, van het ontwerp wordt evenwel nog verwezen naar de werving door bemiddeling van de Vaste Wervingssecretaris. Hetzelfde geldt voor andere overgangsexamens bedoeld in de artikelen 64, eerste lid, 97, 101, 104, eerste lid, 2°, 107, derde lid, en 270, onderdeel 1°.

2. Zo ook moet de controle van de medische geschiktheid bij de indiensttreding niet langer noodzakelijkerwijze worden toevertrouwd aan de Sociaal-Medische Rijksdienst, aangezien de gemeenschappen en de gewesten hun eigen controle kunnen opzetten (8). In artikel 33, § 2, eerste lid, van het ontwerp wordt evenwel nog steeds verwezen naar het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot regeling van het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten.

---

(7) Zie in die zin het verslag aan de Koning dat gevoegd is bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, Belgisch Staatsblad van 9 januari 2001, blz. 426.

(8) Ibidem, blz. 421.

3. Wat de evaluatie betreft, vereisen de algemene principes niet langer dat die wordt uitgevoerd door ten minste twee hiërarchische meerderen van verschillende rang. In artikel 119 van het ontwerp komt die voorwaarde evenwel nog steeds voor.

De evaluatie van de leidende ambtenaren wordt niet als een algemeen principe beschouwd, aangezien die evaluatie nog niet geregeld is voor de federale ambtenaren.

Krachtens artikel 31 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 wordt die evaluatie echter een algemeen principe zodra er voor de federale ambtenaren een regeling in die zin wordt aangenomen.

4. In tuchtzaken, ten slotte, bevatten de nieuwe algemene principes een langere lijst van tuchtstraffen, aangezien in artikel 14, § 2, van datzelfde besluit nu inzonderheid de lagere inschaling is opgenomen.

De steller van het ontwerp dient na te gaan in hoeverre aanpassingen van het ontworpen besluit wenselijk of noodzakelijk zijn in het licht van de nieuwe algemene principes.

III. <u>Gelijkenissen tussen het ontworpen besluit en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de</u>

bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Zoals de gemachtigden van de minister hebben uitgelegd, steunt het ontworpen besluit grotendeels op de bepalingen van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 en op de wijzigingen die daarin zijn aangebracht bij het besluit van 26 oktober 2000.

In dit advies zal dan ook in zekere mate worden verwezen naar de opmerkingen die de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft gemaakt in advies 28.129/4 van 8 maart 1999 en in advies 30.329/4 van 26 juli 2000, welke adviezen gegeven zijn over ontwerpen die geleid hebben tot de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 en 26 oktober 2000 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

1. Noodzakelijkheid van een verslag aan de Regering

Wanneer een Regering een dermate aanzienlijke hervorming opzet als het opstellen van een nieuwe rechtspositieregeling voor de personeelsleden die aan haar instellingen van openbaar nut verbonden zijn, moet het ontwerpbesluit vergezeld gaan van een verslag aan de Regering waarin de nieuwe tendensen worden uitgelegd.

In het onderhavige geval dienen verscheidene nieuwigheden te worden benadrukt :

Enerzijds, de instelling van kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau, en, anderzijds, de invoering van wat in het ontwerp de "functionele loopbaan" wordt genoemd.

Voorts is er de invoering van een mandaatsysteem voor de hoge ambten en een nieuw evaluatiesysteem.

In een verslag aan de Regering zouden al die nieuwe bepalingen van commentaar kunnen worden voorzien.

Dankzij de onderhandelingen met de vakbonden hebben de vertegenwoordigers van het personeel van de instellingen van openbaar nut weliswaar hun mening over de onderscheiden aspecten van de rechtspositie kunnen uiten.

Evenwel kan algemene en volledige informatie voor iedereen de bevattelijkheid van de teksten alleen ten goede komen en bijdragen tot de doorzichtigheid van de openbare diensten.

Om die reden kan de Raad van State de Regering alleen verzoeken zulk een stap te doen.

2. <u>Kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau. Hiërarchische loopbaan en "functionele loopbaan"</u>

Verscheidene bepalingen van het ontwerp voeren een onderscheid in voor de betrekkingen van rang A2. In artikel 9 van het ontwerp wordt immers bepaald dat die betrekkingen in drie categorieën worden verdeeld : kaderbetrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau. Voor die categorieën van betrekkingen gelden zowel bepalingen van het administratief statuut als van de bezoldigingsregeling.

Het onderscheid tussen de kaderbetrekkingen, de expertbetrekkingen en de expertbetrekkingen van hoog niveau heeft gevolgen voor de manier waarop de personeelsformatie en de loopbaan van de personeelsleden worden uitgewerkt.

1° Wat de vaststelling van de personeelsformatie betreft, wordt in artikel 9 van het ontwerp bepaald dat de Regering de betrekkingen van rang A2 op voorstel van de directieraad in elke instelling van openbaar nut in kader-betrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau indeelt.

In het derde lid van datzelfde artikel wordt van die betrekkingen een veel te algemene functionele definitie gegeven. Zo wordt in die bepaling niet aangegeven op basis van welke criteria de betrekkingen van rang A2 in kader-betrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau worden ingedeeld. De tekst zou duidelijker moeten zijn en in het verslag aan de Regering zou die moeten worden toegelicht.

2. Onder titel IV "De loopbaan" wordt in twee aparte hoofdstukken een onderscheid gemaakt tussen de "hiërarchische loopbaan" (artikelen 57 tot 76) en de "functionele loopbaan" (artikelen 77 tot 80), welke op haar beurt wordt ingedeeld in de "gewone functionele loopbaan" en de "versnelde functionele loopbaan".

Artikel 57 van het ontwerp luidt als volgt :

> "De hiërarchische loopbaan is de loopbaan die de ambtenaar kan doorlopen door verhoging in graad of door bevordering in een expertbetrekking van hoog niveau overeenstemmend met dezelfde graad als degene die hij bekleedt.".

Op de vraag wat de strekking is van de "bevordering in een expertbetrekking van hoog niveau overeenstemmend met dezelfde graad als degene die hij bekleedt", hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat aan dat type van betrekking een nieuwe weddeschaal is verbonden.

Het gaat in feite hetzij om een bevordering door verhoging in weddeschaal wanneer een personeelslid reeds een kaderbetrekking of een expertbetrekking van rang A2 bekleedt, hetzij om een bevordering door verhoging in graad wanneer het personeelslid tot rang A1 behoort.

De Raad van State vraagt zich echter af of het, gelet op het onderscheid dat in artikel 9 van het ontwerp wordt gemaakt, logisch is de bevordering van een personeelslid tot een expertbetrekking van hoog niveau te

beschouwen als deel uitmakend van diens "hiërarchische loopbaan" (9).

Artikel 77 van het ontwerp luidt als volgt :

"De functionele loopbaan is voorbehouden aan de ambtenaren die titularis zijn van een wervingsgraad.

Zij bestaat erin dat de ambtenaar, zonder in graad te verhogen, een of twee hogere weddenschalen geniet dan die welke zijn verbonden aan zijn graad, zolang hij voldoet aan de eisen die het statuut stelt inzake anciënniteit, evaluatie en vorming.".

Het stelsel van de "functionele loopbaan" wordt beheerd door de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de door hen aangewezen ambtenaar, die aan het personeelslid een hogere weddeschaal toekent zodra deze de voorwaarden inzake graad anciënniteit, evaluatie en opleiding vervult.

De definitie die in het ontwerp van de "functionele loopbaan" wordt gegeven, stemt echter overeen met die van de bevordering door verhoging in weddeschaal zoals die vervat is in artikel 70 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

---

(9) Hierbij wordt erop gewezen dat elk personeelslid, volgens die procedure, van een kaderbetrekking (wervingsgraad) rechtstreeks naar een expertbetrekking van hoog niveau zou kunnen overgaan zonder eerst een expertbetrekking te hebben bekleed.

Met het oog op de samenhang van de terminologie, verdient het dan ook aanbeveling het laatstgenoemde concept te hanteren.

3. De onzekerheid omtrent de in artikel 9 van het ontwerp vervatte definitie van de categorieën waartoe bepaalde betrekkingen zouden worden gerekend, heerst ook omtrent de inhoud van artikel 330 van het ontwerp.

Het is absoluut noodzakelijk dat in het ontworpen besluit objectief wordt aangegeven over welke kwalificatie de personeelsleden moeten beschikken om tot de kader-betrekkingen, expertbetrekkingen en expertbetrekkingen van hoog niveau te kunnen worden toegelaten.

Aangezien in de voormelde bepaling wordt aangegeven dat aan die betrekkingen verschillende weddeschalen verbonden zijn, is het van belang dat de kenmerken van elke betrekking en de vereiste kwaliteiten om die betrekkingen te kunnen bekleden duidelijk gedefinieerd worden.

Deze opmerking moet worden bekeken in het licht van artikel 10, derde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000, krachtens welke bepaling het statuut inzake loopbaanorganisatie kan voorzien in vormen van competentiebeheer waarbij de ambtenaar, al dan niet tijdelijk, toegang krijgt tot een betrekking van een ander niveau.

Het gaat hier weliswaar om de toegang tot een betrekking van een ander niveau, maar in de algemene principes wordt in de eerste plaats benadrukt dat aangegeven moet worden welke bekwaamheden grond kunnen opleveren om die toegang te verlenen.

Daaruit volgt dat de Regering, wanneer zij in de personeelsformatie van de instellingen van openbaar nut functionele graden wil opnemen, die graden in het administratief statuut duidelijk moet aangeven, op objectieve wijze dient te bepalen aan welke specifieke voorwaarden inzake geschiktheid de personeelsleden moeten voldoen om bepaalde betrekkingen te kunnen vervullen en, in voorkomend geval, voor die personeelsleden moet voorzien in een "functionele loopbaan" in de eigenlijke betekenis van die uitdrukking.

Ten slotte dienen het organieke statuut en de bezoldigingsregeling op elkaar te worden afgestemd.

3. Mandaat

Artikel 12 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes luidt als volgt :

> "Het statuut kan in een mandaatstelsel voorzien voor de managementfuncties. Voor een ambtenaar die wordt aangewezen voor een mandaat wordt de duur van het mandaat meegerekend in de administratieve en geldelijke anciënniteit. Hij geniet bovendien de geldelijke

rechten die verbonden zijn aan de uitoefening van dit mandaat.".

Uit die bepaling volgt dat elke gemeenschaps- of gewestregering de mandaatregeling dient te preciseren.

a) In artikel 81 van het ontworpen besluit wordt bepaald welke betrekkingen bij mandaat kunnen worden toegekend. Het gaat om de betrekkingen die overeenstemmen met de graden van rang A4, A4+ en A5. Artikel 83 bepaalt dat de bevoegde overheid bij de toekenning van het mandaat vastlegt welke doeleinden de mandaathouder tijdens zijn mandaat moet bereiken.

Die doeleinden zijn uiterst belangrijk. Tijdens de procedure die tot de toekenning van het mandaat leidt, brengt de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken immers advies uit over de wijze waarop de gegadigde het mandaat denkt te zullen uitoefenen (artikel 91 van het ontwerp) en de evaluatie heeft tot doel na te gaan in hoeverre de bij de toekenning van het mandaat overeengekomen doeleinden bereikt zijn of weldra bereikt zullen worden (artikel 132 van het ontwerp). Dat alleen bewijst al hoe belangrijk het is daarover duidelijkheid te laten heersen. Van duidelijkheid kan in casu niet worden gewaagd. In de eerste plaats wordt het begrip zelf niet gedefinieerd. Om welke doeleinden gaat het ? Wat houden ze precies in ? Worden ze ne varietur vastgelegd voor de duur van het mandaat of kunnen ze tijdens de looptijd van het mandaat nog worden gewijzigd en, zo ja, op basis van welke gegevens ? Hoe zullen die wijzigingen bij

de evaluatie van de mandaathouder in aanmerking worden genomen ?

Vormen die doeleinden, zodra ze zijn vastgelegd, voor de mandaathouder een resultaat dat hij moet halen om te voorkomen dat zijn mandaat na afloop van de duur ervan niet wordt verlengd ? Moet de hem opgelegde verplichting niet veeleer als een inspanningsverbintenis worden beschouwd ? Artikel 132 van het ontwerp wekt de indruk dat het om een resultaatsverbintenis gaat, terwijl zulks op basis van artikel 133 van het ontwerp kan worden betwijfeld.

b) Een nog fundamenteler bezwaar is dat de bepalingen van het ontwerp dubbelzinnig zijn wat betreft het juridisch statuut van de persoon aan wie het mandaat wordt toevertrouwd. Krachtens artikel 31 van het ontwerp kan de Regering de mandaten openstellen voor "elkeen die (de) voorwaarden inzake vereiste diploma vervult om te worden aangeworven in een graad van niveau A", wat de indruk wekt dat die persoon een vastbenoemd ambtenaar kan zijn maar ook een persoon die niet in een bij statuut vastgelegd dienstverband werkt. In artikel 86, derde lid, van het ontwerp, daarentegen staat dat "de ambtenaar wiens mandaat niet wordt verlengd, (...) de graad (herkrijgt) die hij voor zijn mandaat bekleedde", welke bepaling dan weer de indruk wekt dat de mandaathouder een vastbenoemd ambtenaar is.

In dit verband wordt verwezen naar advies 31.372/1, dat op 22 maart 2001 is gegeven (10) en waarin de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende heeft gesteld :

"Krachtens artikel 2, § 1, van het APKB wordt, behoudens in de gevallen omschreven in het tweede lid van die bepaling, aan de personeelsbehoeften in beginsel uitsluitend voldaan door statutaire personeelsleden onderworpen aan het APKB (11).

Uit het geheel van de zo-even aangehaalde bepalingen vloeit voort dat het APKB als algemeen beginsel poneert dat de statutaire tewerkstelling een vast dienstverband impliceert en uitsluit dat een statutaire ambtenaar slechts tijdelijk zou worden aangeworven (12). Tijdelijke aanwervingen impliceren, althans volgens de in het APKB neergelegde beginselen, een contractuele tewerkstelling (13).

Conclusie dient derhalve te zijn dat de "tijdelijke statutaire tewerkstelling" in een managementfunctie van niet tot het bestuur behorende personen of van contractuele personeelsleden van de overheid bezwaarlijk in overeenstemming te brengen is met de artikelen 1, §§ 1 en 2, 2, § 1, en 21 van het APKB.".

---

(10) over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanduiding en de invulling van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten".

(11) Artikel 2, § 2, bevat nog een te dezen niet terzake doende uitzondering op dit beginsel.

(12) Het APKB voorziet niet in de mogelijkheid een einde te stellen aan het statutaire dienstverband bij beëindiging van een mandaatsfunctie.

(13) De gevallen waarin contractuele tewerkstelling mogelijk is, worden omschreven in artikel 2, § 1, tweede lid, van het APKB (zie ook, wat het federale ambtenarenstatuut betreft, artikel 4 van de wet van 22 juli 1993).

c) Overigens wordt er in geen enkele bepaling gesteld of de betrekking die het personeelslid vóór zijn aanwijzing als mandaathouder bekleedde door zijn aanwijzing vacant wordt - of onder bepaalde voorwaarden vacant kan worden verklaard - en of ze kan worden vervuld. Over de functie die het personeelslid in dat geval bij het verstrijken van zijn mandaat toegewezen kan krijgen, wordt niets bepaald. Er wordt alleen bepaald dat hij opnieuw de graad krijgt die hij voor de toekenning van zijn mandaat bekleedde (artikel 86, derde lid, van het ontwerp).

d) Hoewel bepaald wordt dat het mandaat eindigt na afloop van de termijn of na een tweede negatieve evaluatie - waardoor uitgesloten wordt dat de mandaatgever daaraan ad nutum een einde maakt -, wordt daarentegen niets gezegd over de mogelijkheid om daaraan om andere redenen, bijvoorbeeld wegens een vergrijp tegen de tucht, een einde te maken. Evenmin wordt gesteld of het voor een vastbenoemd personeelslid mogelijk is af te zien van zijn mandaat.

Kortom, los van de specifieke opmerkingen die hierna zullen worden gemaakt bij het onderzoek van deze of gene bepaling, vertoont het stelsel van het mandaat dat de stellers van het ontwerp hebben uitgewerkt verscheidene leemten en is het vatbaar voor kritiek. Het ontwerp zal in het licht hiervan opnieuw moeten worden bekeken.

4. Evaluatie

a) Algemene evaluatie

1. De Raad van State stelt zich vragen in verband met de uitvoerbaarheid van het in artikel 127 van het ontwerp vervatte evaluatiesysteem, dat hierna als algemene evaluatie zal worden bestempeld.

In tegenstelling tot het evaluatiesysteem dat krachtens het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 op de federale ambtenaren wordt toegepast en steunt op criteria die in twee categorieën zijn ondergebracht, de sleutel-criteria en de relevante criteria, voor welke criteria een precieze weging geldt, steunt het ontworpen systeem op criteria waarvoor geen wegingscoëfficiënten gelden, maar die leiden tot de toekenning van een van de vermeldingen "voldoende", "met voorbehoud" en "onvoldoende", waarbij die vermeldingen zelf niet gedefinieerd worden.

In het aldus ingevoerde systeem wordt niet bepaald hoe de algemene evaluatie van het personeelslid zal worden verkregen.

De rechtsleer heeft benadrukt dat vastgesteld was dat in de praktijk over het algemeen de beoordeling "zeer goed" werd toegekend en dat het praktische nut van de beoordeling bijgevolg zeer relatief was (14). In het verslag aan de Koning dat gevoegd was bij het oude koninklijk

(14) S. Gehlen, "La carrière" in "Précis de fonction publique", Bruylant, Brussel, 1994, blz. 268.

besluit tot bepaling van de algemene principes van 26 september 1994 wordt in dat verband het volgende vermeld :

> "Het systeem heeft echter voor de overheid niet de verwachte positieve gevolgen meegebracht die men ervan verwachtte in 1937. Wegens de te automatische aard van de waarderingscriteria kan het vandaag niet meer tot een werkelijke schifting leiden van de ambtenaren in de onderscheiden functies waarvoor ze bestemd zijn in de besturen noch tot de gepaste waardering van de meest bekwame ambtenaren".

Uit de aan de Raad van State bezorgde uitleg volgt dat de steller van het thans onderzochte ontwerp er inzake evaluatie vooral naar streeft de dialoog tussen het personeelslid en zijn meerdere te bevorderen. Daarom zou hij in een eerste fase geopteerd hebben voor een eenvoudige regeling, in de overtuiging dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering pas na verloop van tijd beter in staat zal zijn de vereisten van een meer genuanceerde evaluatie te bepalen.

De ontworpen bepalingen dienen echter nu reeds te worden aangevuld teneinde duidelijk te bepalen hoe de algemene evaluatie wordt verkregen en welk belang aan elk criterium afzonderlijk wordt gehecht. Zo niet, kan worden gevreesd dat de aldus ingestelde regeling niet leidt tot een in voldoende mate objectieve en genuanceerde evaluatie van elk personeelslid, waarin rekening wordt gehouden met de taken die het werkelijk op zich heeft moeten nemen.

2. Artikel 129 van het ontwerp bevat de criteria die voor de evaluatie zullen worden gehanteerd.

Doordat in het eerste lid van de ontworpen tekst de uitdrukking "met name" wordt gebruikt, wordt de indruk gewekt dat ook andere criteria zouden kunnen meespelen.

Dat is strijdig met het gelijkheidsbeginsel en het beginsel van non-discriminatie, die impliceren dat personeelsleden die zich in dezelfde juridische situatie bevinden op basis van dezelfde criteria moeten worden geëvalueerd.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de uitdrukking "met name" bijgevolg dient te vervallen.

2° Zogenaamde "aanvullende" evaluatie

Bovenop de algemene evaluatie waarvan in artikel 129 van het ontwerp sprake is en die "tot doel (heeft) de bekwaamheid en het gepresteerde werk van de ambtenaar in zijn huidige functie te waarderen", voorziet artikel 130 van het ontwerp in een "aanvullende" evaluatie die betrekking heeft op de geschiktheid van het personeelslid dat de vermelding "voldoende" heeft gekregen om grotere verantwoordelijkheden op zich te nemen, welke evaluatie "in het bijzonder" op drie criteria steunt :

- het plannings- en organisatievermogen;
- de communicatievaardigheid en
- de aanleg om anderen te motiveren.

Deze "aanvullende" evaluatie is, net als de algemene evaluatie, van bijzonder belang voor het verloop van de loopbaan van de ambtenaren. Artikel 68, tweede lid, van het ontwerp bepaalt immers dat wanneer verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken en ervaring kunnen laten gelden bij een bevordering "de voorkeur bepaald (wordt) door de waardering bedoeld in artikelen 129 en 130".

Op de vraag wat de strekking is van artikel 130 van het ontwerp hebben de gemachtigden van de minister bevestigd dat de aanvullende evaluatie bedoeld in deze bepaling wel degelijk verschilt van de algemene evaluatie bedoeld in artikel 129 van het ontwerp. Zij hebben bovendien gepreciseerd dat die aanvullende evaluatie niet systematisch voor alle ambtenaren zou plaatsvinden, maar alleen voor die welke de vermelding "voldoende" hebben gekregen; het is de bedoeling alleen de meest gemotiveerde ambtenaren aan te moedigen.

Die regeling van dubbele evaluatie is, zoals ze is uitgewerkt, nochtans vatbaar voor kritiek, aangezien ook hier weer de lijst van de gekozen criteria niet limitatief lijkt.

Zoals hiervoren benadrukt is voor de algemene evaluatie, dienen de criteria die voor deze tweede evaluatie worden gehanteerd krachtens het gelijkheidsbeginsel en het beginsel van non-discriminatie evenwel objectief en identiek te zijn voor de personeelsleden die zich in eenzelfde juridische situatie bevinden.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de uitdrukking "in het bijzonder" bijgevolg behoort te vervallen in artikel 130, tweede lid, van het ontwerp.

De aanvullende evaluatie zou moeten uitlopen op een eindbeoordeling waarvan de gradaties in de ontworpen tekst moeten worden bepaald opdat een objectieve en aan het gelijkheidsbeginsel beantwoordende vergelijkende beoordeling van de personeelsleden mogelijk wordt.

De tekst dient in het licht van deze opmerking te worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt erop gevestigd dat wat betreft de koninklijke besluiten die van toepassing gebleven zijn op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, er geen rekening dient te worden gehouden met de wijzigingen die de Koning in die besluiten heeft aangebracht vanaf 7 maart 1992 (datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 2000), behalve indien zulke wijzigingen door verwijzing opgenomen zijn in de verordeningsbepalingen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in hun geheel heeft aangenomen. Krachtens artikel 4 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, artikel 9 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en artikel 64 van het voormelde koninklijk besluit van 26 september 1994 is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering immers op die datum alleen bevoegd geworden om de rechtspositionele bepalingen te wijzigen die op de personeelsleden van het Gewest van toepassing zijn.

2. Er moet worden verwezen naar alle bepalingen waarbij aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bevoegdheid wordt opgedragen om de ontworpen rechtspositionele regels vast te leggen, inzonderheid die welke

opgenomen zijn in wetten of ordonnanties tot oprichting van de betrokken instellingen.

Na het lid waarin wordt verwezen naar de wet van 16 maart 1954 dienen derhalve de volgende leden te worden ingevoegd :

"Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, inzonderheid op artikel 27, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1989, inzonderheid op artikel 1, § 2;

Gelet op artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid op artikel 8, tweede lid; (15)

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 1991 houdende coördinatie van de wetten van 28 december 1984 en van 26 juni 1990 betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, inzonderheid op de artikelen 9 en 16;

---

(15) Dat lid wordt niet opgenomen indien de stellers van de ontworpen bepaling besluiten het personeel van die dienst niet binnen de werkingssfeer van het ontwerp te laten vallen.

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 17, vierde lid;

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, inzonderheid op artikel 3, § 1;".

3. <u>Formele correcties die in de aanhef moeten worden aangebracht</u>

a) In de Franse tekst van het lid waarin wordt verwezen naar het besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen dient na het woord "arrêté" het woord "royal" te worden toegevoegd.

b) Het koninklijk besluit van 7 december 1988 betreffende de hiërarchisce indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij titularis kunnen zijn is opgeheven en vervangen bij het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 oktober 1993 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij titularis kunnen zijn.

De verwijzing in de aanhef naar het eerste besluit dient dus te vervallen en er moet een nieuw lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het voormelde besluit

van 21 oktober 1993, met dien verstande dat de regelingen waarnaar verwezen wordt naar tijdsorde moeten worden gerangschikt.

c) Na de woorden "Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1989 tot bepaling van de graden van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest" moeten de woorden", gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 17 december 1992;" worden toegevoegd.

d) Na de woorden "Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 maart 1992 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Brusselse Gewestelijke Dienst Voor Arbeidsbemiddeling titularis kunnen zijn" dienen de woorden ", gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juli 1997;" te worden toegevoegd.

e) Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 oktober 1992 houdende bijzondere bezoldigingsbepalingen voor het Ministerie en sommige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is opgeheven bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het lid waarin wordt verwezen naar het eerste van deze besluiten dient dus te vervallen. Naar het tweede wordt overigens toch verwezen.

f) In het lid waarin wordt verwezen naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 8 april 1993 tot vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van de Haven van Brussel dienen de woorden "gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 2000" te worden toegevoegd.

g) In het lid waarin wordt verwezen naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 oktober 1993 tot vaststelling van het statuut van de opdrachthouders bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij dienen in de Franse tekst na de woorden "la société" de woorden "du logement" te worden toegevoegd.

h) Na de woorden "Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" dienen de woorden "gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 1998" te worden toegevoegd.

i) Aangezien, zoals in algemene opmerking I, 6, betreffende het administratief statuut aangegeven is, het operationeel personeel van de Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet binnen de werkingssfeer van het ontworpen besluit mag

vallen, is er geen grond om in de aanhef te verwijzen naar de specifieke bepalingen betreffende deze instelling.

De leden waarin wordt verwezen naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 februari 1995 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, gewijzigd bij de besluiten van 22 oktober 1998 en 26 november 1998, naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 1998 tot aanvulling voor wat de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp betreft, van het besluit van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringend Medische Hulp en naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 maart 1999 tot aanvulling voor wat de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp betreft, van het besluit van 21 oktober 1993 betreffende de loopbaan en de evaluatie van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dienen dus te vervallen.

j) In de aanhef dienen twee als volgt geredigeerde leden te worden ingevoegd, rekening houdend met de rangschikking naar tijdsorde van de regelingen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1991 betreffende het onthaal en de opleiding van het rijkspersoneel;".

"Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 mei 2000 tot wijziging van de samenstelling van de Directieraad van het Brussels Instituut voor het Milieubeheer;".

5. De aanhef dient in fine, na het lid waarin wordt verwezen naar het advies van "de Inspectie van Financiën", als volgt gesteld te worden :

"Gelet op het protocol nr. 104/3 van 8 december 1998 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de protocollen nrs. 98/22 en 2000/15 van 6 november 1998 en van (datum van het protocol nr. 2000/15) van Sectorcomité XV;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 2 februari 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 februari 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Pensioenen van 10 juli 2000;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

Gelet op het advies van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest, bevestigd bij het advies van 26 mei 2000;

Gelet op het advies van het Brussels Instituut voor Milieubeheer van 27 april 2000;

Gelet op het advies van de directieraad van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van 16 mei 2000; (16).

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij van 23 mei 2000;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel van 26 mei 2000;

Gelet op het besluit van de regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies nr. 30.491/4 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

---

(16) Dit lid wordt niet vermeld indien de stellers van de ontworpen regeling besluiten het personeel van deze dienst niet binnen de werkingssfeer van het ontwerp te laten vallen.

Op voorstel van de Minister belast met Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging;".

Dispositief

Artikel 1

1. De formulering van onderdeel 1° kan als volgt vereenvoudigd worden :

"1° de instellingen : de instellingen van openbaar nut van categorie A en van categorie B van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;".

2. De definitie in onderdeel 2° is overbodig en mag vervallen.

3. In onderdeel 4° dienen de woorden "krachtens de bevoegdheden die hij uitoefent" te worden vervangen door de woorden "naargelang van de aangelegenheden die hem worden toebedeeld".

Artikel 2

In deze bepaling wordt het toepassingsgebied van het ontworpen besluit omschreven. Wat betreft de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën en Net Brussel-Gewestelijk Agentschap voor Netheid, wordt verwezen naar algemene opmerking I, 1, 6 en 7, in verband met boek I.

Artikel 3

Het is de Raad van State niet duidelijk waartoe het tweede lid dient, gelet op artikel 2, § 1, van het ontwerp.

Artikel 7

In deze bepaling van het ontwerp worden de verschillende graden bepaald die voortaan bekleed worden door de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut waarop het ontworpen statuut betrekking heeft. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die worden gemaakt over de bepalingen van het ontwerp waarin de omzetting van graden wordt geregeld.

Artikel 9

Er wordt verwezen naar algemene opmerking III, 2, in verband met boek I.

Artikel 10

Dit artikel bepaalt dat de dienst belast met het human resources management de functiebeschrijvingen opstelt en ter goedkeuring voorlegt aan de directieraad.

Bij iedere functiebeschrijving worden de vereiste kwalificaties vermeld, namelijk het geheel van de kennis en de vaardigheden die vereist zijn om de functie uit te oefenen.

In advies 30.329/2/V van 26 juli 2000 over een soortgelijke wijziging in artikel 9, tweede lid, van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 heeft de afdeling wetgeving zich als volgt uitgelaten :

> "De wijziging van artikel 9, tweede lid, van het besluit van 6 mei 1999 houdt in dat de vereiste kwalificaties niet langer op basis van de graden, maar naargelang van de uit te oefenen functie worden bepaald.
>
> De Raad van State vraagt zich bijgevolg af of die kwalificaties wel afgestemd zijn op de graden van de ambtenaren.
>
> Voor het verloop van de loopbaan van de ambtenaren kan die regeling tot gevolg hebben dat een ambtenaar geen toegang heeft tot een functie, hoewel hij de graad bezit die voor het uitoefenen ervan vereist wordt. Daarentegen wordt het voor een ambtenaar mogelijk een functie uit te oefenen omdat hij de vereiste kwalificaties bezit, ook al heeft hij niet de graad om tot die functie te worden toegelaten.
>
> Degenen die de ontworpen bepaling in de praktijk moeten omzetten, moeten er bijzonder waakzaam op toezien dat het gelijkheidsbeginsel in acht wordt genomen.".

Over de ontworpen bepaling dient dezelfde opmerking te worden gemaakt.

Artikel 12

Deze bepaling zou beter als volgt gesteld worden :

"Art. 12. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn respectievelijk met de graad van directeur-generaal en van adjunct-directeur-generaal bekleed.".

De aandacht wordt erop gevestigd dat bij de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën het beheer van dat fonds rechtstreeks opgedragen wordt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zonder dat daarbij leidend ambtenaren worden aangesteld.

Door alle bepalingen van het onderhavige statuut toepasselijk te verklaren op het voormelde Fonds, wijzigt de Regering bijgevolg impliciet de voormelde ordonnantie van 8 april 1993 en overschrijdt ze haar bevoegdheden.

Er wordt verwezen naar algemene opmerking I, 1, in verband met boek I.

Artikel 13

Deze bepaling wordt niet onderzocht omdat ze volgens de afdeling wetgeving van de Raad van State niet van reglementaire aard is.

Artikel 15

In deze bepaling wordt verwezen naar artikel 27 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes. Zoals reeds in algemene opmerking II, in verband met boek I, onderstreept is, dient deze bepaling te worden herzien omdat het - nieuwe - koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes geen gelijksoortige bepaling bevat.

Artikel 16

1. Het eerste lid dient te vervallen omdat het niet regelgevend is.

2. Het tweede lid luidt als volgt :

"Bij de directieraad kan elke aangelegenheid die betrekking heeft op de organisatie van de instelling aanhangig gemaakt worden voor advies door één van haar leden."

Een soortgelijke bepaling hoort niet thuis in het ontworpen besluit doordat ze betrekking heeft op de organisatie van instellingen van openbaar nut, waarvoor de

wetgever bevoegd is krachtens artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. In de meeste wetteksten waarbij de bewuste instellingen opgericht zijn, worden het beheer of de organisatie ervan overigens over het algemeen opgedragen aan de ingestelde organen.

Uit deze twee opmerkingen volgt dat het artikel dient te vervallen.

Artikelen 17 en 19

Bij artikel 17 wordt een gemeenschappelijke commissie van beroep voor alle instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgericht, die bevoegd is "voor de beroepen inzake stage, evaluatie, afwezigheden, verloven, disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid" (artikel 18 van het ontwerp).

Artikel 19 stelt de samenstelling ervan vast.

Deze samenstelling is echter niet zeer duidelijk wat de aanwezigheid van de plaatsvervangende leden betreft.

Er dient immers beter te worden aangegeven in welke omstandigheden de plaatsvervangende leden zitting moeten hebben.

Artikel 24

In deze bepaling wordt verwezen naar artikel 24 van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, waarbij de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken opgericht wordt.

Deze instelling zal eveneens bevoegd zijn voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut.

In het tweede lid wordt bepaald dat deze Hoge Raad bevoegd is voor alle taken die hem bij het ontworpen statuut worden opgedragen, maar ook voor de bijkomende taken waarmee hij door de Regering wordt belast.

Deze taak moet in haar geheel in het dispositief zelf van het ontworpen besluit worden vastgelegd.

De tweede zin van dit lid dient te vervallen, omdat het niet regelgevend is.

Artikel 28

Naar luid van deze bepaling heeft de reserve die naar aanleiding van een wervingsexamen aangelegd is een geldigheidsduur van drie jaar.

Deze duur kan evenwel worden gewijzigd, maar de kandidaten dienen hiervan in kennis gesteld te worden. In de

tekst wordt echter niet aangegeven hoe die kennisgeving zal geschieden.

Er wordt eveneens verwezen naar algemene opmerking II, 1, in verband met boek I, wat het optreden van de Vast Wervingssecretaris betreft.

Artikel 29

Gelet op artikel 9, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 is het verkieslijk in onderdeel 1° van het tweede lid gewag te maken van "specifieke voorwaarden", veeleer dan van "bijzondere voorwaarden".

Er wordt verwezen naar algemene opmerking II, 1, in verband met boek I.

Artikel 31

Er wordt verwezen naar algemene opmerking III, 3, in verband met boek I.

Artikel 32

1. In het derde lid dient thans te worden verwezen naar artikel 9, § 4, derde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000.

Krachtens deze bepaling hebben de personeelsleden op proef onder meer recht op dezelfde administratieve standen als de vast benoemde ambtenaren. Het personeelslid op proef heeft aldus recht op jaarlijks vakantieverlof, verlof op feestdagen, bevallingsverlof indien hij van het vrouwelijk geslacht is, ziekteverlof en disponibiliteit wegens ziekte.

De dagen omstandigheidsverlof, het verlof om te zorgen voor een onder hetzelfde dak wonend persoon die ernstig ziek is of een ongeval heeft gehad, het verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet of nog het verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat vallen daarentegen niet onder het voormelde artikel 9, § 4, derde lid.

Het tweede lid dient bijgevolg anders te worden geformuleerd.

2. Zoals de afdeling wetgeving in advies nr. 30.329/2/V heeft opgemerkt, rijst overigens de vraag of verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet of voor het uitoefenen van een politiek mandaat verenigbaar is met het beginsel zelf van de proeftijd.

3. Ten slotte is in deze bepaling nog sprake van verlof wegens invaliditeit of van disponibiliteit wegens gebrekkigheid.

Deze begrippen komen evenwel niet meer als dusdanig voor in het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, daar in de artikelen 41 tot 46, §§ 1 en 2, ervan het begrip ziekteverlof en in de artikelen 65 tot 67 het begrip disponibiliteit wegens ziekte worden gebruikt, welke artikelen toepasselijk worden verklaard bij artikel 17, 3° en 4°, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000.

Dezelfde opmerking geldt voor de opschriften van onderafdeling 2 van afdeling 3 van hoofdstuk I van Titel III, van hoofdstuk VI van dezelfde titel, van afdeling 3 van hetzelfde hoofdstuk van dezelfde titel, en voor de artikelen 221, eerste lid, 6°, 227, eerste lid, 230, tweede lid, 231 en 234 van het ontwerp.

Artikel 33

1. Was onder de gelding van de vroegere algemene beginselen, inzonderheid van artikel 1, § 3, 5°, van het koninklijk besluit van 26 september 1994, de Sociaal-Medische Rijksdienst bevoegd om de lichamelijke geschiktheid van de toekomstige ambtenaren te controleren, thans is dit niet meer het geval.

Dit betekent dat het de deelentiteiten vrij staat hun eigen systeem van medische controle te organiseren of een beroep te blijven doen op de diensten van de Sociaal-Medische Rijksdienst.

In dit verband wordt verwezen naar algemene opmerking II, in verband met boek I.

2. Paragraaf 2 bepaalt dat de geslaagde voor een wervingsexamen niet "tot benoeming kan worden toegelaten" indien hij niet voldoet aan de voorwaarden inzake de lichamelijke geschiktheid voor het ambt en de graad waarvoor hij solliciteert.

De ontworpen tekst bepaalt dat hij in dat geval ambtshalve wordt ontslagen en dat met de betrokkene een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde tijd wordt afgesloten.

In zijn advies nr. 30.329/2/V heeft de Raad van State opgemerkt dat het niet duidelijk is waarom iemand die geslaagd is voor het vergelijkend examen, ambtshalve ontslagen wordt als hij nog niet benoemd is.

Dat ambtshalve ontslag mag bijgevolg alleen gelden voor personen die al tot ambtenaar zijn benoemd.

Voor personen op proef moet het begrip "ontslag" in plaats van het begrip "ontslag van ambtswege" worden gebruikt.

Artikel 36

In deze bepaling wordt artikel 35 van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 nagenoeg volledig overgenomen.

In die bepaling staat dat het personeelslid op proef aangesteld wordt in "een met zijn kwalificatie overeenstemmende vacante betrekking".

Deze precisering komt niet voor in artikel 36 van het ontwerp.

Volgens de gemachtigden van de Minister gaat het om een vergetelheid; de bepaling dient in die zin te worden aangevuld.

Artikel 38

1. De woorden "bevoegde hiërarchische meerdere" dienen nader te worden uitgelegd.

2. Krachtens artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 bepaalt het statuut de nadere regels, de duur, het te volgen programma en de evaluatiecriteria wanneer in een proeftijd wordt voorzien.

In artikel 38 wordt bepaald dat het personeelslid op proef een opleiding moet volgen, maar wordt de inhoud ervan niet vastgesteld.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat in die opleiding voorzien wordt in het jaarlijks vormingsplan (lees : opleidingsplan) waarvan in artikel 261, 2°, van het ontwerp sprake is.

In deze laatste bepaling wordt de inhoud van dat opleidingsplan evenwel niet nader gepreciseerd.

De bepaling dient bijgevolg in die zin te worden aangevuld dat het de programma's die tijdens die opleiding moeten worden gevolgd nader omschrijft.

3. Evenzo moet in artikel 39 van het ontwerp het begrip "bijkomende vormingsactiviteiten" (lees : opleidingsactiviteiten) beter worden omschreven.

Artikel 41

Krachtens deze bepaling moeten personen in proeftijd van de niveaus A en B een eindverhandeling opstellen over een onderwerp dat bepaald is in overleg met de "bevoegde hiërarchische meerdere" en de dienst belast met de opleiding.

In de ontworpen bepaling staat niet wie die verhandeling zal evalueren; is dat de "bevoegde hiërarchische meerdere" of de ambtenaar die de leiding heeft over de persoon in proeftijd, met dien verstande dat de "bevoegde

hiërarchische meerdere" niet rechtstreeks meewerkt aan het opstellen van de verslagen over de proeftijd ?

Deze bepaling moet op dat punt worden verduidelijkt.

Artikel 50

Het ontworpen tweede lid is voor zover het betrekking heeft op de ambtenaar die belast is met de leiding over de persoon in proeftijd, overbodig in het licht van het eerste lid.

Anderzijds lijkt de ontworpen bepaling de "bevoegde hiërarchische meerdere" van de dienst waarbij de persoon in proeftijd is aangesteld, uit te sluiten van het verhoor door de commissie van beroep. Is dit de bedoeling van de steller van het ontwerp ?

Zo niet, dan behoort die bepaling te worden gewijzigd zodat de commissie van beroep ook andere personen kan horen dan degenen die erin zijn opgesomd.

Artikel 53

Deze bepaling is enigszins gebaseerd op artikel 9, § 4, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000. De opzeggingstermijn van drie maanden is evenwel niet van toepassing wanneer de persoon in proeftijd wegens een ernstige tekortkoming ontslagen wordt.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 59

1. Artikel 59 regelt de manier waarop de vacante betrekkingen ter kennis van de personeelsleden worden gebracht.

In paragraaf 1 wordt bepaald dat de informatie per dienstnota ter kennis wordt gebracht en dat de personeelsleden de ontvangst ervan bevestigen.

Opdat geheel de tekst van artikel 59 coherent zou zijn, is het beter niet te voorzien in een bericht van ontvangst, maar in paragraaf 1 dezelfde formule te gebruiken als in paragraaf 2, luidens welke de termijn van indiening van de kandidaturen ingaat de dag waarop de ambtenaar zijn visum heeft aangebracht op de dienstnota.

2. Voorts moet in paragraaf 3 de betekenis van de woorden "een uiteenzetting over de elementen die de kandidatuur staven" worden verduidelijkt.

Indien het erom gaat de kennis en de vaardigheden van de kandidaten in het licht te stellen ten opzichte van de vereiste bekwaamheidsbewijzen, dient dit uitdrukkelijk te worden gezegd.

Artikel 63

De Raad van State stelt vast dat krachtens artikel 63 de betrekkingen van directeur, ingenieur-directeur en wetenschappelijk directeur in rang A3 openstaan voor personeelsleden van rang A2 en rang A1 die ten minste negen jaar niveau-anciënniteit hebben.

Met andere woorden, een personeelslid van rang A1 heeft evenveel kans als een personeelslid van rang A2 om tot rang A3 te worden bevorderd.

De Raad van State vraagt zich af of deze bepaling logisch aansluit bij de hiërarchische indeling van de loopbaan van de personeelsleden.

Artikel 64

Deze bepaling machtigt de Regering om voor de betrekkingen van rang A3 ambtenaren te werven die ressorteren onder andere deelentiteiten of onder de federale Staat.

Deze mogelijkheid vloeit voort uit artikel 13 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, dat het volgende bepaalt :

> "Er kan een beroep worden gedaan op een ambtenaar van een andere overheid onder de voorwaarden vastgesteld door het statuut dat het personeel beheerst dat onder de benoemende overheid ressorteert.".

De bepaling van het ontwerp is evenwel te onduidelijk. Er moet duidelijk aangegeven worden onder welke voorwaarden zulke aanwerving moet plaatsvinden en wie zal nagaan of de bevorderingsvoorwaarden overeenstemmen.

Het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes gaat uit van de filosofie dat interne aanwerving moet worden bevorderd en dat de eerbiediging van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie moet worden gewaarborgd door een vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de gegadigden voor openbare ambten.

Er dient rekening te worden gehouden met het geval waarin die ambtenaren aangeworven worden door "SELOR - Selectiebureau van de federale overheid". In dit verband wordt verwezen naar algemene opmerking II, 1, in verband met boek I.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 65

Deze bepaling is te onduidelijk. Een van de belangrijkste innovaties van het ontworpen statuut betreft immers een actieve opleiding van de ambtenaren, waarbij ze ertoe aangezet worden houder te worden van een "managementbrevet", dat in aanmerking wordt genomen in het kader van bevorderingen.

.../...

Volgens de verstrekte uitleg zullen de voorwaarden voor het verkrijgen van zulk een brevet opgenomen worden in een afzonderlijk besluit van de Regering.

Uit het oogpunt van de coherentie en van de rechtszekerheid zou het echter wenselijk zijn alle nadere bepalingen op te nemen in het ontworpen besluit zelf, veeleer dan op zich staande teksten uit te vaardigen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 72 en 82.

Artikel 67

In paragraaf 2 wordt gewag gemaakt van betrekkingen waarvoor een wetenschappelijke graad vereist wordt.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat deze wetenschappelijke graden bestaan bij het Brussels Instituut voor Milieubeheer.

In artikel 7 van het ontwerp worden deze wetenschappelijke graden echter niet nader bepaald. Ze moeten derhalve uitdrukkelijk worden vermeld, zoals aangegeven is bij algemene opmerking I, 5, in verband met boek I.

Artikel 68

Artikel 68, tweede lid, bepaalt dat indien verscheidene kandidaten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken en ervaring bij een bevordering kunnen laten gelden, de voorkeur wordt bepaald door de evaluatie bedoeld in de artikelen 129 en 130 van het ontwerp.

De Raad van State vraagt zich evenwel af of deze evaluatie bepalend kan zijn wanneer de Regering, zoals gesteld in artikel 64 van het ontwerp, een beroep doet op ambtenaren die niet behoren tot de Brusselse overheidsdiensten, dus op ambtenaren die niet noodzakelijkerwijs geëvalueerd worden volgens dezelfde criteria als die welke worden bepaald bij de voormelde artikelen 129 en 130.

De vergelijking van de aanspraken en verdiensten kan daardoor bemoeilijkt worden.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking III, 4, in verband met boek I.

De bepaling moet op dat punt worden herzien.

Artikel 69

De bedoeling is de werkwijze van de kennisgeving van de benoemingsvoorstellen van de directieraad te vervangen door dienstnota's.

Het is dan ook beter te werken met een verklaring dat de dienstnota gezien is, dan in het tweede lid te

spreken van een ontvangstmelding. In het derde lid van zijn kant mag er geen gewag meer worden gemaakt van een kennisgeving; deze bepaling dient op dit punt eveneens te worden herzien.

Deze opmerkingen gelden ook voor artikel 75 van het ontwerp.

Artikel 73

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de directieraad de aanspraken en de ervaring van de kandidaten voor bevorderingen tot een graad van rang B2, C2, D2 en E2 niet in aanmerking neemt.

Artikelen 77 tot 80

Er wordt verwezen naar algemene opmerking III, 2, in verband met boek I.

Artikel 79

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking van het derde lid van paragraaf 1 is.

De paragrafen 2 en 3 voorzien bovendien in de toekenning van hogere weddeschalen aan ambtenaren met de

graad van geneesheer die een bepaald aantal jaren graadanciënniteit hebben.

Dit verschil in behandeling, wat de graadanciënniteit betreft, dient objectief te worden gewettigd ten aanzien van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Artikel 80

1. Het eerste lid bepaalt als voorwaarde voor een versnelde functionele loopbaan dat de ambtenaar vrijwillig een of meer beroepsopleidingsprogramma's die overeenstemmen met zijn niveau met goed gevolg moet voleindigen.

In deze bepaling wordt niets gezegd over de criteria op basis waarvan zal worden nagegaan of de opleiding al dan niet met goed gevolg doorlopen is.

De vraag rijst of daarbij alleen zal worden nagegaan of de ambtenaar de opleidingen regelmatig bijwoont of welke uitslagen hij heeft behaald indien er in het kader van die opleidingen examens worden georganiseerd.

2. Deze bepaling voorziet, evenals artikel 79, § 2, tweede lid, en § 3, in een hogere inschaling voor ambtenaren met de graad van geneesheer.

Ook hier dient dit verschil in behandeling objectief te worden gewettigd.

Artikelen 81 tot 96

Er wordt verwezen naar algemene opmerking III, 3, in verband met boek I.

Artikel 82

Krachtens deze bepaling moeten de kandidaten voor een mandaat vooraf houder zijn geworden van een managementbrevet dat overeenstemt met de eisen voor de uitoefening van de vacant verklaarde betrekking.

Het staat aan de Regering de nadere regels voor de toekenning van dit brevet te bepalen.

In dit verband wordt opnieuw verwezen naar de opmerking in verband met artikel 65 van het ontwerp.

De afdeling wetgeving constateert aldus dat verschillende bepalingen van het ontwerp onvolledig en, bijgevolg, onduidelijk blijven.

Artikel 84

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom dit artikel niet doelt op de onmogelijkheid om het mandaat uit te oefenen wegens een tuchtstraf die aan de mandaathouder opgelegd is, zoals de schorsing, de terugzetting in graad of de afzetting om tuchtredenen.

Verder is het niet juist te stellen dat het mandaat tijdelijk aan een ander ambtenaar wordt toevertrouwd zodra deze aangesteld is om een hoger ambt uit te oefenen.

Deze ambtenaar kan immers niet worden gelijkgesteld met een mandaathouder, aangezien hij niet in die hoedanigheid aangesteld is. Het is derhalve correcter te bepalen dat het ambt dat door de mandaathouder vervuld wordt, uitgeoefend wordt door een ander ambtenaar.

Artikel 85

Met het oog op een eenvormige terminologie dienen in de Franse tekst de woorden "détenteur de mandat" te worden vervangen door het woord "mandataire".

Deze opmerking geldt eveneens voor de Franse tekst van hoofdstuk III, "De l'évaluation des détenteurs de mandat", onder titel V van boek I.

Artikel 86

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat in deze bepaling ook het geval van een ziekte van lange duur van meer dan zes maanden moet worden vermeld.

Artikel 87

Volgens deze bepaling kan de Regering mandaten openstellen voor ambtenaren "van het Ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

Hoewel dit in het licht van de nieuwe algemene principes toegestaan is, moet worden bepaald welke rechtspositionele regels van toepassing zijn op deze ambtenaren tijdens de duur van hun detachering.

In het onderhavige geval echter wordt in het ontworpen besluit verwezen naar een ander besluit waarin die nadere regels moeten worden bepaald.

Het ontworpen besluit is opnieuw onvolledig op een essentieel punt.

Artikel 89

Krachtens artikel 83 van het ontwerp staat het aan de bevoegde overheid, vooraleer ze een mandaat toekent, de doelstellingen te bepalen die tijdens dit mandaat bereikt moeten worden.

In artikel 89, § 1, tweede lid, 3°, wordt bepaald dat in de oproep tot kandidaten in het Belgisch Staatsblad onder meer het volgende wordt vermeld : "de adresgegevens van de personeelsdienst waar een functiebeschrijving van de te begeven betrekking en de omschrijving van de doeleinden bedoeld in artikel 83, eerste lid bekomen kunnen worden".

In haar advies nr. 30.329/2/V heeft de afdeling wetgeving onderstreept dat uit deze bepaling blijkt dat kandidaten eerst kennis zullen hebben van de functie-beschrijving en de doeleinden van het mandaat als ze zich vooraf tot de personeelsdienst wenden.

Hoe kunnen kandidaten echter belangstelling voor een vacature tonen als ze zelfs niet weten wat de functie inhoudt en welke doelstellingen in het kader van het mandaat moeten worden bereikt ?

De termijn van vijftien werkdagen waarin paragraaf 2 voorziet, lijkt te kort indien de kandidaat niet alleen bij de personeelsdienst inlichtingen moet inwinnen maar ook op basis van die inlichtingen een beheersplan moet opstellen dat bij zijn kandidatuur moet worden gevoegd, zoals in paragraaf 3 gepreciseerd wordt.

Artikel 90

In paragraaf 1, eerste lid, moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

Artikel 91

In zijn advies nr. 30.329/2/V heeft de Raad van State zich afgevraagd wat met de woorden "een beschrijvende beoordeling" wordt bedoeld.

De gemachtigde van de minister heeft indertijd verklaard dat deze woorden tot doel hebben de Hoge Raad voor Ambtenarenzaken te verplichten omstandige en beredeneerde adviezen over de kandidaturen te verstrekken. Zo bijvoorbeeld mag hij als beoordeling niet gewoon een cijfer toekennen.

Het is dus beter te bepalen dat het advies van de Hoge Raad voor Ambtenarenzaken omstandig en nauwkeurig moet zijn.

Artikel 93

In de eerste zin van het derde lid dient te worden geschreven "De betrokkenen tekenen de dienstnota voor ontvangst".

Artikel 94

Om de redenen die reeds aangegeven zijn in verband met artikel 69 van het ontwerp, dient in het eerste lid de term "kennisgeving" te vervallen, gelet op het tweede lid,

dat bepaalt dat de ambtenaar zijn visum moet aanbrengen op de dienstnota.

Artikel 98

Het is de Raad van State niet duidelijk wat bedoeld wordt met de woorden "Onverminderd de toepassing van artikel 348 van dit besluit".

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat deze vermelding kan vervallen.

Artikel 103

Deze bepaling is al te vaag. Zij moet de inhoud van het gesprek nader omschrijven.

Artikel 104

Deze bepaling is onduidelijk wat de precieze inhoud betreft van de examengedeelten waarvan sprake is in de onderdelen 1° en 2°.

Het staat aan de Regering om de stof vast te stellen waarop de examengedeelten betrekking hebben, alsook de voorwaarden voor toekenning van de brevetten.

Het derde en het vierde lid zijn niet duidelijk. Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat een voorlopig brevet wordt uitgereikt wanneer de ambtenaar tussen 50 en 60 % van de punten heeft behaald. Dat brevet heeft een geldigheidsduur van zes jaar. Gedurende deze periode moet de ambtenaar deelnemen aan nieuwe examens om zijn uitslagen te verbeteren. Indien de nieuwe uitslag 60 % bedraagt, wordt het brevet definitief uitgereikt; indien het daarentegen minder dan 60 % en ten minste 50 % bedraagt, wordt voor een periode van zes jaar een nieuw voorlopig brevet uitgereikt.

Deze bedoeling wordt niet correct weergegeven in het dispositief van het ontwerp. De formulering van deze twee leden dient derhalve te worden herzien.

Wat ten slotte de vermelding van het Vast Wervingssecretariaat betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking II, 1, in verband met boek I. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 107.

Artikel 107

Deze bepaling moet eveneens nadere toelichtingen bevatten over de inhoud van het algemene gedeelte en het specifieke gedeelte.

Artikel 109

Deze bepaling moet de inhoud van het examen nader omschrijven.

Artikel 110

Er wordt verwezen naar de bijzondere opmerking die bij artikel 84 van het ontwerp gemaakt is.

Artikelen 119 tot 142

Er wordt verwezen naar algemene opmerking III, 4, in verband met boek I.

Artikel 119

Terwijl krachtens artikel 25, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 24 september 1994 tot bepaling van de algemene principes de evaluatie moet geschieden door ten minste twee hiërarchische meerderen met een verschillende rang, onder wie de onmiddellijke meerdere, is dit vereiste niet meer vastgelegd in de nieuwe algemene principes.

De steller van het ontwerp dient derhalve na te gaan of de ontworpen tekst al dan niet behoeft te worden aangepast.

Artikel 120

Er moet worden gepreciseerd wat wordt verstaan onder "een aangepaste opleiding".

Artikelen 121 en 124

In het derde lid van artikel 121 is sprake van het "persoonlijk dossier" van de ambtenaar, terwijl in artikel 124 het woord "evaluatiedossier" voorkomt.

De gemachtigden van de Minister zijn van mening dat het persoonlijk dossier van de ambtenaar in feite zijn volledig administratief dossier is, terwijl het evaluatiedossier de "individuele evaluatiebladen" bevat.

Deze bepalingen dienen op dit punt te worden verduidelijkt.

Artikel 121

Er wordt eveneens verwezen naar de bijzondere opmerking bij artikel 38.

Artikel 125

Worden in deze bepaling eveneens de hiërarchische meerderen bedoeld die onder andere overheidsdiensten ressorteren ?

Deze bepaling moet op dat punt explicieter zijn.

Artikel 127

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom, zoals in paragraaf 1 bepaald wordt, tijdens het gesprek met de bevoegde hiërarchische meerdere bij het begin van de evaluatieperiode en telkens wanneer een ambtenaar een nieuwe functie gaat bekleden aan de ambtenaar geen doelstellingen worden opgelegd, terwijl dit voortvloeit uit paragraaf 2, 3°, van hetzelfde artikel wat de latere evaluatieperiodes betreft.

Artikel 129

Zoals reeds onderstreept is in algemene opmerking III, 4, in verband met boek I, moeten alle evaluatiecriteria in de bepaling worden opgesomd.

Deze bepaling dient bijgevolg te worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 130 van het ontwerp.

Artikel 130

In het eerste lid dient het begrip "inschatting" te worden vervangen door het begrip "evaluatie"; dezelfde opmerking geld voor artikel 139, eerste lid.

Artikelen 135 en 136

Deze bepalingen regelen de beroepsprocedure voor de mandaathouders in verband met de evaluatie.

De Raad van State stelt vast dat ofwel de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal, ofwel de Regering zich uitspreken over dat beroep.

Krachtens artikel 18 van het ontwerp echter is de gemeenschappelijke commissie van beroep inzake ambtenarenzaken bevoegd om kennis te nemen van beroepen inzake evaluatie.

Moet er derhalve van uitgegaan worden dat de artikelen 135 en 136 van het ontwerp de bevoegdheid van de genoemde commissie uitsluiten, dan wel dat het gaat om een appelprocedure naar aanleiding van het eerste beroep ?

De bepalingen moeten op dit punt worden verduidelijkt.

Artikelen 138, 139 en 140

Bij deze bepalingen is uitgegaan van de vroegere algemene principes waarbij een onderscheid werd gemaakt tussen beroepen wegens vormgebreken en beroepen ten gronde.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of deze bepalingen al dan niet niet behoeven te worden aangepast aan de nieuwe algemene principes, die niet meer voorzien in een dergelijk onderscheid.

Artikel 141

De Raad van State vraagt zich af of deze bepaling bestaanbaar is met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie in zoverre de gevolgen verbonden aan de vermelding "met voorbehoud" in die bepaling alleen voor de ambtenaren gelden die aanspraak hebben op de "functionele loopbaan", te weten de ambtenaren die een wervingsgraad bekleden.

Artikel 142

Deze bepaling regelt slechts summier de procedure tot verklaring van beroepsongeschiktheid.

Ze geeft bijvoorbeeld geen nadere uitleg over de rechten van verdediging in deze procedure, noch over de na te leven termijnen.

Ze dient in dit opzicht te worden aangevuld.

Krachtens artikel 24 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 bepaalt het statuut tevens de voorwaarden waaronder aan de ambtenaar een vergoeding kan worden verleend in geval van ontslag wegens definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid.

Artikel 143

Het eerste lid heeft geen echte juridische strekking en dient te vervallen.

Artikel 149

Moet het ontworpen tweede lid zo begrepen worden dat het de dienst die belast is met het human resources management toestaat geen gevolg te geven aan een bepaalde mutatieaanvraag, zodat de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van die mutatieaanvraag helemaal niet op de hoogte zouden worden gebracht ?

Waarom niet bepalen dat de dienst belast met het human resources management zijn advies uitbrengt over alle mutatieaanvragen, en dat advies samen met de mutatieaanvraag overzendt aan de overheid genoemd in artikel 145 van het ontwerp ?

Volgens de gemachtigden van de minister is het de bedoeling de dienst belast met het human resources management te responsabiliseren en die dienst het recht toe te

kennen om zijn veto te stellen tegen bepaalde mutatieaanvragen.

De Raad van State vraagt zich evenwel af of deze regeling logisch is, daar als de directeurs-generaal bevoegd zijn om over de mutaties te beslissen, ze noodzakelijkerwijs ook bevoegd moeten zijn om ze af te wijzen.

Ook dient nader te worden bepaald onder welke voorwaarden een mutatieaanvraag afgewezen kan worden.

Artikel 154

De Raad van State vraagt zich af wat de zin is van het tweede lid, dat een herplaatsing lijkt toe te staan naar gelang van de personeelsbehoeften zonder dat er eerst een vacature is.

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om een verschrijving; het voegwoord "of" moet worden vervangen door het voegwoord "en".

TITEL VII. ADMINISTRATIEVE RECHTSPOSITIES, AFWEZIGHEDEN EN VERLOVEN

Deze titel van het ontwerp handelt inzonderheid over de verloven die kunnen worden genomen door de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In dit verband dient de aandacht van de steller van het ontwerp te worden gevestigd op het feit dat een koninklijk besluit van 19 november 1998 de meeste verordeningsbepalingen die deze aangelegenheid voor het rijkspersoneel regelen heeft opgeheven en dat sommige bepalingen van dat koninklijk besluit beschouwd worden als minimumrechten in het licht van artikel 17 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000.

Artikel 159

1. Deze bepaling heeft betrekking op de disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

De ambtenaar kan in disponibiliteit worden gesteld wanneer hij "een bepaald ambt niet kan uitoefenen en hij niet onmiddellijk in een beter geschikte betrekking wedertewerkgesteld kan worden".

De rechtspositieregeling voorziet evenwel in een andere procedure die eveneens kan worden toegepast wanneer de ambtenaar zijn ambt niet kan uitoefenen. Het gaat om de verklaring van beroepsongeschiktheid, waartoe een negatieve evaluatie van de ambtenaar vereist is.

In de bepaling worden de twee procedures niet voldoende onderscheiden.

Welke criteria moeten worden in aanmerking genomen opdat in het ene geval de ambtenaar in disponibiliteit wordt gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, en in het andere geval ongeschikt wordt verklaard om een betrekking uit te oefenen ?

De ontworpen tekst moet op dit punt worden verduidelijkt.

De ambtenaar die wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst in disponibiliteit wordt gesteld, kan bovendien tegen deze beslissing beroep instellen krachtens artikel 18 van het ontwerp.

In deze bepaling wordt echter niets vermeld over de te volgen procedure om dat beroep uit te oefenen, noch over de bevoegdheid van de commissie om een advies uit te brengen of een besluit te nemen. Er dient derhalve een bepaling te worden ingevoegd waarin deze procedure in het algemeen wordt geregeld.

Onderafdeling 2. Disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit

Deze onderafdeling heeft betrekking op de disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit. Bij artikel 17, 4°, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 worden de artikelen 65 tot 67 van het voormelde koninklijk besluit van 19 november 1998, namelijk de bepalingen betreffende de disponibiliteit wegens ziekte, toepasselijk verklaard op het rijkspersoneel van de deelentiteiten.

In die bepalingen is dus niet langer sprake van disponibiliteit wegens invaliditeit.

Het opschrift van deze onderafdeling en de artikelen 162, 163 en 164 van het ontwerp moeten op dat punt bijgevolg worden herzien.

Artikel 161

In deze bepaling worden de artikelen 65 tot 68 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 overgenomen.

Paragraaf 4 van het ontwerp echter, dat geredigeerd is naar het voorbeeld van het bovenvermelde artikel 68, heeft niet betrekking op het geval van verlof voor verminderde prestaties.

Uit de inlichtingen die verstrekt zijn door de gemachtigden van de Minister blijkt dat dit verlof niet bestaat bij de Brusselse overheidsinstellingen.

De Raad van State ziet dan ook niet in hoe het tweede lid van paragraaf 4 van het ontwerp daarmee kan samengaan.

Artikel 162

In dit artikel is sprake van een medische controle, zonder dat daarover nadere preciseringen worden gegeven.

Volgens artikel 58 van het voormelde koninklijk besluit van 18 november 1998 echter wordt de Sociaal-Medische Rijksdienst met deze controle belast.

De bepaling moet op dit punt worden aangevuld.

Artikel 167

In plaats van naar artikel 44 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 te verwijzen, moet worden verwezen naar artikel 18 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 december 2000.

In het tweede lid wordt artikel 23, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 weergegeven, dat bepaalt dat het personeelslid ambtshalve en zonder opzegging zijn hoedanigheid van ambtenaar verliest als het zonder geldige reden zijn post verlaat en meer dan tien dagen afwezig blijft.

Krachtens artikel 18 van het ontwerp is de beroepscommissie bevoegd om kennis te nemen van de beroepen inzake verloven en afwezigheden.

In het licht van die bepaling kan de ambtenaar die op basis van artikel 167 ambtshalve wordt ontslagen, bij de voormelde commissie een beroep instellen.

De procedure die in dat geval dient te worden gevolgd moet worden bepaald; verder rijst de vraag of de

commissie gewoon een adviesbevoegdheid heeft dan wel of zij een beslissing kan treffen die de bevoegde overheid eventueel zou dwingen de ambtenaar in zijn ambt te herstellen, wanneer deze het bewijs heeft kunnen leveren dat zijn afwezigheid geoorloofd was ?

In deze bepaling dienen deze kwesties duidelijk te worden geregeld.

Artikelen 168 tot 172

Deze bepalingen betreffen het verlof voor loopbaanonderbreking.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de Regering voornemens is de regeling inzake loopbaanonderbreking volledig te herzien in het licht van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

De bepalingen van het ontwerp kunnen niet als definitief worden beschouwd.

De afdeling wetgeving van de Raad van State brengt derhalve geen advies uit over die artikelen.

Artikelen 173 tot 178

Krachtens artikel 14 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector kunnen de in die wet vervatte maatregelen, te weten de regeling inzake de vrijwillige vierdaagse werkweek en de regeling inzake de halftijdse vervroegde uittreding, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad toepasselijk verklaard worden op de gemeenschappen en gewesten.

Die maatregelen zijn bij een koninklijk besluit van 22 mei 1996 toepasselijk verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het staat bijgevolg niet aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om die federale bepalingen te parafraseren, te wijzigen of ervan af te wijken.

De voornoemde wet van 10 april 1995 voorziet evenwel in een aantal machtigingen die door het Gewest zelf ten uitvoer moeten worden gelegd.

Artikel 173

Krachtens artikel 7, § 4, van de voornoemde wet van 10 april 1995 staat het aan de Regering om de nadere regels vast te stellen betreffende de uitoefening van het recht om vier dagen per week te werken, de categorieën van personen

op wie dat recht niet van toepassing is en de betrekkingen waarin de bekleders ervan verstoken zijn van dat recht.

Artikel 173 voert die bepaling echter niet uit, aangezien het verwijst naar een ander besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, dat de voormelde nadere regels moet vaststellen.

Die bepaling mag bijgevolg vervallen, daar ze geen enkele precieze rechtsregel bevat.

De afdeling wetgeving stelt daarentegen vast dat die aangelegenheid geregeld is bij een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasselijk op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren.

Artikel 176

Artikel 176 is slechts een parafrase van het bepaalde in artikel 3, § 1, van de voornoemde wet van 10 april 1995 en dient bijgevolg te vervallen.

Krachtens artikel 3, § 3, van diezelfde wet staat het evenwel aan de Koning om de nadere regels betreffende de uitoefening van dat recht op halftijds werken vast te stellen en kunnen de overige bevoegde autoriteiten die

maatregelen uitbreiden tot hun openbare diensten, onder het voorbehoud van bijzondere regels inzake de toepassing ervan.

Zo kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest specifieke bepalingen aannemen met betrekking tot zijn personeelsleden.

Daaromtrent bepaalt het ontwerp echter niets.

Artikel 179

In de Franse tekst van het tweede lid, 2°, moet worden gepreciseerd dat het om "deux jours ouvrables" gaat.

Artikel 181

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de vier werkdagen slechts kunnen worden opgenomen binnen de perken van de 35 werkdagen, terwijl artikel 179 van het ontwerp bij die 35 werkdagen extra vakantiedagen naargelang van de dienstanciënniteit van de ambtenaar voegt.

Zo heeft een ambtenaar van vijftig jaar of ouder op basis van artikel 10 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 recht op 28 werkdagen, waar nog 5 werkdagen bijkomen indien hij 64 jaar oud is, wat een totaal van 33 werkdagen oplevert.

Volgens de regeling van artikel 181 heeft een ambtenaar van 64 jaar met minder dan tien jaar anciënniteit slechts recht op 32 werkdagen, terwijl hij krachtens artikel 17, 1°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 recht heeft op ten minste 33 werkdagen.

Het voorbeeld mag dan wel enigszins theoretisch zijn, maar het toont aan dat het risico bestaat dat die regeling strijdig is met de algemene principes.

Die bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 182 van het ontwerp van zijn kant kan dat probleem niet verhelpen, daar erin bepaald wordt dat de twee extra werkdagen alleen om dezelfde redenen kunnen worden toegekend, d.w.z. om een persoon te verzorgen die aan een ernstige ziekte lijdt of een zwaar ongeval heeft opgelopen.

Artikel 183

Het tweede lid is voor kritiek vatbaar in zoverre het voorschrijft dat over de nadere regels betreffende de overdracht van de jaarlijkse vakantie overleg met de vakorganisaties moet worden gepleegd, terwijl krachtens artikel 87, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de betrekkingen tussen de gewesten en gemeenschappen en de representatieve vak-organisaties van hun personeelsleden tot de bevoegdheid van de federale overheid blijven behoren.

Het staat niet aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om een nieuwe grond van overleg met de representatieve vakorganisaties vast te stellen.

Die bepaling moet worden herzien.

Artikel 184

In het eerste lid moeten de begrippen "standaardwerktijd", "stamtijden", "glijtijden" en "bereikbaarheid van de dienst" worden gepreciseerd. In dat verband wordt gewezen op de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector, die toepasselijk is op alle ambtenaren, zowel van de federale overheid als van de deelentiteiten.

Die definities moeten bestaanbaar zijn met de verschillende regelingen betreffende de arbeidstijd waarin de voornoemde wet voorziet.

Tevens moet van de begrippen "organisatorische eenheden" en "specifieke werkzaamheden", die in het tweede lid voorkomen, een begripsomschrijving worden gegeven.

De Raad van State vraagt zich af wat de precieze betekenis is van de laatste zin van het derde lid, luidende : "De gepresteerde uren in meer worden geregulariseerd op de glijtijden".

Die bepaling moet duidelijker worden gesteld.

Artikel 185

1. De ontworpen tekst van onderdeel 1° voorziet niet in het geval van natuurlijke pensionering in de loop van het jaar. Tevens moet worden gepreciseerd of de evenredige vermindering berekend wordt in dagen of in maanden en, in dit laatste geval, in welke mate gedeeltelijk gepresteerde maanden in rekening worden gebracht.

2. In 2°, tweede streepje, moet ook de verkiezing van de gemeenschapsraden worden vermeld. Bovendien moeten hierbij de woorden "parlementsverkiezingen", "verkiezingen van de gewest- en gemeenschapsraden", "gemeente- en provincieraadsverkiezingen" en "Europese verkiezingen" worden gebruikt.

Artikel 186

De uitdrukking "bij ziekte" is niet duidelijk genoeg. Het zou beter zijn te spreken van ziekteverlof en disponibiliteit wegens ziekte.

Artikel 189

Deze bepaling bevat een opsomming van de verschillende soorten omstandigheidsverlof die aan de ambtenaar worden toegestaan. Die lijst is minder lang dan die welke is

opgenomen in artikel 15 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Aldus vermeldt deze bepaling niet het verlof toegestaan voor het bijwonen van een bijeenkomst van een familieraad, voor een oproeping als getuige voor een rechtscollege of voor de persoonlijke verschijning op aanmaning van een rechtscollege, of voor de uitoefening van het ambt van voorzitter, van bijzitter of van secretaris van een stembureau of een stemopnemingsbureau.

Sommige van die gevallen van afwezigheid doen zich voor buiten de wil van het personeelslid. Zou het daarom niet verkieslijk zijn te voorzien in dienstvrijstelling, veeleer dan in verlofdagen ?

Ten slotte wordt in de Franse versie van het ontwerp nu eens de uitdrukking "vivre en couple" gebezigd, en dan weer de uitdrukking "vivre maritalement", die niet dezelfde betekenis hebben. De uitdrukking "vivre en couple" is ruimer, daar ze ook het geval van "cohabitation" kan betreffen.

Het staat derhalve aan de steller van het ontwerp om een eenvormige terminologie te kiezen.

Artikel 191

Artikel 191, 2°, kent de ambtenaar verlof toe wegens "opvang tijdens de periodes van schoolvakantie van

zijn kinderen die niet de leeftijd van 15 jaar bereikt hebben".

Zoals die bepaling geredigeerd is, lijkt het verlof alleen toegekend te worden voor de opvang van de kinderen van de ambtenaar, doch niet voor de opvang van bijvoorbeeld de kinderen van zijn echtgenoot of samenwonende partner.

Is dit wel degelijk de bedoeling ?

Is met betrekking tot het woord "kinderen" de meervoudsvorm verantwoord ?

Artikelen 193 en 194

1. Die bepalingen verlenen uitvoering aan richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof (17).

Krachtens artikel 2, lid 3, van die richtlijn moeten de Lid-Staten, wanneer ze bepalingen ter uitvoering van de voorgenomen maatregelen vaststellen, uitdrukkelijk naar deze richtlijn verwijzen.

Om aan dat vereiste te voldoen, dient de steller van het ontwerp een nieuw artikel in te voegen, luidende :

(17) PB van 19 juni 1996, nr. L 145/4.

"Art. ...". Deze onderafdeling voorziet in de omzetting van richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende de door de UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof.".

2. Krachtens clausule 2.1 van de voornoemde raamovereenkomst wordt

> "aan werknemers, zowel mannen als vrouwen, bij geboorte of adoptie van een kind een individueel recht op ouderschapsverlof toegekend om hen in staat te stellen gedurende ten minste drie maanden tot een door de Lid-Staten en/of de sociale partners vast te stellen leeftijd van maximaal acht jaar voor hun kind te zorgen.".

Artikel 193 bepaalt dat het ouderschapsverlof "maximum drie maanden" duurt.

Deze bepaling is dus niet volledig in overeenstemming met de voornoemde clausule. De duur van het ouderschapsverlof dient te worden aangepast.

3. Het ontwerp moet worden aangevuld met bepalingen die voorzien in een gediversifieerde regeling met betrekking tot het ouderschapsverlof, met name indien het aangevraagd wordt door twee echtgenoten die allebei ambtenaar zijn.

4. Ten slotte regelen de bepalingen van het ontwerp niet alle kwesties inzake ouderschapsverlof aangehaald in de richtlijn.

Dit is onder meer het geval met de terugkeer van de ambtenaar na afloop van het ouderschapsverlof, waaromtrent clausule 2.5 van de raamovereenkomst bepaalt dat de ambtenaar het recht heeft terug te keren in zijn oude functie of, indien dat niet mogelijk is, in een gelijkwaardige of vergelijkbare functie.

Dient overeenkomstig clausule 2.3, e), tevens niet te worden bepaald dat ouderschapsverlof in sommige gevallen kan worden uitgesteld wanneer de behoeften van de dienst zulks rechtvaardigen ?

5. Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister moeten die bepalingen worden aangevuld, zodat ook het geval van ouderschapsverlof in het kader van volledige of gedeeltelijke loopbaanonderbreking wordt geregeld.

Artikel 195

Dit artikel van het ontwerp dient eveneens te worden aangevuld met bepalingen die voorzien in een gediversifieerde regeling met betrekking tot het verlof voor opvang, indien dit verlof aangevraagd wordt door twee echtgenoten die allebei ambtenaar zijn.

Artikel 197

Artikel 197 verwijst naar een bepaling van het vroegere koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes. Die verwijzing moet worden vervangen door een verwijzing naar artikel 17, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000.

Die bepaling is bovendien bijzonder summier wat de verschillende aspecten van het bevallingsverlof betreft.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister moet afdeling 4 worden aangevuld, inzonderheid met betrekking tot het extra werk dat niet kan worden geëist van een zwangere vrouw, en tot vaderschapsverlof.

Artikel 198

Deze bepaling voorziet in de omzetting van artikel 9 van richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van Richtlijn 89/391/EEG).

De steller van het ontwerp dient te worden gewezen op de verplichting voor de lidstaten, krachtens artikel 14 van die richtlijn, om de Commissie in kennis te stellen van

de maatregelen die ze treffen om te kunnen garanderen dat de met deze richtlijn opgelegde resultaten worden bereikt; tevens moeten ze in de door hen aangenomen bepalingen of bij de officiële bekendmaking van die bepalingen verwijzen naar de onderhavige richtlijn.

Om aan dat vereiste te voldoen, dient de steller van het ontwerp een nieuw artikel in te voegen, luidende :

"Art. ... . Dit artikel voorziet in de omzetting van richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van Richtlijn 89/391/EEG)." (18).

Artikel 201

Deze bepaling schrijft voor dat wanneer een inwonend familielid aangetast is door een besmettelijke ziekte, de ambtenaar recht heeft "op voorbehoedend verlof ..., in de omstandigheden en volgens de nadere bepalin-

(18) Het zou wenselijk zijn dat de Regering bij deze gelegenheid nagaat of de maatregelen voorgesteld in de voornoemde richtlijn wel allemaal toepasselijk verklaard zijn op de vrouwelijke ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

gen die vastgesteld worden door het Algemeen Reglement van de Administratieve Gezondheidsdienst.".

Deze bepaling verwijst naar een reglement waarvan de bekendmaking niet is gewaarborgd. Die verwijzing is daarom onvoldoende duidelijk. Bovendien vraagt de Raad van State zich af waarom alleen het geval van een "familielid" aangetast door een besmettelijke ziekte in aanmerking wordt genomen, daar zulks zich ook kan voordoen bij een ander persoon dan een familielid, doch wonende onder hetzelfde dak als de ambtenaar.

Artikel 202

Deze bepaling voorziet in verlof "om de cursussen bij te wonen van de school van het korps voor civiele bescherming".

Het juridisch kader waarin die cursussen worden gevolgd, dient te worden gepreciseerd.

Artikel 203

Volgens deze bepaling kan een ambtenaar onder meer verlof krijgen "om andere humanitaire zendingen te vervullen".

Deze bepaling schrijft echter niet voor welke criteria in aanmerking moeten worden genomen opdat een

zending als "humanitair" kan worden bestempeld. De enige voorwaarde bestaat erin dat de instelling of vereniging die een zodanige zending organiseert, erkend moet zijn door de Belgische Staat of door een van de deelentiteiten ervan.

Teneinde uiteenlopende interpretaties omtrent het begrip "humanitaire zending" te voorkomen, dienen de doelstellingen van zulke zendingen uitdrukkelijker te worden omschreven in de ontworpen tekst.

Artikel 207

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister staat verlof om persoonlijke redenen niet eraan in de weg dat de ambtenaar tijdens die periode een beroepsactiviteit uitoefent, voorzover ze bestaanbaar is met zijn hoedanigheid van ambtenaar.

Artikel 115 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 is trouwens eveneens in die zin geredigeerd.

Daarom dient een verband te worden gelegd tussen de voornoemde bepaling en titel XI van het ontwerp, die gewijd is aan de onverenigbaarheden en de cumulatie van beroepsactiviteiten.

Artikel 208

Deze bepaling is onvoldoende expliciet. Moet ze aldus worden opgevat dat de dagen ziekteverlof niet in aanmerking worden genomen bij de berekening van de 24 maanden of van de 6 maanden waarvan sprake is in artikel 206 van het ontwerp ?

Artikel 213

Het is de Raad van State niet duidelijk op welke objectieve grond de ambtenaar aan wie verlof wegens opdracht is toegekend, zijn aanspraken op bevordering in graad en verhoging van weddeschaal behoudt, doch zijn aanspraken op verhoging van weddeschaal in zijn functionele loopbaan verliest.

Artikel 214

Volgens het tweede lid is onderscheidenlijk de Regering of de benoemingsgerechtigde overheid gemachtigd te beslissen in welke gevallen het verlof wegens opdracht bezoldigd is, naargelang van de instellingen waarvoor de opdracht wordt uitgevoerd.

Die machtiging is te algemeen en kan aanleiding geven tot tegenstrijdige beslissingen. In het ontworpen besluit dienen derhalve de criteria te worden gepreciseerd op basis waarvan die instellingen worden geselecteerd.

Artikel 216

In het tweede lid wordt gepreciseerd dat de opdrachten genoemd in artikel211, tweede lid, van het ontwerp beschouwd worden als zijnde van algemeen belang.

De Raad van State vestigt echter de aandacht op artikel 104, § 6, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998, dat

> "de opdrachten die worden uitgeoefend bij het Rekenfonds voor het beheer van de federale Staatsschuld"

eveneens beschouwt als zijnde van algemeen belang.

In deze bepaling wordt evenwel niet verwezen naar die categorie van opdrachten, daar ze niet is opgenomen in artikel 211, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 218

Deze bepaling machtigt in haar huidige lezing onderscheidenlijk de Regering of de benoemingsgerechtigde overheid een eind te maken aan de opdracht van een ambtenaar, indien die opdracht hem is verleend door de bovengenoemde overheden.

Wat gebeurt er met de opdrachten die de ambtenaar zijn verleend door toedoen van andere publiekrechtelijke rechtspersonen ? In dat verband is de formulering van

artikel 110 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 ruimer.

Het staat derhalve aan de steller van de tekst om na te gaan of de formulering van artikel 218 zijn bedoeling correct weergeeft.

Artikel 219

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het wenselijk zou zijn dat in die bepaling verwezen wordt naar de procedure van herplaatsing, veeleer dan naar het "opnieuw ter beschikking stellen".

Daartoe moet het ontwerp worden aangevuld, waarbij de regeling inzake herplaatsing wordt aangepast, daar de huidige regeling ingesteld bij artikel 153 van het ontwerp niet voorziet in het geval van herplaatsing. In dat verband bepaalt artikel 22 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 het volgende :

> "Het statuut bepaalt een procedure van reaffectatie van de ambtenaren wier betrekking wordt afgeschaft. De ambtenaar in reaffectatie behoudt zijn rechten op wedde en zijn loopbaanaanspraken; de periode van reaffectatie wordt in aanmerking genomen in de administratieve en in de geldelijke anciënniteit.".

Hoofdstuk VI. Verlof wegens ziekte of invaliditeit

Zoals hierboven reeds is beklemtoond, moet het opschrift van dit hoofdstuk herzien worden, waarbij alleen het verlof wegens ziekte wordt vermeld.

Artikel 220

1. Artikel 17, 3°, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes bepaalt het volgende :

> "In ieder geval geniet de ambtenaar die wegens ziekte verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen, de voordelen bedoeld in de artikelen 41 en 46, §§ 1 en 2, van het bovenvermeld koninklijk besluit van 19 november 1998 of in elke andere bepaling die ze mocht wijzigen.".

Het Gewest moet die nieuwe bepalingen, die minimale rechten op het stuk van ziekteverlof vastleggen, bijgevolg in acht nemen.

Zo bepaalt artikel 41 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 dat de ambtenaar die oorlogsinvalide is, een groter aantal dagen ziekteverlof geniet.

Aangezien het een minimaal recht betreft, komt het niet toe aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om dat recht af te schaffen.

Artikel 220 moet derhalve worden herzien op dat punt.

2. Bovenop algemene opmerking I, 6, in verband met boek I, wijst de Raad van State erop dat op de operationele en bestuurlijke ambtenaren van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van toepassing is en dat de artikelen 41 en 46, §§ 1 en 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 dus eveneens voor hen gelden.

3. Het vierde lid neemt grotendeels artikel 45 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 over. Het is de Raad van State echter niet duidelijk waarom in de Franse versie van die bepaling niet wordt verwezen naar de effectieve prestaties die de ambtenaar verricht heeft in een "établissement d'enseignement".

Volgens de gemachtigden van de minister betreft het een redactionele fout, die dienovereenkomstig hersteld moet worden.

Artikel 221

Het eerste lid, 1°, moet preciezer zijn : er moet uitdrukkelijk verwezen worden naar de halftijdse vervroegde uittreding en naar de vrijwillige vierdaagse werkweek.

In onderdeel 6° van datzelfde lid moeten, om de hierboven reeds aangegeven redenen, de woorden "of gebrekkigheid" vervallen.

Artikel 226

Op de vraag wat het concept "verminderde prestaties", waarvan sprake is in het eerste lid, precies inhoudt, hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat de verminderde prestaties thans niet meer van toepassing waren in de Brusselse overheidsdiensten en dat er dus geen grond is om ernaar te verwijzen, zoals reeds is beklemtoond onder artikel 161 van het ontwerp.

De bepaling moet derhalve op dat punt worden herzien.

Artikel 227

1. Deze bepaling beschrijft de procedure van medische controle wanneer de ambtenaar afwezig is wegens ziekte.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft reeds in haar advies 30.329/2/V erop gewezen dat die bepaling summier geredigeerd is.

Ze voert een systeem van arbitrage in geval van onenigheid tussen de controlearts en de behandelend arts,

zonder dat op enigerlei wijze geregeld wordt wat er dient te gebeuren indien de behandelend arts zijn medewerking niet verleent aan die procedure of indien de twee artsen het niet eens zijn over de keuze van de arbitragearts.

Gezien het feit dat deze bepaling opgenomen is in hoofdstuk VI, afdeling 2, rijst bovendien de vraag of de aldus ingestelde procedure eveneens toepassing kan vinden bij betwistingen betreffende beslissingen genomen door de medische controledienst inzake verminderde prestaties wegens ziekte (hoofdstuk VI, afdeling 3).

Ten slotte vraagt de Raad van State zich af hoe deze bepaling in overeenstemming kan worden gebracht met artikel 229 van het ontwerp, waarin het volgende te lezen staat :

> "Met eerbiediging van de geldende procedure bij de Administratieve Gezondheidsdienst, heeft de ambtenaar een recht van beroep tegen de beslissingen van deze dienst.".

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Er wordt verwezen naar bijzondere opmerking 3, onder artikel 32.

3. In de Franse lezing van deze bepaling worden de woorden "médecin-controleur", "médecin-traitant" en "médecin-d'arbitrage" zonder koppelteken geschreven. In de

Nederlandse versie is het verkieslijk te spreken van een "arts", veeleer dan van een "geneesheer".

Artikelen 228 en 229

1. Volgens artikel 228 blijft de federale administratieve gezondheidsdienst bevoegd voor het geschiktheidsonderzoek, de arbeidsongevallen, de beroepsziekten en de definitieve ongeschiktheidsverklaring (beter : verklaring van definitieve ongeschiktheid).

Overeenkomstig de nieuwe algemene principes kunnen de deelentiteiten echter, zoals reeds is gezegd, een beroep doen op andere gezondheidsdiensten dan die welke is ingesteld door de federale overheid, onder meer wat het medisch onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid betreft.

Het staat derhalve aan de steller van het ontwerp om te oordelen of de ontworpen tekst dient te worden herzien in het licht van die nieuwe algemene principes.

Er wordt verwezen naar algemene opmerking II, 2, in verband met boek I.

2. De steller van het ontwerp moet in artikel 228 nader uitleggen wat hij verstaat onder "de reglementering van de federale Administratieve Gezondheidsdienst".

Zo ook moeten in artikel 229 de bestuursrechtelijke bepalingen nader worden genoemd die de procedure en het beroep tegen de beslissingen van de administratieve gezondheidsdienst regelen.

Deze bepalingen moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

3. Voorts dient de aard van het beroep tegen een beslissing van definitieve ongeschiktheid nader te worden omschreven.

Krachtens artikel 18 van het ontwerp is de gemeenschappelijke commissie van beroep inzake ambtenarenzaken immers bevoegd om kennis te nemen van de beroepen tegen een verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid.

Teneinde iedere verwarring te voorkomen zou het verkieslijk zijn in artikel 228 te spreken van de verklaringen van definitieve medische ongeschiktheid.

Artikel 230

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 3 onder artikel 32.

Artikel 231

Er wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 227 van het ontwerp gemaakt is in verband met het beroep tegen de beslissingen van de medische controledienst inzake verminderde prestaties wegens ziekte.

Artikel 53, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998 regelt een zodanig beroep.

Artikel 235

In deze bepaling moeten eveneens de verkiezingen van de gemeenschapsraden worden vermeld. Bovendien moeten hierbij de woorden "parlementsverkiezingen", "verkiezingen van de gewest- en gemeenschapsraden", "gemeente- en provincieraadsverkiezingen" en "Europese verkiezingen" worden gebruikt.

Ook moet de tekst preciezer aangeven wat verstaan dient te worden onder "duur van de verkiezingscampagne", meer bepaald wat het beginpunt ervan betreft, aangezien dat verlof onbezoldigd is.

De bepaling moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 239

De Raad van State vraagt zich af wat dient te worden verstaan onder de akte waarvan in dit artikel sprake is. De bepaling moet explicieter zijn. Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigden van de minister blijkt dat onder de "akte" de toestemming verleend door de bevoegde overheid dient te worden verstaan. Het is dan ook beter zulks duidelijk te stellen.

Dient niet te worden voorgeschreven dat naargelang van de behoeften van de dienst de betrekking van de betrokken ambtenaar vacant kan worden verklaard indien het verlof een bepaalde duur overschrijdt ?

Artikel 243

Dit artikel schrijft voor dat verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet gelijkgesteld wordt met een periode van dienstactiviteit.

Is dit verlof evenwel bezoldigd ?

Als de ambtenaar in dienstactiviteit is, heeft hij recht op zijn wedde.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister behoudt de ambtenaar gedetacheerd bij een ministerieel kabinet van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zijn

wedde en ontvangt hij een premie lastens het kabinet waar hij werkzaam is.

Als de detachering daarentegen geschiedt in een ministerieel kabinet van een andere deelentiteit of van de federale regering, moet de wedde van de ambtenaar terugbetaald worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De bepaling moet op die verschillende punten worden aangevuld.

Artikel 244

Volgens deze bepaling krijgt de ambtenaar in bepaalde omstandigheden vrijstelling van dienst bij de uitoefening van een politiek mandaat.

Artikel 2 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten bepaalt welke gevolgen dienstvrijstelling heeft op de rechtspositie van de ambtenaar.

Zo heeft dienstvrijstelling geen enkele weerslag op de administratieve en geldelijke situatie van het personeelslid.

De ontworpen tekst preciseert zulks niet; de gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het ontwerp op dat punt dient te worden aangevuld.

Artikel 245

Het is de Raad van State niet duidelijk op welke objectieve grond alleen het provincieraadslid zijn dienstvrijstelling van de ene maand naar een andere kan overdragen, terwijl de overige verkozenen die dienstvrijstelling genieten, zulks niet kunnen.

Artikel 246

1. Deze bepaling kent politiek verlof toe aan bepaalde ambtenaren die een welbepaald politiek ambt bekleden.

Indien deze bepaling vergeleken wordt met artikel 244 van het ontwerp, blijkt echter dat eenzelfde ambtenaar zowel dienstvrijstelling als politiek verlof kan genieten. Zo kan de ambtenaar die burgemeester is in een gemeente tot 10.000 inwoners, een halve dag dienstvrijstelling per maand genieten (artikel 244, 1°, van het ontwerp) en een of twee dagen politiek verlof per maand (artikel 246, 1°, van het ontwerp).

Zoals blijkt uit de uitleg van de gemachtigden van de minister, kan de ambtenaar dienstvrijstelling cumuleren met politiek verlof. Zulks dient explicieter te worden gesteld.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk op welke objectieve grond het politiek verlof genoemd in 2° en 3° van deze bepaling slechts per halve dag kan worden toegekend.

Daarover om uitleg gevraagd hebben de gemachtigden van de minister geen verklaring kunnen geven.

Artikel 253

In deze bepaling wordt een onderscheid gemaakt tussen facultatief politiek verlof en politiek verlof van ambtswege. Het begrip "facultatief politiek verlof" komt echter niet als zodanig voor in artikel 246 van het ontwerp. Het zou beter zijn het eveneens op te nemen in artikel 246.

Voorts schrijven verscheidene bepalingen van het ontwerp voor dat de ambtenaar ter zake een aanvraag om politiek verlof (artikel 246 van het ontwerp) of een aanvraag om omzetting van zijn politiek verlof (artikel 252 van het ontwerp) kan indienen. Die teksten preciseren echter niet bij wie die aanvragen moeten worden ingediend, noch of de instantie die de aanvragen onderzoekt beoordelingsbevoegdheid bezit. Is het bijvoorbeeld mogelijk dat een aanvraag om omzetting van halftijds politiek verlof in voltijds politiek verlof geweigerd wordt ter wille van het belang van de dienst ?

Het ontwerp zegt daarover niets; het dient ter zake te worden aangevuld.

Artikel 254

Het tweede lid voorziet in de mogelijkheid dat de ambtenaar na afloop van zijn politiek verlof herplaatst wordt indien hij is vervangen.

In dat verband moet artikel 153 van het ontwerp aangevuld worden, waarbij wordt voorzien in die vorm van herplaatsing.

Bovendien dienen in het tweede lid de woorden "van dit besluit" te vervallen.

Artikel 255

Het begrip "wederaanpassingsvergoeding" dient nader te worden omschreven.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat die vergoeding algemeen toegekend wordt door de verschillende wetgevende assemblees en door de provincies, als de betrokkenen niet opnieuw verkozen zijn.

De steller van het ontwerp dient na te gaan welke beslissingen de voornoemde deelentiteiten daaromtrent hebben genomen en onder welke voorwaarden die wederaanpassings-vergoeding wordt toegekend.

Artikel 256

Op de vraag waarom geschillen betreffende ziekteverlof of disponibiliteit wegens ziekte niet behoren tot de bevoegdheid van de commissie van beroep waarvan sprake is in artikel 18 van het ontwerp, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat verwezen dient te worden naar de procedure ingesteld bij artikel 227 van het ontwerp. De bepaling moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 258

De bepaling verstrekt geen enkele precisering over de procedure die vóór de commissie van beroep moet worden gevolgd wanneer deze geadieerd is ter zake van een geschil over verloven, afwezigheid of disponibiliteit.

Wordt de ambtenaar gehoord ? Kan hij zich laten bijstaan ?

De bepalingen moet op die verschillende punten worden aangevuld.

Wat moet voorts verstaan worden onder "De beslissing van de commissie is niet voor beroep vatbaar" ? Volgens de gemachtigden van de minister dient die zin vervangen te worden door "De beslissing van de commissie is definitief".

Artikelen 259 en 260

1. Artikel 259 maakt een onderscheid tussen de "doorlopende beroepsvorming"(beter : voortgezette beroeps-opleiding) en de "vrijwillige beroepsvorming" (beter : vrijwillige beroepsopleiding), zonder dat de inhoud van de leerstof eigen aan elke soort van opleiding wordt om-schreven.

Deze bepaling is zeer vaag omtrent de nadere regels betreffende die opleidingen, inzonderheid wat betreft de personen die ermee belast zullen worden ze te verstrekken.

De bepaling moet op die punten in ruime mate worden aangevuld.

De Raad van State vraagt zich tevens af wat dient te worden verstaan onder "professionele meerwaarde".

2. Artikel 260 moet op zijn minst bepalen welke kwalificaties degenen die de opleiding verstrekken, moeten bezitten.

In zoverre artikel 260 van het ontwerp bepaalt dat de opleidingsprogramma's bij wege van een opdracht voor het leveren van diensten toevertrouwd worden aan externe deskun-digen, moet bovendien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden na-geleefd.

3. De woorden "interne medewerkers" moeten worden vervangen door de woorden "ambtenaren van het Gewest".

Gelet op de talrijke onduidelijkheden moeten die bepalingen grondig worden herzien.

Artikel 261

In verband met onderdeel 1° wordt verwezen naar algemene opmerking 1, onder artikel 38.

In onderdeel 4° wordt voorzien in "samenwerking met de vormingsdienst van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest". Waarin bestaat die samenwerking ? De bepaling moet duidelijker zijn op dat punt.

Artikel 262

Deze bepaling is veel te vaag omtrent de inhoud van de opleidingen.

Het staat aan de Regering om de algemene krachtlijnen van die opleidingen te bepalen voor ieder desbetreffend niveau.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 264

Zoals er reeds op gewezen is onder artikel 183 van het ontwerp, staat het niet aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om te bepalen over welke onderwerpen overleg dient te worden gepleegd met de representatieve vakorganisaties van het personeel van de instellingen van openbaar nut van het Gewest.

Het tweede lid dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 266

Volgens deze bepaling wordt de opleiding "gecompenseerd" indien ze langer duurt dan de normale arbeidsduur per dag. Deze bepaling preciseert echter niet hoe die compensatie zal geschieden, en bovendien rijst de vraag of ze bestaanbaar is met de algemene principes.

Krachtens artikel 7, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 heeft de ambtenaar immers recht op een opleiding die nuttig is voor zijn functioneren en moet de overheid voorzien in die opleiding, waarbij ze de toegang tot die opleiding moet waarborgen. Bovendien worden de periodes van afwezigheid gerechtvaardigd door deelname aan verplichte opleidingsactiviteiten in ieder opzicht gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Aangezien volgens de algemene principes de verplichte opleiding gelijkgesteld wordt met een periode van dienstactiviteit, hoeft er niet te worden "gecompenseerd".

Indien het daarentegen de bedoeling is dat de ambtenaar in de gelegenheid gesteld wordt het aantal uren opleiding boven de normale arbeidsduur op te nemen bij wijze van overuren, dan moet de bepaling grondig worden herzien, zodat die bedoeling duidelijker wordt weergegeven.

Artikel 267

Deze bepaling is onduidelijk omtrent de inhoud van de vrijwillige beroepsopleiding voor ieder niveau. Tot wie moet de ambtenaar zich bovendien richten om zijn aanvraag tot deelneming aan de opleiding in te dienen ? Kan die instantie voorts de toegang tot de opleiding weigeren, en zo ja, op welke gronden ?

Artikel 268

Deze bepaling voorziet in dienstvrijstelling als de opleiding gegeven wordt tijdens de diensturen, alsmede in studieverlof als de opleiding gespreid is over een volledig jaar en besloten wordt met een examen over de onderrichte materie.

Kan de ambtenaar dienstvrijstelling cumuleren met verlof ? Zoals de bepaling geredigeerd is, lijkt ze

cumulatie niet te verbieden, in tegenstelling tot artikel 93 van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998.

Over dit punt moet duidelijkheid worden verstrekt.

Artikel 269

Deze bepaling schrijft voor dat indien een inschrijvingsrecht is gevraagd, dat bedrag door het Gewest terugbetaald wordt "aan de ambtenaren die de opleiding met goed gevolg hebben doorlopen".

Deze bepaling is betwistbaar in zoverre de vrijwillige beroepsopleiding een voorafgaand vereiste is om in aanmerking te kunnen komen voor een versnelde "functionele loopbaan".

In het licht van artikel 7, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 staat het aan de overheid om in die opleiding te voorzien en om daartoe de toegang tot de voortgezette opleiding te waarborgen, onder meer met het oog op de uitbouw van de beroepsloopbaan.

Doordat het Gewest de ambtenaar ertoe verplicht zelf de kosten van zijn inschrijving te dragen, is deze bepaling bijgevolg in strijd met het voornoemde artikel 7, § 2.

De bepaling moet derhalve worden herzien.

Artikel 270

In verband met onderdeel 1° wordt verwezen naar algemene opmerking II, 1, in verband met boek I.

Artikel 271

Net als de vorige bepalingen met betrekking tot de opleiding preciseert ook dit artikel niet welke instantie belast wordt met de voorbereidende opleiding en waaruit de leerstof zal bestaan.

Artikel 272

Deze bepaling moet ook preciseren of dienstvrijstelling kan worden gecumuleerd met studieverlof.

TITEL IX. TUCHTREGELING

Zoals reeds is beklemtoond in algemene opmerking II, 4, in verband met boek I, zijn de algemene principes betreffende de tuchtregeling op bepaalde punten aanzienlijk gewijzigd bij het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000.

De steller van het ontwerp dient derhalve het ontworpen besluit aan te passen met inachtneming van die nieuwe algemene principes.

Artikel 273

Deze bepalingen schrijft vijf tuchtstraffen voor, terwijl artikel 14 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 er negen vermeldt, waaronder de lagere inschaling en het ontslag van ambtswege om tuchtredenen.

Het Gewest is weliswaar geenszins verplicht te voorzien in die negen tuchtstraffen, maar het dient te oordelen of de nieuwe straffen niet van belang kunnen zijn voor zijn overheidsdiensten.

Artikel 281

De onderzochte bepaling stelt vast welke instantie bevoegd is om de tuchtstraffen voor te stellen.

In onderdeel 2° staat te lezen dat de straffen genoemd in artikel 273, 2° tot 5°, van het ontwerp voorgesteld worden door een ambtenaar van ten minste rang A3. Onderdeel 3° van zijn kant bepaalt dat alle straffen genoemd in artikel 273 van het ontwerp ten aanzien van de ambtenaren van rang A5 of A4+ door de functioneel bevoegde minister worden voorgesteld.

Uit de gezamenlijke lezing van die twee bepalingen volgt dat voor de ambtenaren van rang A4 een ambtenaar van ten minste rang A3 de straffen gesteld in artikel 273, 2°

tot 5°, van het ontwerp kan voorstellen, d.w.z. een ambtenaar met een lagere rang.

Een zodanige situatie is niet wenselijk voor de directeurs - hoofden van dienst, wier gezag in het gedrang kan komen doordat ambtenaren met een lagere rang in hun tuchtregeling kunnen interveniëren.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat die bepaling dienovereenkomstig moet worden herzien.

Artikel 282

In het vijfde lid staat te lezen dat de termijn aanvangt de dag volgend op die waarop het voorstel van straf ter kennis van de ambtenaar is gebracht, maar de tekst bepaalt niet hoe de kennisgeving geschiedt (per aangetekende brief ?) en vanaf welk ogenblik de kennisgeving effectief is (de eerste werkdag volgend op die waarop de aangetekende brief is verzonden ?). Bovendien zou het nuttig zijn te bepalen dat de termijn van een maand aanvangt de dag volgend op de dag van de kennisgeving van het voorstel van straf gedaan door de instanties genoemd in artikel 281 van het ontwerp.

Voorts is het de Raad van State niet duidelijk waarom het verslag van het verhoor van de ambtenaar niet wordt overgezonden aan de instantie die de tuchtstraf uitspreekt.

Artikel 283

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal zijn de hiërarchische meerderen van de directeur - hoofd van dienst. Het zijn zij dus die op basis van artikel 281, 1°, van het ontwerp ten aanzien van deze ambtenaar een voorstel van terechtwijzing doen.

Krachtens artikel 283 kunnen echter ook de directeurs-generaal die tuchtstraf uitspreken ten aanzien van een ambtenaar van rang A4.

In dat opzicht is deze bepaling niet in overeenstemming met artikel 14, § 3, tweede lid, 6°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000, naar luid waarvan "de overheid die de tuchtstraf uitspreekt niet dezelfde is als die welke haar voorstelt".

Ook op dit punt moet de tuchtrechtelijke situatie van de ambtenaren van rang A4 worden herzien.

Bovendien stelt deze bepaling dat de tuchtschorsing (lees : tuchtrechtelijke schorsing) met of zonder inhouding van wedde ten aanzien van de ambtenaren van ten hoogste rang A4 uitgesproken wordt door de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal.

In bepaalde instellingen van openbaar nut van categorie B moet over een schorsing evenwel worden beslist door de benoemingsgerechtigde overheid.

Zo bepaalt artikel 17, vierde lid, van de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het volgende :

> "Met uitzondering van de leidende ambtenaar en van de adjunct-leidende ambtenaar, en binnen de grenzen van de personeelsformatie en van het statuut van het personeel vastgesteld door de Executieve, benoemt, schorst en ontslaat de raad van bestuur alle personeelsleden en stelt hij hun bevoegdheden vast.".

De ontworpen bepaling is dus niet in overeenstemming met die ordonnantie.

Artikel 284

Krachtens deze bepaling staat het aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om alle tuchtstraffen uit te spreken ten aanzien van de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

Krachtens artikel 281, 3°, van het ontwerp komt het echter aan de functioneel bevoegde minister toe om alle tuchtstraffen ten aanzien van de ambtenaren van de rangen A5 en A4+ voor te stellen.

Dit betekent dat de functioneel bevoegde minister die de tuchtstraf voorstelt, eveneens zitting heeft als lid van de Regering als deze laatste de tuchtstraf uitspreekt. Ook in dit opzicht is de bepaling niet in overeenstemming

met artikel 14, § 3, tweede lid, 6°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000. Er dient te worden gepreciseerd dat de minister die de straf heeft voorgesteld, niet deelneemt aan de beraadslaging van de Regering over de uitspraak van de tuchtstraf.

Artikel 285

Uit deze bepaling lijkt niet te volgen dat de instantie die de straf uitspreekt, vooraf de betrokken ambtenaar hoort.

In dat verband wordt gewezen op artikel 14, § 3, 2°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000, dat de ambtenaar de waarborg biedt "zich in elke stand van de tuchtprocedure door een verdediger van zijn keuze te laten bijstaan".

De tekst moet stellen dat de ambtenaar op zijn verzoek kan worden gehoord.

Artikel 286

De tekst stelt dat de termijn van twee maanden aanvangt de dag volgend op die van de kennisgeving van het voorstel van straf, maar bepaalt niet hoe de kennisgeving geschiedt (per aangetekende brief ?) en vanaf welk ogenblik de kennisgeving effectief is (de eerste werkdag volgend op die waarop de aangetekende brief is verzonden ?). Bovendien

zou het nuttig zijn te bepalen dat de termijn van twee maanden aanvangt de dag volgend op de dag van de kennisgeving van het voorstel van straf gedaan door de ambtenaren genoemd in artikel 281 van het ontwerp.

Artikel 290

Deze bepaling neemt gedeeltelijk artikel 285, 2°, over van het besluit van 6 mei 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Ze mag derhalve als overbodig vervallen.

Artikel 291

In deze bepaling moeten de regels inzake de plaatsvervanging worden opgenomen, daar dit artikel in zijn huidige lezing aldus kan worden uitgelegd dat de plaatsvervangers samen met de effectieve leden zitting hebben.

Artikel 293

Dit artikel voorziet erin dat het "volledige dossier" van de verzoeker kan worden toegezonden, zonder dat de inhoud van het tuchtdossier evenwel wordt bepaald.

Het artikel zou duidelijker moeten zijn op dat punt. De vraag rijst immers of onder een "volledig dossier" datgene kan worden verstaan dat het verslag van het verhoor van de betrokken ambtenaar bevat, alsmede het voorstel van tuchtstraf en de beslissing waarbij de tuchtstraf wordt vastgesteld, dan wel of het nog andere stukken moet bevatten, zoals artikel 295, 2°, van het ontwerp lijkt voor te schrijven.

Volgens deze laatste bepaling kan de raad van beroep niet beraadslagen indien "het dossier niet alle elementen bevat die de raad van beroep toelaten met volledige kennis van zaken een advies te geven".

Deze bepalingen moeten duidelijker zijn op dat punt, daar ze anders aanleiding kunnen geven tot uiteenlopende interpretaties omtrent de precieze inhoud van het tuchtdossier op basis waarvan de raad van beroep zijn advies zal geven.

Artikel 296

Volgens deze bepaling kunnen de raden van beroep "bijkomende onderzoeken" aanbevelen.

In dit artikel wordt gepreciseerd aan wie ze worden toevertrouwd, maar wordt de strekking ervan niet bepaald, evenmin als de voorwaarden waaronder ze worden gevoerd.

Bovendien krijgt de tuchtrechtelijk vervolgde ambtenaar toegang tot de verslagen van die onderzoeken indien ze zijn opgemaakt door de twee assessoren die met het onderzoek zijn belast. In dat verband wordt de aandacht gevestigd op artikel 14, § 3, tweede lid, 3°, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 december 2000, dat voorziet in de mogelijkheid voor de ambtenaar om voorafgaandelijk zijn dossier te raadplegen.

De waarborgen geboden door de algemene principes van het tuchtrecht, met onder meer het recht van verdediging, het debat op tegenspraak en het vereiste van onpartijdigheid, zijn in dezen toepasselijk.

De bepaling moet derhalve duidelijker zijn wat de uitvoering van die "bijkomende onderzoeken" (lees : aanvullende onderzoeken) betreft.

Artikel 298

Het tweede lid bepaalt dat als de zaak afgevoerd wordt, de voorzitter van de raad van beroep de ambtenaar ervan in kennis stelt, maar bepaalt niet binnen welke termijn hij zulks moet doen. In datzelfde lid staat evenwel te lezen dat de aan de ambtenaar vóór zijn beroep opgelegde straf uitvoerbaar wordt "vanaf de datum waarop de betrokken raad van beroep de zaak heeft afgevoerd". Het is dan ook mogelijk dat de straf uitvoerbaar wordt voordat de ambtenaar ervan in kennis is gesteld dat de raad van beroep de zaak heeft afgevoerd.

Deze incoherentie moet worden weggewerkt.

Artikel 299

Volgens deze bepaling kan de ambtenaar de assessoren wraken totdat de eerste vergadering geopend is.

De bepaling vermeldt echter niet wanneer of hoe de namen van de assessoren ter kennis gebracht worden van de ambtenaar.

Artikel 301

De vraag rijst of de woorden "geval van overmacht" in de tekst verstaan moeten worden in hun juridische betekenis.

Indien zulks niet het geval is, zou het beter zijn te bepalen dat de commissie bij een met redenen omklede beslissing moet aangeven waarom ze geen uitspraak heeft kunnen doen binnen de gestelde termijn.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 303 van het ontwerp.

Artikel 302

Bovenop de opmerking die is gemaakt onder artikel 301 van het ontwerp, moet erop gewezen worden dat de

bepaling niet aangeeft hoe de pariteit concreet zal worden hersteld.

In dat verband bepaalt artikel 90bis, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 dat "de pariteit hersteld (wordt) door uitschakeling van een of meer bij loting aangewezen assessoren".

Artikel 304

In deze bepaling wordt nogmaals teruggegrepen naar het begrip "volledig dossier", dat nader dient te worden gepreciseerd.

In het tweede lid moet worden aangegeven vanaf welk tijdstip de termijn van tien werkdagen aanvangt.

Artikel 306

1. Paragraaf 1, 3°, bepaalt dat voor de instellingen van openbaar nut van categorie A de tuchtstraf die wordt opgelegd als gevolg van het beroep bij de bevoegde raad van beroep, wordt uitgesproken door de minister die, wat de afzetting betreft, functioneel bevoegd is voor de ambtenaar van niveau C, D en E.

Krachtens artikel 283, tweede lid, van het ontwerp, is het echter eveneens de functioneel bevoegde minister die in eerste aanleg beslist over de afzetting van de ambtenaren van ten hoogste rang A4 in de instellingen van openbaar nut

van categorie A, dat wil zeggen met inbegrip van de ambtenaren van niveau B, C, D en E.

Dit betekent dat voor de ambtenaren van niveau C, D en E dezelfde minister bevoegd is om de straf én in eerste én in laatste aanleg uit te spreken, terwijl voor de ambtenaren van niveau A en B de bepaling van het ontwerp de beslissing op algemene wijze heeft opgedragen aan een andere overheid dan die welke zich heeft uitgesproken in eerste aanleg. De redenen op grond waarvan de ambtenaren op tuchtrechtelijk vlak verschillend worden behandeld, dienen in het ontwerp op objectieve wijze te worden gewettigd.

2. Hetzelfde doet zich voor in paragraaf 2. Zo wordt voor de ambtenaren van ten hoogste rang A4 van de instellingen van openbaar nut van categorie B de afzetting in eerste aanleg uitgesproken door de benoemingsgerechtigde overheid (artikel 283, tweede lid, van het ontwerp) en in laatste aanleg eveneens door die overheid (artikel 306, § 2, 2°, van het ontwerp). Evenzo is het eveneens de Regering die in eerste (artikel 284 van het ontwerp) en in tweede aanleg uitspraak doet over alle tuchtstraffen van de leidende ambtenaren (artikel 306, § 3, van het ontwerp).

3. Paragraaf 4 bepaalt dat indien het door de raad van beroep uitgebracht advies overeenstemt met de in eerste aanleg genomen beslissing, het aan de bevoegde overheid behoort de tuchtstraf te bevestigen. In de bepaling van het ontwerp wordt evenwel niets gezegd over het geval waarin een

advies anders luidt dan de in eerste aanleg uitgesproken straf.

Krachtens artikel 14, § 3, 9°, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000, kan de overheid die bevoegd is om de tuchtstraf uit te spreken, geen zwaardere straf opleggen dan de in laatste aanleg voorgestelde en waarvoor alleen rekening wordt gehouden met de feiten waarop de tuchtprocedure is gegrond.

Dit impliceert hoe dan ook dat de straf die wordt uitgesproken ten gevolge van het beroep, nooit zwaarder mag zijn dan die welke aanvankelijk was voorgesteld.

Deze bepaling zou in overeenstemming moeten worden gebracht met dat algemeen beginsel.

Artikel 307

Deze bepaling zou het tijdstip moeten aangeven waarop de tuchtstraf uitvoerbaar wordt.

Artikel 311

In het tweede lid van de Franse tekst zou het beter zijn "retenue de traitement" te schrijven in plaats van "réduction de rémunération".

Artikel 313

Het zou beter zijn te spreken van een ontvangstbewijs dan van een "aangetekende brief (...) bij de post (...) aangeboden".

Artikel 314

Deze bepaling heeft betrekking op de beroepen tegen de beslissingen tot schorsing in het belang van de dienst, alsmede op de maatregelen die met die schorsing gepaard gaan.

Het is zaak van de raden van beroep in tuchtzaken kennis te nemen van die beroepen, volgens dezelfde procedure als die welke in tuchtzaken wordt gevolgd.

Het derde lid bepaalt evenwel :

> "Indien het door de (...) raad van beroep uitgebrachte advies anders luidt dan de door de bevoegde overheid in eerste aanleg getroffen beslissing, spreekt laatstgenoemde zich uit over de te treffen maatregel".

In geval van beroep zal dus dezelfde overheid moeten beslissen of de schorsingsmaatregel in het belang van de dienst al dan niet gerechtvaardigd is. Deze procedure maakt het beroep volkomen onwerkzaam.

Deze bepaling moet bijgevolg herzien worden.

Artikel 317

Deze bepaling definieert de onverenigbaarheden die gelden voor de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut. Onderdeel 1° voert een onverenigbaarheid in tussen de hoedanigheid van ambtenaar en een activiteit die verhindert dat de ambtenaar "zijn ambtsplichten vervult of strijdigheid van belangen tot gevolg heeft".

Het ontworpen statuut bevat evenwel geen specifieke bepalingen betreffende de plichten van de ambtenaren. Hoofdstuk II van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 bevat weliswaar een opsomming van bepaalde plichten, doch artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit verzoekt de deelentiteiten in het statuut van hun ambtenaren onder meer de plichten te vermelden die op hen rusten. Zoals blijkt uit het verslag aan de Koning dat bij het voormelde koninklijk besluit is gevoegd, moeten de plichten die erin worden vastgesteld beschouwd worden als de algemene beginselen die gelden voor alle Belgische overheidsdiensten, doch het is zaak van de gemeenschappen en gewesten die beginselen uit te diepen, ze te preciseren.

In dat opzicht huldigt artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 de vrijheid van meningsuiting van de ambtenaren, doch verbiedt hen onder meer feiten kenbaar te aken die betrekking hebben op de financiële belangen van de overheid, alsmede feiten die afbreuk zouden kunne doen aan de concurrentiepositie van de instelling waarin de ambtenaar is tewerkgesteld, ook wanneer de ambtenaren hun ambt hebben neergelegd.

Het ontworpen statuut heeft betrekking op alle ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het

Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan sommige economische activiteiten aan de dag leggen die van wezenlijk belang zijn. Het is bijgevolg van belang dat de Regering inzonderheid aandacht schenkt aan die verplichting geen afbreuk te doen aan de financiële en economische belangen van de instellingen van openbaar nut door de regeling inzake onverenigbaarheden nog meer te verduidelijken.

Artikel 321

In het eerste lid, 2°, moet de steller van het ontwerp duidelijk maken wat hij verstaat onder "een beroepsactiviteit (...) van algemeen belang voor het Gewest".

Volgens de door de gemachtigden van de minister verstrekte uitleg gaat het hoofdzakelijk om ambtenaren die college geven aan universiteiten of hogescholen.

Dat moet in de bepaling duidelijk en niet met holle bewoordingen geformuleerd worden.

Bovendien is het de Raad van State niet duidelijk welke de juiste strekking is van het tweede lid dat als volgt luidt :

"Onder diensturen dient te worden verstaan : de stamtijden die de glijdende werktijdregeling vastlegt. (lees : vastleggen)"

In de bepaling wordt evenmin vermeld welke regeling wordt getroffen voor de ambtenaar aan wie in het kader van

.../...

de uitoefening van die beroepsactiviteit tijdens de dienst-uren een ongeval overkomt.

Zo een bepaling moet op zijn minst voorschrijven hoeveel uren die beroepsactiviteit maximaal mag bedragen, zoniet kan dit leiden tot bepaalde misbruiken.

De bepalingen moeten grondig worden herdacht.

Artikel 323

Deze bepaling schrijft voor dat het de leidende ambtenaren toekomt de cumulatiemachtigingen toe te staan of te weigeren.

Maar welke regeling geldt voor de cumulatie van activiteiten zijdens die leidende ambtenaren ?

In dat opzicht bepaalt artikel 11 van de voormelde ordonnantie van 3 december 1992 onder meer dat het ambt van leidend ambtenaar niet verenigbaar is "met de hoedanigheid van lid van de Regering, van een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve, van gewestelijk Staatssecretaris, van bestendig gedeputeerde, alsmede van bestuurder en/of leider van elke onderneming waarvan de activiteit rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de havenactiviteit".

Aangezien de voormelde ordonnantie de onverenig-baarheden regelt voor de leidende ambtenaren van de gewes-telijke vennootschap van de haven van Brussel, dient ze te

worden aangevuld indien andere onverenigbaarheden moeten worden opgenomen.

Voor de leidende ambtenaren van de andere instellingen van openbaar nut zou de bepaling op dat punt moeten worden aangevuld.

Artikel 325

Krachtens deze bepaling kan de cumulatiemachtiging steeds worden ingetrokken door de leidende ambtenaren.

In de bepaling wordt evenwel niet vermeld om welke redenen een zodanige intrekking kan geschieden, zodat de leidende ambtenaren daarover volkomen naar eigen goeddunken kunnen oordelen.

Zo een bevoegdheid kan evenwel leiden tot arbitraire beslissingen. De bepaling zou bijgevolg moeten worden aangevuld om te preciseren welke objectieve omstandigheden tot een zodanige intrekking kunnen leiden.

BOEK II. BEZOLDIGINGSREGELING

ALGEMENE OPMERKINGEN

Opmerkingen over de bezoldigingsregeling, de weddeanciënniteit en de administratieve anciënniteit

1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft sedert de oprichting ervan ambtenaren overgenomen uit andere overheidsdiensten.

Naar aanleiding van die overhevelingen zijn in vele gevallen aan die personen geldelijke garanties geboden.

Zo bepalen de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen dat de personeelsleden van de Brusselse Agglomeratie die zijn overgeheveld naar diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alsmede naar instellingen van openbaar nut van dat Gewest, overgedragen worden met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Ze behouden bovendien "ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in hun dienst van herkomst het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun overdracht bekleedden.".

In zoverre het personeel van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ambtenaren omvat die zijn overgeheveld van de vroegere provincie Brabant, dient rekening te worden gehouden met artikel 79bis, tweede lid, van dezelfde bijzondere wet dat verwijst naar een samenwerkingsakkoord voor de overheveling van het personeel dat ressorteerde onder de vroegere provincie Brabant.

Dat samenwerkingsakkoord dat op 30 mei 1994 is gesloten, en meer bepaald artikel 8, luidt als volgt :

"De overgehevelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit. Zij behouden eveneens de toelagen, de vergoedingen of de premies en de andere voordelen die zij bij de provincie Brabant genoten overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was.

Zij behouden de voordelen die aan een functie verbonden zijn slechts voor zover de voorwaarden van de toekenning ervan blijven bestaan in de instelling waarnaar ze overgeheveld werden.

Onverminderd de toepassing van het tweede lid, wordt aan de overgehevelde ambtenaren die op het ogenblik van de overheveling een taalpremie genoten, de som van het bedrag van de individuele wedde en van het bedrag van de taalpremie die zij op 31 december 1994 genoten, beide vastgesteld volgens basisindex 138,01, ten persoonlijken titel gewaarborgd.".

Bepaalde instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten slotte, zijn opgericht op grond van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991. Dit is het geval met de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling. Naar aanleiding daarvan is personeel van de federale overheid overgeheveld naar de deelentiteiten, met inachtneming van de door die personen verkregen rechten.

Evenzo heeft de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brussels Gewest onder meer de oprichting bekrachtigd van het Brussels Instituut voor Milieubeheer. Naar aanleiding daarvan is personeel van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie overgeheveld naar het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest. Uit een ordonnantie van 27 april 1995 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer blijkt het volgende :

> "Naast hun hoedanigheid en hun graad behouden de overgehevelde wetenschappelijke personeelsleden ook hun dienst-, wetenschappelijke en geldelijke anciënniteit en de overgehevelde niet-wetenschappelijke personeelsleden behouden hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Ze behouden eveneens hun toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop ze in hun vroegere aanstelling aanspraak konden maken, overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was."

Gelet op die verschillende teksten is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verplicht die verkregen rechten in acht te nemen.

Het is onder voorbehoud van de inachtneming van die verkregen rechten dat de afdeling wetgeving van de Raad van State bijzondere opmerkingen maakt over de bezoldigingsregeling, de administratieve anciënniteit en de weddeanciënniteit van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

2. In zoverre sommige bepalingen de weddeschalen van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vaststellen, rijst de vraag of die bepalingen van verordenende aard zijn.

Zowel de afdeling administratie (19) als de afdeling wetgeving (20) van de Raad van State gaan er gewoonlijk van uit dat zulke bepalingen geen verordenende waarde hebben in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Bijgevolg onthoudt de afdeling wetgeving zich van enig commentaar omtrent de artikelen 327, 330 en bijlage I bij het ontwerp.

3. Volgens artikel 27 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 staat het aan de Koning om, na ofwel advies, ofwel akkoordbevinding van de betrokken overheden, voor elk niveau een minimum- en een maximumwedde vast te stellen.

Onder de gelding van de vroegere algemene beginselen, heeft de Koning bij koninklijk besluit van 22 mei 1992 uitvoering gegeven aan een bepaling van dezelfde aard (artikel 53, § 2, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 26 september 1994).

---

(19) RvS, Renard, nr. 23.257 van 16 mei 1983, aangehaald door J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", uitg. Bruylant, Brussel, 1994, blz. 93.

(20) Zie in die zin advies 20.646/2 gegeven op 18 maart 1991 over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve "fixant les échelles de traitement afférentes aux grades particuliers de l'Office de la naissance et de l'enfance" en advies 23.129/9 gegeven op 21 februari 1994 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende vaststelling van de weddeschalen van de bijzondere graden van de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp".

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering behoort bijgevolg rekening te houden met deze bepaling wanneer zij de weddeschalen van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut vaststelt.

4. De steller van het ontwerp wordt er ook op gewezen dat de bedragen uitsluitend worden weergegeven in Belgische franken. Het is verkieslijk het bedrag voluit weer te geven in euro's in het ontworpen besluit en in een overgangsbepaling die geldig is tot 1 januari 2002, hetzelfde bedrag, eveneens voluit, weer te geven in franken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 328

In het tweede lid dient voortaan te worden verwezen naar artikel 28 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000.

Artikel 331

1. Het is de Raad van State niet duidelijk welke de juiste betekenis is van de woorden "of hoger" in het eerste lid.

Volgens de gemachtigden van de minister kunnen die woorden inderdaad worden weggelaten.

Bovendien dient te worden gepreciseerd dat het om de "graad van rang A3" gaat.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het tweede lid wordt verwezen naar artikel 142. Dezelfde vraag rijst bij artikel 334 van het ontwerp.

Desgevraagd zijn de gemachtigden van de minister van mening dat de verwijzing naar artikel 142 van het ontwerp hier niet relevant is en dus mag vervallen.

Hoofdstuk II. Weddeschalen verbonden aan bepaalde graden

Dit hoofdstuk definieert bepaalde weddeschalen voor bepaald graden. Het staat aan de Regering op objectieve wijze, in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, te rechtvaardigen waarom zulke bevoorrechte weddeschalen worden toegekend aan de beklederS van de graad van geneesheer (artikel 332) en aan de beklederS van de graad van eerste attaché bij het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest.

Artikel 335

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de betekenis is van de woorden "Onverminderd de tegengestelde reglementaire bepalingen".

Desgevraagd hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat het om een bepaling gaat die de verkregen rechten van de ambtenaren op geldelijk gebied moet veilig stellen. Het is immers mogelijk dat op een ambtenaar een weddeschaal toepasselijk is die niet overeenstemt met zijn graad.

Indien zulks de bedoeling is van de steller van het ontwerp, is deze uitdrukking een overgangsbepaling die moet worden opgenomen in hoofdstuk II van titel III van boek IV, dat er aan is gewijd, en moet deze uitdrukking worden weggelaten uit de onderzochte bepaling.

Artikel 337

Er wordt op gewezen dat het bedrag van "40.000 F." waarvan sprake is in het tweede lid, op 40.080 Belgische frank is gebracht bij artikel 7 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, welk besluit wordt opgeheven bij artikel 417, 19°, van het ontwerp.

Er wordt eveneens verwezen naar algemene opmerking 4, in verband met boek II.

Artikel 341

In het eerste lid dient de breukstreep te worden getrokken.

Artikel 342

Voortaan dient te worden verwezen naar artikel 29 van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000. Er wordt evenwel gewezen op de omstandigheid dat deze bepaling de haard- of standplaatsvergoeding niet meer beschouwt als een minimumrecht. Daaruit volgt dat het Gewest opnieuw op autonome wijze die toelage kan regelen.

Het Gewest kan inzonderheid verwijzen naar het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries of ter zake nieuwe bepalingen uitvaardigen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 347, tweede lid, 349, tweede lid, en 356, vierde lid, van het ontwerp.

Artikel 352

Gelet op de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, moet op objectieve wijze kunnen worden gerechtvaardigd waarom de ambtenaren van de niveaus A en B geen aanspraak kunnen maken op een toelage voor overuren.

Artikel 353

Het is de Raad van State niet duidelijk in welke omstandigheden enerzijds artikel 350 van het ontwerp en anderzijds artikel 353 van het ontwerp behoren te worden toegepast.

Wat is het verschil tussen "prestaties ... die uitzonderlijk worden opgelegd" en het uitzonderlijk terugroepen van de ambtenaar "buiten zijn dienstverplichtingen ... om deel te nemen aan een onvoorzien en dringend werk" ?

De werkingssfeer van deze bepalingen zou beter moeten worden afgebakend.

Artikel 359

Er moet op objectieve wijze kunnen worden gerechtvaardigd waarom de ambtenaren van de niveaus A en B niet automatisch aanspraak kunnen maken op toelagen voor arbeid gedurende de nacht en op zaterdag en zondag.

Artikel 361

1. In het tweede lid dienen de woorden "van deze titel" vervangen te worden door de woorden "van titel III".

2. Het derde lid is niet duidelijk genoeg. Het zou beter zijn te preciseren dat het gaat om een wachtperiode van zeven opeenvolgende dagen.

3. In het vierde lid is een veel te vage delegatie vervat.De verschillende types van arbeidsregelingen die aanleiding kunnen geven tot een gunstigere regeling inzake compensatieverlof zouden moeten kunnen worden onderscheiden.

Artikel 362

Er wordt verwezen naar algemene opmerking II, 1, in verband met boek I en naar de bijzondere opmerking die gemaakt is onder artikel 64.

Hoofdstuk IV. Tweetaligheidspremie

1. In zoverre dit hoofdstuk gewijd is aan de tweetaligheidspremie wordt verwezen naar algemene opmerking 1, in verband met boek II, die gemaakt is over de ontworpen bezoldigingsregeling, en meer bepaald naar het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 dat is gesloten naar aanleiding van de overheveling van het personeel van de vroegere provincie Brabant, in zoverre dat akkoord er uitdrukkelijk toe strekt de leden van dat personeel te garanderen dat hun tweetaligheidspremie, die gekoppeld is aan basisindex 138,01, wordt gehandhaafd.

Bovendien dient eveneens aandacht te worden besteed aan het personeel van de Brusselse Agglomeratie dat aanspraak kan maken op bepaalde verkregen rechten in verband met die tweetaligheidspremie.

2. De afdeling wetgeving heeft op 13 februari 1998 (21) een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering onderzocht "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 25 juli 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel dat werkzaam is bij sommige instellingen van openbaar nut".

(21) Advies 27.396/2.

Dit ontwerp heeft ontstaan gegeven aan het besluit van de Regering van 19 maart 1998 (22) dat in het voorliggend ontwerp grotendeels wordt overgenomen.

De afdeling wetgeving zal bijgevolg alleen de bepalingen onderzoeken waarvoor ze haar adviesbevoegdheid nog niet helemaal heeft aangewend.

Artikel 362

1. In het derde lid dient het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 30 november 1966 te worden vermeld, te weten :

"(...) koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966".

2. In het derde lid, a), moet duidelijk worden vermeld dat het mondelinge taalexamen bedoeld in artikel 9, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 30 november 1966, en het schriftelijke taalexamen bedoeld in artikel 8 van hetzelfde besluit, alleen betrekking hebben op een elementaire kennis van de tweede taal.

(22) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 mei 1998.

Ook moet op objectieve wijze kunnen worden gerechtvaardigd waarom niet alle de ambtenaren van niveau A onder dezelfde regeling vallen, omdat anders de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, waarin de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie zijn neergelegd, worden geschonden.

De taalpremie zal hen immers worden toegekend onder verschillende voorwaarden, naar gelang ze een wervings- of een bevorderingsgraad bezitten.

3. Uit de redactie van het derde lid, b) blijkt niet duidelijk aan welke taalvereisten ambtenaren die een graad bekleden vanaf rang A3 precies moeten voldoen.

Zo is het de Raad van State niet duidelijk waarom wordt verwezen naar artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit van 30 november 1966, dat onder meer uitvoering geeft aan artikel 21, § 1, derde lid, van de voormelde gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen, dat bepaalt aan welke taalvereisten moet worden voldaan om het toelatingsexamen te mogen afleggen, wanneer de gegadigde onderwijs heeft gevolgd in een andere taal dan het Nederlands of het Frans en hij zich kan beroepen op een gelijkwaardigheid van diploma.

Zowel bij het schriftelijke als het mondelinge examen moet in dat geval worden nagegaan of die gegadigde de betrokken taal in dezelfde mate beheerst als geëist wordt van de gegadigden voor dezelfde functie of hetzelfde ambt en die hun onderwijs hebben genoten in de taal van die functie of dat ambt.

Artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 van zijn kant geeft uitvoering onder meer aan artikel 21, § 4, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen dat een voldoende kennis van tweede taal vereist op grond van een schriftelijk of computer-gestuurd examen voor elke benoeming of bevordering tot een ambt, waarvan de bekleder, ten aanzien van de overheid waaronder hij ressorteert, verantwoordelijk is voor het behoud van de eenheid in de rechtspraak of in het bestuur van de dienst waarvan de hoge leiding hem is toevertrouwd.

Artikel 12 van hetzelfde besluit van 30 november 1966, dat eveneens in fine wordt vermeld, geeft uitsluitend uitvoering aan artikel 43, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen, dat wel betrekking heeft op de ambtenaren van de centrale diensten en niet meer op de ambtenaren van de plaatselijke diensten gelegen in Brussel-Hoofdstad; naar de regeling die op dezen van toepassing is wordt verwezen in het eerste lid, 2°, van het ontwerp.

Voorts heeft dat artikel 43 betrekking op de opneming van de ambtenaren in de tweetalige formatie.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de achterliggende gedachte van deze bepaling is.

Ze moet bijgevolg grondig worden herzien.

Artikelen 365 en 366

Deze bepalingen zijn een parafrase van de artikelen 4, § 1, eerste lid, en 8, § 1, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

Onder de artikelen 173 tot 178 van het ontwerp is er hiervoren reeds op gewezen dat deze bepalingen van toepassing zijn verklaard op de ambtenaren van het ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest krachtens het voormelde koninklijk besluit van 22 mei 1996. De steller van het ontwerp is bijgevolg niet gerechtigd ze over te nemen.

Die bepalingen moeten bijgevolg vervallen.

Artikel 367

De delegatie aan de Minister van Ambtenarenzaken is veel te vaag : het bedrag van deze toelage moet op zijn minst worden omschreven in de ontworpen bezoldigingsregeling.

Artikel 376

Deze bepaling verwijst naar begrippen zoals "werkelijke woonplaats" en "administratieve standplaats".

Zulke begrippen worden in het ontworpen besluit niet omschreven, maar wel in het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries, waarvan artikel 7bis bepaalt dat onder "administratieve standplaats" dient te worden verstaan de plaats waar het personeelslid hoofdzakelijk zijn ambt uitoefent.

Aangezien artikel 416, 12°, van het ontwerp dit koninklijk besluit opheft, dient daarvoor een volledige regelgeving in de plaats te worden gesteld.

Artikel 378

Deze bepaling is tot op zekere hoogte gebaseerd op artikel 12 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Volgens laatstgenoemde bepaling is het gebruik van een eigen voertuig evenwel alleen toegestaan in het kader van de behoeften van de dienst.

In de bepaling wordt zulks evenwel niet gepreciseerd en dit zou derhalve aanleiding kunnen geven tot uiteenlopende interpretaties.

Indien de steller van het ontwerp een soortgelijke bedoeling heeft als die welke blijkt uit de voormelde federale bepaling, moet die nader worden vermeld in de

bepaling, zoals trouwens reeds geschiedt in artikel 382 van het ontwerp.

Artikelen 380 en 381

Artikel 380 bepaalt het belastbaar vermogen van het voertuig dat in aanmerking kan komen voor het betalen van de vergoeding. Artikel 381, eerste lid, van zijn kant bepaalt onder meer het volgende :

> "De kilometervergoeding wordt vastgesteld volgens artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende de algemene regeling inzake reiskosten en alle besluiten die het wijzigen.".

Nochtans wordt gewezen op een recente wijziging van het voormelde artikel 13. Een koninklijk besluit van 20 juli 2000 heeft deze bepaling vervangen en een nieuwe formule vastgesteld voor het berekenen van de kilometervergoeding, waarbij niet meer gerefereerd wordt aan het fiscale vermogen van het voertuig.

Deze twee bepalingen moeten bijgevolg worden herwerkt. In dat opzicht zou het wenselijk zijn dat het Gewest, veeleer dan te verwijzen naar een federale tekst, zijn eigen regeling treft om situaties zoals de zo-even beschrevene, te voorkomen.

Artikel 383

Deze bepaling verwijst alweer naar begrippen als "gebruikelijke woonplaats", en niet meer "werkelijke

woonplaats" zoals in artikel 376 van het ontwerp, en "administratieve standplaats".

Om deze begrippen correct af te bakenen, dienen ze in het ontworpen besluit te worden omschreven.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 392, eerste lid, en 359 van het ontwerp, voor de bepalingen waarin wordt verwezen naar de "woonplaats".

Artikel 386

Deze bepaling luidt als volgt :

> "De vergoeding voor verblijfkosten in het binnenland wordt vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de personeelsleden van de Ministeries en elk ander besluit die het mocht wijzigen.".

Zoals er reeds op is gewezen onder de artikelen 380 en 381 van het ontwerp, dienen deze bepalingen, ter wille van de samenhang en de rechtszekerheid in één enkele tekst te worden samengebracht.

Regelgeving door verwijzing is immers af te raden. Het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

Bovendien wordt de steller van het ontwerp gewezen op de omstandigheid dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, door de techniek toe te passen van regelgeving door verwijzing, aangewezen is op de beslissingen die ter

zake worden genomen door de federale overheid. Uit het oogpunt van de algemene beginselen van de openbare dienst evenwel mag de Regering de regeling van een deelaspect van een aangelegenheid, die de rest van het ontwerp beoogt te regelen, niet overlaten aan een andere macht.

Artikel 387

In het tweede lid dient, indien mogelijk, te worden gespecificeerd wat wordt verstaan onder "uitzonderlijke gevallen".

Artikel 392

Deze bepaling voorziet in de vergoeding van de kosten van de ambtenaar die zich per fiets van zijn woonplaats naar zijn arbeidsplaats begeeft.

Als men de artikelen 392 tot 394 van het ontwerp vergelijkt met de federale regelgeving, dit wil zeggen met het koninklijk besluit van 20 april 1999 houdende toekenning van een vergoeding voor het gebruik van de fiets aan de personeelsleden van sommige federale overheidsdiensten, blijkt dat bepaalde aspecten van die vergoedingsregeling in de bepalingen van het ontwerp niet worden behandeld.

Zulks geldt onder meer voor het geval waarin de ambtenaar om zich naar zijn arbeidsplaats te begeven zowel een fiets als een ander vervoermiddel gebruikt; wat moet er voorts geschieden in geval van cumulatie van deze vergoeding

en andere reisvergoedingen ? Bovendien wordt in artikel 393, tweede lid, van het ontwerp gepreciseerd dat de vergoeding berekend wordt uitgaande van de kortste weg, terwijl artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 20 april 1999 vooral de nadruk legt op de weg die het veiligst is voor de fietser.

De ontworpen teksten zouden kunnen worden aangevuld in het licht van de federale regelgeving.

Artikel 395

Het tweede lid bepaalt :

> "Deze terugbetaling gebeurt overeenkomstig het koninklijk besluit van 2 juni 1998 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en sommige instellingen van openbaar nut in de vervoerskosten van de personeelsleden;".

Er wordt evenwel op gewezen dat het voormelde koninklijk besluit van 2 juni 1998 is opgeheven bij een koninklijk besluit van 3 september 2000 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige openbare instellingen in de vervoerskosten van de federale personeelsleden en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 april 1999 houdende toekenning van een vergoeding voor het gebruik van de fiets aan de personeelsleden van sommige federale overheidsdiensten.

Om de hiervoren aangevoerde redenen zou het wenselijk zijn dat het Gewest ter zake een autonome regeling uitvaardigt.

Deze bepaling moet dienovereenkomstig worden herwerkt.

Artikel 404

Deze bepaling verklaart het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der Ministeries toepasselijk op de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut. Het zou andermaal beter zijn dat het Gewest zijn eigen regels ter zake vaststelt. Zo wordt in artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 21 mei 1965 niet rechtstreeks verwezen naar de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, terwijl in andere bepalingen van het ontworpen statuut deze persoon gelijkgesteld wordt met de echtgenoot van de ambtenaar.

Deze persoon die samenwoont met de ambtenaar en die de begrafeniskosten op zich heeft genomen, kan krachtens artikel 3 van hetzelfde koninklijk besluit, alleen aanspraak maken op de vergoeding van de begrafeniskosten als de overleden ambtenaar geen erfgenamen heeft in de rechte lijn.

De bepaling dient bijgevolg te worden herzien en die kwestie dient afzonderlijk te worden geregeld.

Artikel 408

In het eerste lid, 2°, is het begrip "erkenning van de toelaatbaarheid" niet duidelijk.

Het zou beter zijn te bepalen dat de minister beslist of de prestaties waarvan sprake is gelijkwaardig zijn aan die welke worden verricht in de andere opgenoemde openbare diensten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 412, § 1, laatste streepje, van het ontwerp.

Artikel 412

1. Deze bepaling geeft hoofdzakelijk artikel 14 weer van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldgingsregeling van het personeel der ministeries, dat door het ontworpen besluit gedeeltelijk wordt opgeheven.

Deze bepaling van het ontwerp neemt evenwel de diensten verricht in de openbare sector als tewerkgestelde werkloze in een ambt met volledige prestaties, voor een maximumduur van drie of zes jaar, niet in aanmerking.

De Raad van State vraagt zich af waarom met die diensten geen rekening wordt gehouden.

Volgens de gemachtigden van de minister behoort te worden teruggegrepen op paragraaf 1, eerste lid, die bepaalt dat men voor de berekening van de geldelijke anciënniteit in

aanmerking neemt "de werkelijke diensten gepresteerd door de ambtenaar in om het even welke hoedanigheid, als titularis van een bezoldigd ambt met volledige of deeltijdse prestaties".

De volledige prestaties van een tewerkgestelde werkloze lijken dus onder die bepaling te vallen.

Om uiteenlopende interpretaties te voorkomen, behoort de bepaling te worden aangevuld door uitdrukkelijk te verwijzen naar de prestaties van tewerkgestelde werklozen.

Artikel 15, 5°, van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1973, verwijst eveneens naar de "werkelijke diensten van de (...) aalmoezeniers en de (...) morele adviseurs die ressorteren onder de niet-confessionele gemeenschap van België."

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de bepaling niet verwijst naar dat soort van diensten.

2. In paragraaf 1, zesde streepje, is er sprake van de diensten gepresteerd bij de "publiekrechtelijke en vrije universiteiten". Het begrip "publiekrechtelijke universiteit" is niet voldoende duidelijk. Het zou beter zijn te verwijzen naar de universiteiten genoemd in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Artikel 416

a) In verband met de onderdelen 9° en 22° dient te worden verwezen naar bijzondere opmerking 1 betreffende de redactie van de aanhef.

b) In onderdeel 28° dient in de Franse tekst na het woord "arrêté" het woord "royal" te worden toegevoegd.

c) Het koninklijk besluit van 7 december 1988 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij titularis kunnen zijn is opgeheven en vervangen door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 oktober 1993 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij titularis kunnen zijn.

Onderdeel 30° dient dus te worden weggelaten en na artikel 417, 14°, dient het voormelde besluit van 21 oktober 1993 te worden ingevoegd, met het oog op de inachtneming van de tijdsorde van de aangehaalde teksten.

d) Na onderdeel 36° dient het volgende onderdeel te worden ingevoegd :

"...° het koninklijk besluit van 8 augustus 1991 betreffende het onthaal en de opleiding van het rijkspersoneel;".

Artikel 417

.../...

a) Wat onderdeel 6° betreft, is het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 27 oktober 1992 houdende bijzondere bezoldigingsbepalingen voor het Ministerie en sommige instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgeheven bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Onderdeel 6° dient dus te vervallen.

b) In onderdeel 9° dienen de woorden ", gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 2000;" te worden toegevoegd.

c) In onderdeel 12° dienen in de Franse tekst na de woorden "la Société" de woorden "du logement" te worden toegevoegd.

d) In onderdeel 19° dienen na de woorden "het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" de woorden", gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 1998;" te worden toegevoegd.

e) Er wordt verwezen naar algemene opmerking I, 6, in verband met boek I; indien het in de bedoeling ligt van de steller van het ontwerp het statuut van het operationeel

personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp te regelen in een afzonderlijke tekst, behoeven de voor dit personeel specifieke teksten hier niet te worden opgeheven; de onderdelen 20°, 23°, 24° en 25° dienen bijgevolg te vervallen.

f) Na onderdeel 25° dient het volgende onderdeel te worden ingevoegd :

"...° het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 mei 2000 tot wijziging van de samenstelling van de Directieraad van het Brussels Instituut voor Milieubeheer;".

Artikel ... (nieuw)

Naar het voorbeeld van artikel 408 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dient in zoverre een of ander besluit niet zou zijn opgenomen in de opheffingsbepalingen, een artikel te worden opgenomen, luidende :

"Art. ... Elke verordeningsbepaling die niet uitdrukkelijk wordt opgeheven bij de artikelen ...(416 van het ontwerp) en ... (417 van het ontwerp), is niet van toepassing op de ambtenaren die onder dit statuut vallen, indien zij in strijd is met de bepalingen van dit statuut."

Artikel 418

Deze bepaling vervangt artikel 17 van het koninklijk besluit van 16 november 1988 tot vaststelling van de organisatie en de werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

Evenwel mag niet uit het oog worden verloren dat de bepaling moet worden gelezen in het licht van artikel 16, § 2, van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991 en meer bepaald van artikel 9, § 7, van dezelfde wet.

Daaruit volgt dat "de aanwervingen, de benoemingen en de bevorderingen geschieden op voordracht van elke taalgroep voor het overeenkomstige taalkader."

Het zijn dus de twee taalgroepen die het beheerscomité vormen die, elk wat hem betreft, zulke voorstellen tot benoeming, bevordering, werving en afzetting kunnen doen.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen wijziging betreffende artikel 22 van het voormelde koninklijk besluit van 16 november 1988. Hoewel het de Regering toekomt de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal aan te stellen en af te zetten, kan zij dit evenwel alleen op grond van de voordrachten die beide taalgroepen hebben gedaan.

De bepaling moet worden herzien om rekening te houden met deze opmerking.

Artikel 419

Zoals deze bepaling is gesteld, zou ze tot gevolg kunnen hebben dat de graad van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal wordt toegekend aan ambtenaren die deze betrekkingen bekleden, doch in het kader van het uitoefenen van een hoger ambt. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de redactie van deze bepaling moet worden herzien. Alleen de ambtenaren met graden die overeenstemmen met leidende ambten zullen de graden van directeur-generaal in rang A5 en van adjunct-directeur-generaal in rang A4+ kunnen bekleden.

Artikel 420 en bijlage II

Deze bepaling zet de vroegere graden om in de nieuwe.

In verband me deze omzetting vraagt de Raad van State zich af wat er met een aantal vroegere graden zal geschieden.

Dienaangaande verzoekt de Raad van State de steller van het ontwerp bijlage II bij het ontwerp zorgvuldig te vergelijken met alle verschillende besluiten waarbij de hiërarchische rangschikking is opgemaakt van de graden van het personeel van elke instelling van openbaar nut.

Zo stelt de Raad van State vast dat bepaalde vroegere graden niet zijn omgezet in een nieuwe graad :

a) Voor de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 oktober 1993 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de personeelsleden van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij titularis kunnen zijn neemt de graad van "eerstaanwezend hoofdkamer-bewaarder" op in niveau 4, rang 43. Wat geschiedt er met die graad na de omzetting ervan ?

Hetzelfde geldt voor de graad van "directie-secretaris". De omzettingstabel van bijlage II bij het ontwerp lijkt die graad van niveau 2 (dat niveau C wordt) immers alleen in beschouwing te nemen voor de Haven van Brussel. Wat is daar precies van aan ? Dezelfde vaststelling kan worden gedaan voor de graad van "vertaler", die blijkbaar alleen voor de Haven van Brussel in beschouwing wordt genomen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat die graden van niveau 2 thans worden omgezet in graden van niveau 2+. Bij de Raad van State rijst evenwel de vraag waarom diezelfde graden niet worden opgenomen in niveau 2+ voor de betrokken ambtenaren van de Haven van Brussel. Is het een kwestie van diploma ?

Verder rijst de vraag wat het lot is van de graad van "architect-hoofd van dienst" ?

Bovendien legt het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 oktober 1993 de graden van "directeur-generaal" en adjunct-directeur-generaal vast. De tabel van bijlage II bij het ontwerp verwijst evenwel naar de "leidend ambtenaar" en de "adjunct-leidend ambtenaar". Deze vermeldingen zijn geen graden maar wel ambten. Die vermeldingen dienen bijgevolg vervangen te worden door de graden die de leidende ambtenaren thans bekleden, zelfs indien de omzetting van die graden leidt tot dezelfde graden.

b) Voor de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juli 1997 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 maart 1992 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling titularis kunnen zijn, stelt de graden vast van "directeur-generaal" en van "adjunct-directeur-generaal". Zoals er reeds is op gewezen moet ernaar worden verwezen in de tabel in bijlage II bij het ontwerp.

c) Voor het Brussels Instituut voor Milieubeheer

Volgens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 oktober 1993 houdende de rangschikking per niveau en per rang van de graden die de ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer kunnen bekleden wordt de graad van "meesterknecht 2e klasse" omgezet in de graad van "ploegbaas". De tabel van bijlage II

bij het ontwerp verwijst echter nog naar de graad van "meesterknecht 2e klasse" en verwijst niet naar de graad van "meesterknecht". De ontworpen tabel dient op dat punt te worden gecorrigeerd.

Wat geschiedt er ook met de graad van "hoofd-informaticus-directeur" ?

Het voormelde besluit stelt eveneens de graad vast van "directeur-generaal" die vermeld dient te worden in de omzettingstabel van bijlage II bij het ontwerp.

d) Voor de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel

Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 8 april 1993 tot bepaling van de hiërarchische rangschikking van de graden die door de personeelsleden van de Haven van Brussel kunnen worden bekleed stelt de graad vast van "eerstaanwezend industrieel ingenieur-hoofd van dienst". Wat komt er terecht van die graad bij de omzetting ? Dit besluit verwijst eveneens naar de graad van "directeur-generaal" die vermeld dient te worden in de omzettingstabel van bijlage II bij het ontwerp.

Artikel 424

Bij de afdeling wetgeving van de Raad van State is onlangs een ontwerp van besluit ingediend tot wijziging van artikel 414 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut

en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (23). De bepaling vertoont gelijkenissen met dat voormelde artikel 414.

De Brusselse Regering heeft evenwel geoordeeld dat dit artikel 414 aanleiding geeft tot discriminatie in zoverre het alleen de ambtenaren in aanmerking neemt die hun graadanciënniteit hebben verkregen na 1 juli 1999, de datum van inwerkingtreding van het voormelde besluit van 6 mei 1999.

Hetzelfde probleem kan zich in casu voordoen aangezien er eveneens sprake is van de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit. Het zou bijgevolg beter zijn deze verwijzing te schrappen zowel in paragraaf 1 als in paragraaf 2.

Artikel 433

Het is de Raad van State niet duidelijk welke de juiste strekking is van het begrip "gecontingenteerd geheel" en hij plaatst bijgevolg vraagtekens bij de zin van deze bepaling.

Uit de door de gemachtigden van de Minister verstrekte uitleg blijkt dat het gaat om een geheel van betrekkingen in verschillende graden en rangen in eenzelfde niveau, waarin de verhogingen in graad kunnen worden

(23) Zie advies 31.000/4 van 17 januari 2001.

verleend zonder dat een betrekking vacant verklaard moet worden, met inachtneming van de vereisten inzake anciënniteit en evaluatie die in het statuut zijn vastgesteld en waarbij het aantal betrekkingen dat bestemd is voor elke opeenvolgende graad en rang niet wordt overschreden.

Zo vormen de overeenstemmende graden in de rangen 10, 11 en 12 telkens een geheel.

Dit begrip zou nader moeten worden omschreven.

Artikel 442

Het is de Raad van State niet duidelijk welke de juiste strekking is van de voorwaarde volgens welke de beklederS van een graad in rang 21 of 20, willen ze van rechtswege kunnen worden benoemd in de graad van assistent in rang B1, "een functie" moeten uitoefenen "die verband houdt met" hun diploma of met hun studiegetuigschrift dat toegang verleent tot een betrekking van niveau B en uiterlijk in de loop van het schooljaar 2000-2001 is behaald.

Zo een voorwaarde wordt bovendien niet gesteld voor de beklederS van een graad in rang 23 of 22 of zelfs in rang 24.

Artikel 447

Deze bepaling dient te worden aangevuld door te preciseren dat het gaat om "de ambtenaren met een vlakke loopbaan in de rangen 12-13".

Artikel 448

Krachtens deze bepaling kunnen de ambtenaren bedoeld in de artikelen 445 en 447 van het ontwerp solliciteren naar een bevordering tot een graad van rang A3 indien ze onder meer houder zijn van een managementbrevet als bedoeld in artikel 65 van het ontwerp.

Artikel 424, § 1, van het ontwerp voorziet evenwel, bij wijze van overgangsmaatregel, in een afwijking op dat vereiste inzake brevet.

De vraag rijst of die afwijking eveneens geldt voor de ambtenaren bedoeld in artikel 448.

Desgevraagd hebbende gemachtigden van de minister daarop bevestigend geantwoord. Aangezien artikel 448 zich eveneens als een overgangsbepaling aandient, zou het verband moeten worden gelegd met artikel 424, § 1, van het ontwerp.

Artikelen 449, 450 en 451

Het merendeel van deze bepalingen schrijven voor dat de ambtenaren met een vlakke loopbaan "in de functionele loopbaan van hun niveau worden ingeschakeld".

De Raad van State stelt de vraag of deze bepaling tot gevolg heeft dat een einde wordt gemaakt aan de vlakke loopbaan en daarvoor een "functionele loopbaan" in de plaats wordt gesteld.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat dit effectief de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

De bepaling moet duidelijker worden gesteld; bovendien wordt verwezen naar algemene opmerking III, 2, in verband met boek I.

Artikel 452

Het begrip "inschakelingsbepalingen" moet worden vervangen door het begrip "overgangsbepalingen".

Artikel 453

Het is de Raad van State niet duidelijk welke de juiste betekenis is van deze bepaling en de Raad heeft bedenkingen bij de relevantie van deze bepaling voor de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut.

Artikel 454

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom artikel 338 van het ontwerp niet van toepassing is op de ambtenaren afkomstig van de Brusselse Agglomeratie.

Uit de door de gemachtigden van de minister verstrekte uitleg blijkt dat het gaat om verkregen rechten.

Bovendien is het niet correct te verwijzen naar de "ex-Agglomeratie Brussel" daar enerzijds de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen deze instellingen uit juridisch oogpunt niet heeft afgeschaft en anderzijds de benaming ervan "Brusselse Agglomeratie" is.

Artikel 456

Niet alleen zou moeten worden gepreciseerd dat de gemeenschappelijk raad van beroep, die werkzaam is op het tijdstip van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, blijft kennis nemen van beroepen in tuchtzaken, zo lang de nieuwe raad van beroep niet is opgericht, maar ook dat hij voor de lopende tuchtrechtelijke vervolgingen de tucht-regeling toepast die bestond vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Artikel 457

Het is de Raad van State niet duidelijk wat in het eerste lid het nut is van de bewoordingen "Onverminderd de bepalingen van het hoofdstuk betreffende de evaluatie".

Artikel 464

Ter wille van de rechtszekerheid en inzonderheid om de continuïteit van de rechtspositieregelingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest veilig te stellen, is het wenselijk dat alle bepalingen terzelfder tijd in werking kunnen treden.

Zoals de tweede zin is geredigeerd, wekt hij de indruk dat de inwerkingtreding van het gehele statuut zou kunnen worden uitgesteld voor elke instelling van openbaar nut.

Dit voornemen kan alleen worden waargemaakt in objectieve omstandigheden en in zijn geheel voor elk van de betrokken instellingen van openbaar nut.

Ondertekening

Zoals in artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, wordt gepreciseerd, maken de gewestelijke staatssecretarissen geen deel uit van de Regering. Daaruit volgt dat, zoals de Raad van State er reeds meermaals op heeft gewezen, de gewestelijke staatssecretarissen niet gemachtigd zij om namens de Regering besluiten voor te dragen of te ondertekenen.

De ondertekening door de Staatssecretaris belast met Mobiliteit, Ambtenarenzaken, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp dient bijgevolg te vervallen.

SLOTOPMERKINGEN

1. De nummering van de boeken, titels, hoofdstukken en afdelingen geschiedt met hoofdtelwoorden, behalve in de Franse tekst voor "Livre premier", "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première". De nodige correcties dienen in de ontworpen tekst te worden aangebracht.

2. Wanneer in de ontworpen tekst wordt verwezen naar andere bepalingen, dienen de gegevens op grond waarvan

ze kunnen worden herkend door een komma van elkaar te worden gescheiden. Zo schrijve men bij voorbeeld in artikel 331 van het ontwerp "(...) artikel 79, § 2, eerste lid, (...)". De gehele tekst dient te worden herlezen om er nodige wijzigingen in aan te brengen.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	P. LIENARDY,	conseiller d'Etat, président, staatsraad, voorzitter,
	P. QUERTAINMONT, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. LIENARDY